

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES
CULTURES RICHES

DANS
LES COLONIES FRANÇAISES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le mardi 16 janvier 1912, à 1 heure 1/2

PAR

Marcel CHAUSSON

Diplômé de l'Ecole Libre des Sciences Politiques

Président : M. FERNAND FAURE, professeur.

Suffragants { *MM. LESEUR, professeur.*
TRUCHY, professeur.

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, Rue Soufflot, PARIS-5^e

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1912

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES
CULTURES RICHES

DANS
LES COLONIES FRANÇAISES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le mardi 16 janvier 1912, à 1 heure 1/2

PAR

Marcel CHAUSSON

Diplômé de l'Ecole Libre des Sciences Politiques

Président : M. FERNAND FAURE, professeur.

Suffragants { MM. LESEUR, professeur.
 TRUCHY, professeur.



LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, Rue Soufflot, PARIS-5^e

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1912

BIBLIOGRAPHIE

Journaux officiels : Guinée, Dahomey, Côte d'Ivoire, Sénégal, Congo, Madagascar, Indo-Chine.

Journaux et Revues : Le Journal de l'Agriculture Pratique des pays chauds.

Le Journal de l'Agriculture tropicale.

Le Bulletin du Comité de l'Afrique française.

L'Économiste français.

La revue des valeurs de caoutchouc.

India Rubber.

Le Bulletin de l'Office colonial.

Le Bulletin économique de l'Indo-Chine.

La Quinzaine coloniale.

Ministères du Commerce, des Colonies :

Tables du Commerce et de la Navigation. Statistiques coloniales.

Statesman year book, 1906-1909.

Ouvrages généraux :

MM.

LESEUR. — A son cours (Législation coloniale).

PERREAU. — Le Régime commercial des Colonies françaises. Paris, Rousseau, 1903.

LEROY-BEAULIEU. — La colonisation chez les peuples modernes. Paris, Alcan, 1908.

- JUMELLE. — Ressources agricoles et forestières des colonies françaises. Marseille, Barlatier, 1907.
- Les plantes à caoutchouc et à gutta. Paris, Challamel, 1903.
- Le cacaoyer. Paris, Challamel, 1900.
- LECOMTE. — Le café. Paris, Carré et Naud, 1899.
- Le vanillier. Paris, Carré et Naud, 1901.
- GUIGON. — Le thé. Paris, Challamel, 1901.
- Les colonies françaises au début du xx^e siècle (Exposition de Marseille, 1906) Baratier.
- Les colonies françaises (1900).

Ouvrages supplémentaires :

- CHARTIER. — Production du caoutchouc dans les colonies françaises. Paris, Larose, 1909.
- RÉMOND. — La main-d'œuvre dans les colonies françaises. Paris, Cerf, 1903.
- WILDEMANN. — Les plantes tropicales de grande culture. Bruxelles, Castaigne, 1902.
- JUMELLE. — Les cultures coloniales. Paris, J.-B. Baillièrre et fils, 1901.
- PERROT. — Matières premières usuelles d'origine végétale. Paris, Vigot, 1906.
- CHARABOT. — Productions végétales des colonies françaises.

Plan

- I. — Introduction.
- II. — Nécessité d'une politique agricole coloniale.
- III. — Les cultures riches.
- IV. — Le tabac.

- V. — Le thé.
- VI. — Le café.
- VII. — Le cacao.
- VIII. — La vanille.
- IX. — Le caoutchouc.
- X. — Le sucre et le coton.
- XI. — La question de la détaxe.
- XII. — La valorisation des cultures riches.
- XIII. — Conclusion. L'avenir des cultures riches.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LES
CULTURES RICHES
DANS
LES COLONIES FRANÇAISES

INTRODUCTION

Les produits exotiques, qu'on désigne généralement sous le nom de « cultures riches », le tabac, le thé, le café, le cacao, les épices (vanille et poivre), etc., sont devenus des denrées de consommation journalière jusque dans les hameaux les plus reculés. Et, comme nous pouvons nous les procurer prêts à l'usage, nous sommes très mal renseignés sur leur nature, nous sommes indifférents à leur origine, nous ne connaissons pas les difficiles problèmes qu'ils soulèvent ni leur importance pour la richesse de nos colonies. C'est contre cette indifférence et cette ignorance qu'il faut réagir, en dépit des jugements sévères et, nous le démontrerons, inexacts, que de savants économistes ont portés sur les cultures riches, les qualifiant d'artificielles, de précaires, de décevantes à la fois pour les planteurs et pour

les colonies elles-mêmes. Il faut réhabiliter, au contraire, cesser de tenir en suspicion ces denrées dont la France fait une consommation annuelle de plus de deux cents millions de francs, il faut les soustraire à l'œil fureteur et aux mains rapaces d'une fiscalité déprédatrice, il faut lancer nos colonies dans la voie de leur culture en grand et assurer à la production coloniale le marché de la métropole. Cette politique agricole n'offre, nous le verrons, que des avantages : pour les planteurs, des bénéfices considérables ; pour les colonies, une magnifique moisson de richesses, alors qu'actuellement elles envoient en France à peine pour huit ou dix millions de francs de ces denrées ; pour la métropole, de nouveaux marchés commerciaux, d'autant plus larges et plus productifs que les colonies lui vendront davantage. Comme l'a démontré en effet J.-B. Say, les produits s'échangent avec les produits, autrement dit, les colonies paient avec leurs denrées naturelles. Toute l'importance du commerce repose donc sur la quantité de ces produits que les colonies peuvent échanger ; et il est d'une sagesse élémentaire de pousser le plus possible ces dernières à la production, les besoins étaient considérables et le débouché assuré. Malheureusement, il y a eu chez nous, à toutes les époques, un certain écart entre l'intérêt manifesté au principe et la part prise à l'ouvrage. Avec notre politique d'entrain passionné pour la conquête et d'expectative indolente pour la mise en rapport, nos colo-

nies inexploitées industriellement et commercialement ne vont pas se développer toutes seules. Il faut aujourd'hui une politique agricole : la simple récolte des richesses végétales n'est pas suffisante pour amener la prospérité durable ; et, si pendant des siècles les végétaux indigènes d'un pays ont suffi amplement aux besoins de ses habitants, ils ne pourront alimenter pendant longtemps un commerce d'exportation, à moins que, par la culture, on n'arrive à en augmenter et surtout à en régulariser le rendement. Au premier rang parmi les cultures à développer, sont précisément les cultures riches. Nos efforts doivent tendre à dériver sur nos colonies une partie des capitaux que nous plaçons avec tant d'élan à l'étranger, à encourager l'initiative privée, à remettre en honneur la pratique des grandes affaires, à l'égard desquelles il est de mode d'affecter un éloignement pudibond (quelle folie en effet de considérer comme un spéculateur tout homme qui consacre son intelligence à créer de la richesse !) à nous pénétrer enfin profondément de cette idée, que pour donner un vigoureux essor aux cultures riches, si dangereuses pour le petit colon sans expérience et sans argent, rien ne peut se faire sans la puissante association du capital, du travail, de la science, de la sagacité administrative et commerciale, le tout, bien entendu, en dehors des tracasseries de l'État, des subtilités juridiques, et des barrières douanières.

CHAPITRE PREMIER

Nécessité d'une politique agricole coloniale

Politique agricole, ai-je dit tout à l'heure, il semble que ce soit là la clef de voûte de toute colonisation. Pour les esprits positifs qui se préoccupent avant tout de mettre en valeur des colonies, celles-ci apparaissent comme des pays neufs, au sol prodigieusement fertile, dont les barbares qui l'habitent ignorent les ressources et sont incapables de tirer parti. Que le colon européen y pénètre, et il fera jaillir la fortune. Dans une telle conception la préoccupation de l'indigène et de son rôle tient peu de place. « La mise en valeur par la colonisation européenne et par le rail, voilà le système infailible et partout applicable », a dit M. Chailley-Bert. Le principal est la fusion des intérêts par le développement économique, l'accessoire, la préparation des indigènes à la civilisation. Certes nous devons lutter pour améliorer ces indigènes, mais le plus efficace moyen est de leur donner l'habitude du travail, et cela, par l'agriculture. L'industrie, en effet, ne vient dans les régions tropicales qu'après une longue période

agricole, elle exige des aptitudes et des connaissances variées, des machines et des matières premières ; au contraire, sans exiger une compétence difficile à acquérir, l'agriculture occupe des multitudes de bras et crée de la richesse. Ce n'est que la culture raisonnée du sol qui peut ouvrir aux colonies une ère de prospérité croissante. En 1909, le commerce de nos différentes possessions s'élevait pour les exportations à 575.000.000 de fr., sur lesquels 13.500.000 représentaient la part des cultures riches, et 8.000.000 la part de ces cultures reçue par la France. On voit quel écart existe entre ce chiffre et l'ensemble de la consommation française des produits riches, qui s'est élevée à 200.000.000 de francs. Quelle somme de travail, de salaires payés, de richesse créée représenterait une production coloniale de cette importance, alors que nous allons chercher à l'étranger presque tous les produits tropicaux riches ! Le peuple français a le droit de se demander, quand il a donné ses enfants pour les expéditions lointaines, quand il a supputé les sommes énormes inscrites à notre budget des colonies et aux budgets locaux, si ces sacrifices d'hommes et d'argent vont rester stériles, si les commerçants et les navires étrangers continueront à accaparer une grande partie du commerce de nos propres possessions, et si ces dernières ne se décideront pas un jour à nous fournir toutes ces denrées coloniales, que nous pourrions appeler coloniales parce qu'elles nous viennent des colonies étrangères. Il semble en fin de

compte que c'est une vérité banale de répéter : L'agriculture doit être, dans ses formes et ses manifestations variées, la principale source de prospérité de nos colonies.

Cela est très discuté, non seulement par les socialistes, qui ont toujours manifesté une hostilité violente contre la colonisation, car, pour eux, son défaut essentiel est de mettre en relief la nécessité du capital dans l'évolution économique des pays neufs (ils voient cette question au point de vue de leur parti, ce qui est du reste de la critique à courte vue), mais discuté encore par tous les humanitaires, à qui la politique agricole apparaît fatalement comme une forme d'asservissement, d'exploitation de l'homme par l'homme.

Il y a aujourd'hui une tendance générale, née au début du siècle, à suivre la politique d'association, qui seule, « en nous conciliant les indigènes, peut nous assurer leur loyalisme à l'heure du devoir ». Les ministres des colonies qui se sont succédé au pouvoir, les nombreux gouverneurs des grandioses prolongements de notre patrie, ont tous proclamé leur souci de l'appliquer, répudiant ainsi la politique d'exploitation intensive. Ce nouvel évangile colonial a reçu toutes les consécérations officielles. Il proclame que l'effort de notre race, comme celui de toutes les races supérieures, doit être avant tout un effort civilisateur, car la mesure de la puissance d'un peuple colonisateur n'est pas uniquement l'étendue des territoires conquis, la

richesse des terres travaillées ; il faut tenir compte d'un troisième élément : le degré d'attachement des populations soumises. Un peuple ne doit pas seulement aspirer à la force physique, à une place sur le globe digne de son légitime orgueil ; il doit vouloir mieux encore : la pacification, l'organisation de l'hygiène et de la santé publiques, le développement d'institutions de prévoyance et de solidarité, le respect de la liberté individuelle, les bienfaits de l'enseignement ; en un mot, une influence morale, une colonisation, non plus des territoires, mais des peuples. Tout pour les colons, mot d'ordre absolument proscrit, tout pour les indigènes, voilà celui du jour. Les avantages matériels recherchés par l'Etat colonisateur ne sont légitimes que dans la mesure où son action améliore la condition morale et la condition matérielle des indigènes. En cas de conflit économique entre eux et les colons, ces derniers doivent céder.

Ces logiciens sentimentaux mutilent, à ce qu'il nous semble, l'œuvre coloniale : indigènes et colons en sont les deux facteurs indispensables, et s'il est désirable que la colonisation soit humanitaire, pour atteindre son but il faut d'abord qu'elle soit. Il est contraire à l'expansion économique de vouloir faire plier les droits du colon, sous prétexte d'abus commis ou possibles, devant les droits de l'indigène. Quelque distinction qu'on veuille faire, le colon industriel, le colon commerçant ne seront jamais pour les indigènes que des

intrus, comme le colon agriculteur. Il est d'autre part démontré que les indigènes sont incapables, sans le secours et la direction d'Européens, de mettre leur sol en valeur, d'en tirer toutes les richesses agricoles qu'il recèle. Les transformer par l'influence des conseils, des jardins d'essai, des fermes écoles, est un espoir peut-être présomptueux. Qui ne sait que les conférences des professeurs départementaux d'agriculture seraient bien impuissantes à arracher nos paysans eux-mêmes à leur vieille routine, sans l'exemple vivifiant des propriétaires instruits et avisés, véritables propagateurs de tous les progrès ? Cela s'applique avec plus de force encore aux colonies pour les cultures riches, qui ont déconcerté pendant longtemps les colons européens, par leur nouveauté, leur variété, leurs exigences vis-à-vis du sol et du climat ; l'indigène, lui, se contentait de recueillir les fruits ou les feuillages sauvages ; il est si difficile de l'éduquer, de le libérer de sa routine séculaire ! aussi est-ce un grave problème que la question de la main-d'œuvre dans les plantations de denrées tropicales, comme quantité, et comme qualité.

En outre la colonisation agricole européenne rencontre dans l'administration coloniale des adversaires qui la considèrent comme une erreur économique et un danger politique. Voilà bien un exemple de l'impatience française ! L'agriculture n'a développé ses essais dans nos colonies que depuis 1895, et dès 1905, moins

de dix ans après, des gens perspicaces croyaient pouvoir proclamer son échec définitif. Or, dans la colonisation de quel peuple et de quelle époque a-t-on vu réussir brillamment, dans un intervalle si court, les premières tentatives agricoles ? Qu'on ne condamne pas la colonisation agricole avant de l'avoir expérimentée, et qu'on ne repousse pas délibérément les colons, véritables gêneurs peut-être pour l'administration coloniale, mais créateurs du progrès. Malgré tout, la tendance actuelle, en Indochine par exemple, est : la terre aux indigènes. Discuter pendant près d'un siècle sur la question du domaine, et arriver à en reconnaître aux régnicoles la propriété, c'est peut-être admirable au point de vue de l'équité, mais déplorable pour la colonisation.

Heureusement qu'en présence de ce danger, des politiques avisés ont crié casse-cou. M. Etienne disait au Congrès colonial de 1904 : « Plus que jamais nous devons nous abstraire du domaine des rêves et du sentiment, plus que jamais nous devons nous attacher à traiter les questions coloniales en gens d'affaires. Nous ne sommes pas des philosophes, nous sommes des hommes d'action ; nous vivons en un temps où les peuples qui s'attardent à philosopher sont condamnés à périr. »

Il faut donc rendre courage aux colons de nos possessions tropicales et susciter de nouvelles vocations, car ce n'est pas par à-coups qu'on doit être pris d'un zèle

méritoire pour la mise en valeur, comme on l'est en France à chaque accroissement de notre domaine colonial. Ce n'est pas au moment où la colonisation agricole en est à peine à ses débuts qu'il faut en détourner les Français désireux d'employer au dehors leurs capitaux. On ne pourrait que condamner une politique coloniale qui consisterait à multiplier et à étendre indéfiniment nos colonies en laissant à nos successeurs le soin d'en assurer l'organisation et la prospérité. Le gouvernement qui pratiquerait une telle politique pourrait être comparé à l'amateur de livres qui est à l'affût des occasions, mais qui ne se réserve pas le temps de lire les ouvrages qu'il accumule et se contente de garnir ses rayons. On ne peut que condamner aussi cette théorie dite du bloc, consistant à porter le même jugement sur toutes nos colonies et à vouloir leur appliquer les mêmes formules ; au contraire, la quantité de terres disponibles, la prévision de ce qui sera nécessaire aux besoins futurs de la population indigène, la fertilité du sol pour les cultures riches, l'abondance de la main-d'œuvre, voilà autant de questions d'espèces à résoudre avant de se prononcer et l'appréciation d'ensemble ne peut que varier d'une colonie à l'autre. De grands progrès ont été accomplis en ce sens et la période d'essais, de tâtonnements pour les conditions de réussite des cultures riches touche à sa fin. Les expériences faites permettent dès à présent de se lancer avec certitude dans une exploitation inten-

sive. C'est par ces produits exotiques, pour lesquels il n'y a point en France menace de mévente, que l'on doit espérer galvaniser actuellement notre agriculture coloniale ; les cultures vivrières n'auront pas à souffrir de cette concurrence, car il suffit qu'il y en ait assez pour la consommation locale tandis que les cultures riches, destinées presque uniquement à l'exportation, libéreront la métropole de la servitude étrangère, en enrichissant les colonies françaises.

CHAPITRE II

Les cultures riches

On a l'habitude en France de tout réglementer et de tout définir, quand ce n'est pas de tout délimiter ; mais ici l'entreprise peut paraître difficile, de vouloir définir les cultures riches, tant il y a d'éléments qui compliquent la question. La meilleure définition sera mauvaise, parce qu'elle sera forcément incomplète. Sous cette réserve, nous allons essayer de déterminer la caractéristique d'une culture riche, en ayant le souci de dépouiller les objets, auxquels son étude s'applique, de tous les éléments accidentels, pour n'en retenir que les caractères communs et permanents par lesquels ils se ressemblent, afin de les grouper et de les classer sous le seul rapport de leur généralité constante. Qu'on n'aille pas dire du reste que ce procédé scientifique fausse la réalité sous couleur de l'étudier ; au regard de la science, qui recherche les lois durables, c'est l'accident et l'individuel qui ont tort ; le propre de la vérité scientifiquement déduite est de rester toujours identique à elle-même.

On entend généralement par culture riche celle donnant un produit qui se paye cher, et l'on applique pêle-mêle cette expression au café, au thé, au sucre, aux épices, essences, parfums, baumes, gommes, huiles exotiques, tabacs ; produits qui sont aussi, indifféremment, désignés sous le nom de denrées coloniales de luxe.

Il y a là une confusion regrettable ; il faut tenir compte de l'évolution économique et séparer nettement la culture riche de la denrée de luxe, nous verrons ainsi que la première ne répond nullement à la définition courante que nous venons de rappeler. Il est inexact d'abord de prétendre que les produits dits riches se payent cher ; la valeur intrinsèque, à quantités égales, du café, du cacao, du thé, du tabac, du sucre est inférieure à celle de nombreux produits indispensables à la vie, comme la viande. On ne peut cependant comparer ici les catégories, les productions du sol français par exemple avec les productions tropicales. Il est certain que ces dernières seront toujours des denrées secondaires dans l'alimentation, en dépit de la place toujours plus grande qu'elles peuvent prétendre y occuper. S'attacher d'autre part exclusivement au critérium du prix élevé de l'unité amènerait à croire que la consommation de ces produits est spécialisée, réservée à une élite riche : idée évidemment fausse, vu la diffusion universelle du tabac, du sucre, du café, etc. On pourrait déduire encore de cette définition que ces denrées, se payant cher, sont soumises à l'engouement

de la mode et produites en faibles quantités. Nouvelle et double erreur. Les chiffres seront cités plus loin, mais ils prouvent que ces produits ont pris dans le commerce et la consommation mondiales une importance considérable et sans cesse croissante. Quant à l'expression « denrées coloniales de luxe », il faut la réserver aux denrées qui ont pour but la satisfaction d'un besoin superflu, comme les essences et les parfums. Mais appliquer cette dénomination aux autres produits comme le cacao, le café, le thé, le sucre, le tabac, c'est une erreur économique. En fait, aucune idée de richesse ne s'attache à la consommation de ces denrées, et à ce point de vue elles sont parmi les plus communes et les plus vulgarisées, à la portée de toutes les bourses. C'est pourquoi l'expression « cultures riches » est impropre : on ne peut prendre le mot riche dans son acception courante, car il a l'inconvénient d'éveiller une idée de fortune opposée à celle de pauvreté. Si on lui donne son sens économique, l'expression cultures riches n'a plus de signification spéciale : elle s'appliquerait à toute denrée utile, propre à satisfaire un désir d'ordre économique, ce qui est le cas de toutes les cultures. Nous allons voir que l'idée de richesse suggérée par l'expression concerne uniquement la production : ces denrées sont riches parce que, plus que toutes les autres, elles peuvent avoir pour résultat l'enrichissement de celui qui en entreprend la culture : « le sort des capitaux qui y sont engagés, tel est le point de vue

le plus vrai, le plus pratique, le plus aisément perceptible ».

Certes, ces denrées pouvaient, au début de l'exploitation des pays tropicaux, et sans exception, être qualifiées de « denrées de luxe, coûtant cher », parce qu'elles n'avaient à satisfaire que des besoins superflus. L'histoire enseigne en effet que tout besoin apparaissant pour la première fois dans le monde est considéré comme superflu (il doit l'être, car personne ne l'a éprouvé) et que (comme les denrées venant des pays lointains) il exige un travail considérable pour sa satisfaction, à raison même de l'inexpérience de l'agriculture et de l'industrie, des dangers et difficultés du transport, des tâtonnements inévitables des débuts. Il n'aurait donc pas fallu faire de ces denrées de luxe, nullement indispensables, à l'époque des débuts de la colonisation, n'entrant alors dans la consommation que pour une bien faible part, comme appoint ou extra, — la base de l'exploitation des pays producteurs. C'est pourtant ce que l'on fit. Dominées par l'appât du gain, les Compagnies qui mirent au début en valeur leurs lointains territoires, comme la Compagnie Hollandaise des Indes Orientales, s'exagérèrent de bonne heure l'importance du commerce de ces denrées de luxe, notamment des épices, et cette conception inexacte fut la cause principale de toutes leurs fautes et de tous leurs désastres. Elles pensaient à tort que le commerce monopolisé d'une denrée précieuse était beau-

coup plus profitable que le commerce libre d'une denrée vulgaire, préjugé que l'expérience a détruit ; elles ne voyaient pas que le manque de débouchés nombreux et constants les obligerait à raréfier les produits, à fausser les marchés par l'établissement de prix artificiels, à écraser toute concurrence, à persécuter les indigènes, à préparer enfin la ruine commerciale et économique de leurs possessions. Alors vraiment ces produits de luxe, ces épices, vanille, poivre, cannelle, girofle, méritèrent les critiques violentes qu'on leur a depuis toujours adressées : d'exercer une fascination dangereuse sur les exploitants, d'être décevantes, corruptrices et précaires, de détourner vers la satisfaction de besoins superflus et incertains une trop forte part des forces et des richesses disponibles pour le développement des établissements d'outre-mer.

En effet, par une réaction bien naturelle contre les désastres occasionnés, après un début brillant, par cette exploitation inintelligente d'un monopole fragile, l'anathème a été jeté, sans distinction, sur toutes les cultures riches ; l'expression elle-même a pris un sens défavorable. L'opinion générale, soutenue par les économistes, fut que l'exploitation des cultures vivrières, de consommation intense et universelle, avait cent fois plus d'importance que toutes ces décevantes cultures de luxe ; il ne fallait plus que les Français, en fait de colonisation, fussent dupes de ce qui brille, en donnant la préférence à des feux follets comme toutes

ces vanilleries, caféeries, sucreries, sur l'exploitation intensive et raisonnée de produits nécessaires à tous. Cette proscription générale s'est trouvée fortifiée devant les ruines accumulées aux Antilles, à l'île Maurice, par suite de la monoculture de la canne à sucre, et devant des échecs retentissants à Madagascar, au Gabon, au Sénégal, de plantations de caféiers, de cacaoyers, de théiers.

Le passé des cultures riches n'est pas encourageant, il faut bien l'avouer. Mais les raisons de leur échec sont aujourd'hui connues et ce serait une grande faute que de persévérer dans une conception ancienne, de conserver des préjugés, en présence d'une évolution économique qui a profondément changé les conditions de la vie.

Partons d'abord de cette idée que la culture riche *est celle qui donne les bénéfices les plus considérables relativement au capital engagé*. C'est là la clef de voûte, le principal caractère d'une culture riche, comme en feront foi les chiffres que nous donnerons plus loin, en analysant les comptes de culture. Il existe ici une marge entre le prix de revient et le prix de vente plus grande que pour les autres cultures. Cette marge diminue, il est vrai, à mesure que la consommation du produit augmente, à cause de l'abaissement des prix ; mais cet abaissement n'est pas proportionnel à l'intensité de la consommation ; c'est ainsi que la valeur d'un kilogramme de thé a diminué de 70 % environ en un siècle, alors que la consommation mondiale a centuplé. Pour le caout-

choue, il est même arrivé que la hausse des prix a coïncidé avec un accroissement de la consommation. Tout fait prévoir que les prix actuels se maintiendront ; sans doute il y a des écarts considérables d'une année à l'autre, sous l'influence des bonnes ou mauvaises récoltes, de la spéculation (nous faisons ici allusion, surtout à la valorisation dont l'étude sera abordée plus loin), mais la concurrence entre les producteurs ne peut amener une dépression durable : les cultures riches présentent une très grande variété d'espèces spécialisées ayant chacune son régime particulier pour la production, la vente, la clientèle ; leurs marchés commerciaux sont dispersés ; les besoins de la consommation sont considérables et augmentent sans cesse ; les pays producteurs ont tenté et tenteront encore de relever les prix, en dépit des brusques et fortes oscillations imprimées par les caprices de l'atmosphère à leur production, que du reste la loi de l'offre et de la demande tend toujours à ramener au niveau marqué par les besoins et avec d'autant plus de force que cette production s'est momentanément écartée de la position d'équilibre. Le prix de revient enfin pourra être comprimé de façon à compenser la baisse, éventuelle, du prix de vente : les cultures riches sont de celles où la science agricole a encore des progrès à faire ; actuellement et en moyenne elles donnent en pleine exploitation, de 30 à 50 % de revenu net annuel, dans les conditions normales ; ce rendement pourra être dépassé.

Mais si de pareils résultats attendent les planteurs, pourquoi n'ont-ils pas employé toutes leurs forces pour y parvenir ? Chose étrange ! Alors que pendant les siècles passés, où nos colonies ne songeaient qu'aux cultures riches, les débouchés manquaient, de nos jours au contraire où la consommation de ces denrées riches augmente à pas de géant, ces colonies françaises restent en arrière, indifférentes devant les plus séduisantes aubaines, cédant bénévolement le marché métropolitain aux produits étrangers, ne stimulant même pas l'activité des indigènes, laissant leurs richesses agricoles inertes et perdues pour tout le monde.

A quoi tient un tel détachement ? Il y a lieu d'incriminer avant tout les nombreux échecs et les ruines causées chez nous par les cultures riches qui ont découragé les bonnes volontés. Elles sont particulièrement difficiles à mener à bien, et ne peuvent que réserver de cruels mécomptes aux entreprises isolées, aux tentatives individuelles un instant favorisées par l'opinion, mais vouées à l'insuccès par l'imprévoyance, l'excès de précipitation, l'ignorance ou le manque de capitaux. Pour y réussir en effet, il ne suffit pas d'être ingénieur, agronome ou industriel, il faut connaître le pays et ses ressources ; les essais de mise en valeur doivent être faits scientifiquement, il faut examiner, en se basant sur des calculs économiques, tout ce qui regarde la culture, la production, la qualité et la quantité du produit par rapport surtout aux moyens de transport en même

temps qu'aux besoins et à la capacité d'absorption des marchés intérieurs ou extérieurs. Quand on ne fait pas cela l'entreprise se heurte à toutes sortes de difficultés : les conditions du sol sont impropres, la main-d'œuvre est rare, inhabile, réfractaire.

Tout n'est pas de dire : Faisons du café, du cacao, du thé, du tabac, en recherchant une zone favorable. Il s'agit de produire en quantité suffisante et en conditions assez bonnes pour entrer en concurrence avec les pays étrangers. Une répartition de zones de culture faite à l'heure actuelle peut bien se modifier avec le temps, puisque les conditions qui les déterminent sont variables elles-mêmes, tant économiques, comme la main-d'œuvre et la viabilité, que physiques comme l'aridité du sol, que l'homme transforme par son travail. Par malheur, nous avons été longtemps en retard pour l'étude scientifique des cultures riches. Il n'y avait rien de comparable chez nous aux célèbres jardins établis par les Anglais à Kew, près de Londres, et par les Hollandais à Buitenzorg (Java), depuis 1902 seulement il existe des jardins d'essai et des stations culturales aux colonies. Il n'est pas étonnant dès lors que les étrangers nous aient enlevé les marchés mondiaux et accaparé le nôtre : préparés de longue main par l'observation, l'étude du sol, du climat, des méthodes de culture, des conditions économiques d'exploitation, ils ont agi à coup sûr.

Mais il y a d'autres causes à cette indifférence de

nos colonies pour les cultures riches. C'est d'abord cette tendance nouvelle, que nous avons signalée, à envisager nos possessions tropicales au point de vue industriel, civilisateur, alors que c'est l'agriculture qu'il est d'abord utile d'y encourager ; elle seule, en développant les productions, fait la force d'un pays et donne des aliments au commerce et à l'industrie. D'autant plus que les vieux préjugés contre les cultures dites de luxe, et qui n'en sont pas, avaient gardé toute leur puissance. C'est ensuite le sentiment, bien naturel, que les planteurs ne devaient pas s'attendre à recueillir immédiatement ces bénéfices qui ont rendu pour les étrangers les cultures riches si lucratives. Nous ne sommes plus au temps du pacte colonial, où la mère patrie monopolisait à son profit le commerce de ses colonies, mais où le marché métropolitain était réservé aux colonies nationales. Lorsqu'un pays cherche des débouchés à son agriculture ou à son industrie, il n'a plus à tabler d'avance sur les droits du monopole, et quand une colonie offre ses produits à la métropole, elle est sûre d'y rencontrer la concurrence des puissances rivales ; il faut qu'elle l'emporte sur elles par la qualité ou le bon marché de ses produits. Sinon, elle travaille pour les autres et les sacrifices qu'elle fait ne servent qu'à eux. Ce n'est pas qu'il n'y ait un moyen de l'aider, de contribuer ainsi à l'essor des affaires chez elle et dans la métropole à qui elle achèterait davantage. Ce moyen, ce sont les droits de douane

qui le fournissent. Mais la politique douanière suivie à l'égard de ces denrées riches a été jusqu'ici singulièrement insuffisante. D'abord on s'en est soucié assez peu, puis on a découragé les colonies de produire, en barrant la plupart de leurs exportations en France par des entraves douanières. Nous nous réservons d'étudier en détail ce régime, profondément injuste, qui considère nos colonies comme françaises quand elles nous achètent, mais étrangères quand elles nous vendent.

De quelle utilité serait pour elles un développement rationnel et puissant des cultures riches ! Certes, il y a des aléas à courir ; l'éventualité d'un cyclone, d'une révolte, peut être envisagée. Ce serait la ruine des plantations faites. Mais y a-t-il lieu de s'arrêter devant de semblables perspectives ? Non, car pour être logique, il faudrait alors dans les pays soumis à des troubles atmosphériques ou autres, renoncer à toute exploitation de longue haleine comme le café ou le thé.

Les maladies des plants, longtemps mystérieuses, ne sont pas non plus un empêchement dirimant, on en trouve le remède, ou on a recours à des espèces immunisées par la science : c'est le cas du café « Robusta » en Afrique. Quant aux falsifications chimiques, outre qu'elles ne s'appliquent à un très petit nombre de produits (comme la vanille), il est facile de les réglementer, comme nous le verrons, et de concilier l'intérêt de la consommation avec celui des pays producteurs.

En face de ces inconvénients, inhérents à toute entreprise agricole, voici les avantages : des capitaux abondants, assurés d'une rémunération brillante, prendront leur essor vers nos possessions d'outre-mer, car rien ne peut être tenté sans leur concours : le café, le thé, le cacao, demandent des années d'attente avant d'entrer dans la période bénéficiaire. La commandite, associée à l'instruction technique chez ceux qui ont charge de s'en servir, semble être, dans les conditions spéciales où se présentent les cultures riches, l'instrument indispensable de leur développement. Ces capitaux créeront une production abondante : par là même, seront créés de nouveaux articles d'échange destinés à se troquer contre les articles de la mère-patrie. Le Français est plutôt enclin à risquer ses épargnes à l'étranger, à pourvoir, par ses largesses, au dénuement de trop d'Etats exotiques ; s'il les plaçait dans les possessions françaises il y encouragerait ces entreprises agricoles dont la prospérité ne pourrait manquer d'avoir une répercussion bienfaisante sur nos industries manufacturières et de donner naissance à des matières premières susceptibles d'alimenter à meilleur prix nos usines. Les cultures riches ont un grand rôle à jouer, dans l'intérêt de la colonisation d'abord, de la civilisation ensuite, autrement dit, soit comme plantes exceptionnellement rémunératrices, soit pour leurs fonctions sociales. Elles se prêtent heureusement à coopérer à l'action méthodique transformatrice et éducatrice de peuples qui ont

à apprendre la division du travail et l'emploi du capital. Elles ne sont pas moins précieuses au point de vue de l'amélioration des salaires payés aux indigènes. Dans les régions qui y sont consacrées, la culture intensive s'étendra toujours davantage, gagnant du terrain sur l'extensive, grâce à la compression des frais généraux ; il en résultera que ces régions auront bénéficié d'un développement considérable, que les salaires s'élèveront, et que, par une heureuse conséquence, de vastes champs de production extensive ne pourront pas reparaitre. Un exemple en convaincra facilement : Les produits de la Réunion jouissaient autrefois d'une réputation méritée, mais l'introduction de la culture de la canne à sucre y fit hausser les salaires à tel point que les planteurs durent renoncer à toute autre production, comme à celle du coton. Et aujourd'hui on calcule qu'à vouloir mettre à nouveau en coton des terres dans la Réunion, la qualité et la rareté de la main-d'œuvre y augmenteraient les frais de cette culture dans de telles proportions, qu'à eux seuls ils seraient de 30 % supérieurs aux prix auxquels le coton de la Réunion se vendait autrefois sur le marché européen.

Prenons le caoutchouc : c'est et ce sera de plus en plus une culture particulièrement riche, puisque le prix de revient atteint en moyenne, par livre produite, 2 francs, pendant que le prix de vente, assez variable, se tient au-dessus de 5 francs. Il amène la hausse des salaires : Un homme peut extraire en une journée près

de 1 kilo de caoutchouc, ce qui lui permet d'exiger, suivant le cours du produit, un salaire de 2 à 3 francs. Pour gagner la même somme, l'agriculteur qui plante par exemple des arachides devra vendre de 30 à 60 kilos de gousses. Il aura travaillé huit mois pour défricher son champ et l'entretenir, il devra porter péniblement sa récolte sur les lieux de vente. En présence de l'épuisement inévitable et progressif des réserves forestières en caoutchouc, rien de plus facile par conséquent que de canaliser les efforts des indigènes vers cette culture riche, de même que vers les autres offrant toujours un produit rémunérateur.

Ainsi la main-d'œuvre ne fera pas défaut dans les plantations des cultures riches, d'autant plus que les indigènes sont encore obligés, en Afrique notamment où la monnaie est rare ou inacceptable par le Trésor, de solder les impôts en nature; ils savent que les cabosses de cacao et les boules de caoutchouc sont acceptées en paiement, suivant un barème fixé à l'avance et qui laisse naturellement un bénéfice à l'Administration. Ce n'est pas le lieu de discuter ici les avantages ou les inconvénients de l'impôt en nature, il suffit, à notre point de vue, de remarquer qu'il a pour effet d'encourager les indigènes à s'occuper des denrées riches.

Il faut maintenant définir la question des cultures riches avec plus de précision, en étudiant individuellement les plus importantes. On ne peut épuiser en quelques pages ce vaste sujet, mais si nous réussissions

à en parler avec justesse, et pour ce qui regarde l'Afrique, terme actuel de tous les désirs, si nous arrivions à indiquer les zones et les cultures possibles dans le présent et dans l'avenir, en déterminant jusqu'à quel point une lutte économique sur ce terrain est possible et profitable pour la France, un but serait atteint, le but pratique.

Nous rechercherons quels climats et quels sols conviennent aux cultures riches. Et puisqu'il s'agit en somme de faire réussir une culture, il semble que nous devrions aussi parler des expériences agricoles et même y insister longuement. Nous n'en ferons rien. Les questions techniques, botaniques et culturales ont été systématiquement écartées, ou du moins il n'en sera donné que le strict nécessaire. De vastes monographies existent sur chacune de ces productions, ce qui rendrait fastidieux et incomplet un résumé technique. Les expériences déjà faites prouvent que les cultures riches sont adaptables, régulières comme produits, utilisables en bonnes conditions économiques; on peut aujourd'hui s'avancer avec confiance. Il importe seulement, et c'est la condition première pour leur attribuer une valeur bien définie, de s'en tenir à des types, c'est-à-dire de rechercher des variétés nettement déterminées, répondant bien aux besoins divers de la consommation, toujours régulières et homogènes: le défaut d'uniformité est un empêchement radical à un courant commercial stable et permanent.

Le plan adopté n'est pas celui consistant en une division par colonies ou du moins par grandes régions. Une telle méthode conduirait fatalement à des répétitions sans nombre. Il semble préférable d'étudier successivement les principales cultures riches, en examinant pour chacune d'elles ce qui a été fait et quels résultats ont été obtenus dans les diverses colonies, en insistant particulièrement sur la productivité possible de celles que nous avons acquises le plus récemment, et qui sont par conséquent moins connues, tandis que quelques mots suffiront pour les anciennes (comme les Antilles), dont l'industrie agricole, très avancée, ne permet pas les vastes espoirs de nos terres nouvelles.

Un certain nombre de productions intéressantes, parmi les cultures riches, ont été laissées de côté, d'abord pour ne pas transformer ce travail en une sorte de dictionnaire, mais surtout dans le but de le limiter aux cultures qu'il y a vraiment intérêt à développer. C'est ainsi que le poivre a été écarté: l'Indo-Chine en fournit bien suffisamment à la métropole dont la capacité de consommation reste faible. Ce n'est pas une culture à étendre. On se rappelle ce qui arriva à la suite de la détaxe de 104 francs par 100 kilos accordée par la loi du 11 janvier 1892: les producteurs de la Cochinchine et du Cambodge, désireux de tirer tout le parti possible de ce régime favorable, dirigèrent sur la métropole tout le poivre qu'ils envoyaient précédemment à l'étranger et, par le jeu classique de la

loi de l'offre et de la demande, l'élévation du chiffre des exportations vers un seul marché s'est traduite pour le producteur par un avilissement des prix de vente. C'est ainsi que les exportations vers la France, qui s'élevaient à 500 tonnes en 1892, augmentèrent jusqu'à 3.200 en 1901. L'envahissement du marché français par ces poivres primés amena une perte pour le Trésor qui fut en 1901 — à 104 francs pour 100 kilos — de 3.328.000 francs, et une perte pour les intermédiaires. Plusieurs mesures furent proposées : abaisser la détaxe de 104 à 42 francs (proposition Rouvier), relever le tarif général et le tarif minimum, limiter les quantités admises à la détaxe. Cette simple indication suffit à prouver qu'il est inutile de développer dans nos colonies la culture du poivre : le point de saturation de la consommation métropolitaine est vite atteint, ce qui entraîne des pertes pour tout le monde, et en fin de compte pour le consommateur français, qui paye les frais de la crise par une augmentation d'impôt.

On ne peut songer davantage à conseiller aux colonies la culture des épices (amomes, cardamomes, cannelle, muscade, girofle) c'est sans intérêt pour la consommation, et les entrepreneurs y feraient faillite. Il y a de même des arbres qui peuvent donner des récoltes et des bénéfices considérables, le durian par exemple produit de 1.000 à 2.000 fruits, valant chacun de 0 fr. 50 à 2 francs suivant les marchés : impossible d'en faire la base de plantations

de longue haleine, à cause de l'insuffisance et de l'incertitude des débouchés. Quant aux bois exotiques, bois précieux pour la menuiserie de luxe et pour l'ébénisterie, leur étude ne trouve pas ici sa place. Ce n'est pas en effet une culture, et comme c'est par dizaines d'années qu'il faudrait chiffrer le temps nécessaire à l'exploitation possible d'une plantation, on se contente, avec raison, d'utiliser les richesses naturelles. Ce que désire le producteur, ce n'est point travailler au bonheur des populations exotiques, c'est avant tout, s'assurer des débouchés : Nécessité capitale pour les cultures riches comme pour toutes les autres ; le mot qui l'exprime n'est peut-être pas élégant, il semble impliquer on ne sait quel état morbide, la gastralgie et la pléthore. Mais l'idée est essentielle. Nous n'étudierons donc que les cultures riches d'avenir, dont la consommation est suffisamment importante, et a des chances de s'accroître en France. Ce sont : le tabac, le thé, le café, le cacao, la vanille, le caoutchouc. Elles sont ainsi rangées dans l'ordre de l'importance croissante de leurs exportations à destination de la métropole (statistiques de 1908). Nous dirons ensuite quelques mots du sucre, car il ne semble pas que nos colonies doivent s'attacher à cette culture ; ce produit riche dont la consommation, universelle, est immense, ne paraît avoir aucun avenir dans les colonies françaises, pour lesquelles ce serait même une faute que de vouloir conserver les situations acquises.

Mais comment donner l'impulsion nécessaire à la production coloniale, comment lui ouvrir le marché national ? Aucune hésitation à ce sujet ; il faut d'abord et surtout exempter les cultures riches de tout droit à leur entrée en France, ensuite créer des stations culturelles aux colonies, et enfin susciter des compagnies coloniales qui peuvent seules entreprendre avec la certitude du succès de vastes plantations de cultures riches, faisant ainsi de nos possessions d'outre-mer une propriété de rapport.

Mais avant de passer à l'étude de ces denrées, il importe d'indiquer nettement la situation actuelle, l'évolution de la consommation, l'avenir qui attend la production coloniale. C'est pourquoi il faut accorder aux données statistiques la première place : l'éloquence brutale des chiffres est la plus propre à donner une idée exacte de la question. Du reste, en matière commerciale, un chiffre a plus de valeur qu'un raisonnement.

Voici d'abord les statistiques complètes qui indiquent pendant l'année 1908, le commerce général des cultures riches entre la France et ses colonies, et la part de chacune de ces dernières dans chaque culture. Les chiffres ont été établis d'après les publications de l'Office colonial, suivant les règles ci-après : Sous les rubriques café, caoutchouc, etc., ont été réunies les différentes espèces indiquées séparément sur les tableaux, le détail étant inutile dans cet aperçu d'en-

semble. Pour l'Afrique Occidentale Française, les chiffres indiqués proviennent des totaux par matières des produits de chaque colonie (Sénégal, Haut-Sénégal et Niger, Guinée Française, Côte d'Ivoire, Dahomey). Les statistiques de l'Office colonial confondent enfin quelquefois le caoutchouc et la gutta-percha, mais vu la faible importance causale de cette dernière matière entre la France et ses colonies, l'erreur est négligeable. Tous les chiffres expriment des francs.

1° Cultures riches importées dans les colonies françaises en 1908 ;

2° Cultures riches, du cru des colonies ou nationalisées, exportées en 1908.

Denrées et marchandises importées (en francs).

1908

Dans :	Cacao		Thé		Vanille		Café		Tabac		Caoutchouc	
	de France	totales	de France	totales	de France	totales	de France	totales	de France	totales	de France	totales
Afr. Occ. Fr.	160	495	19,101	124,002	320	391	19,777	132,841	240,727	2,812,871	»	1,527
Gongo,....	1,199	3,030	6,130	12,667	»	»	8,941	20,961	39,632	229,011	»	»
Réunion....	60	252	6	3,691	»	379	2,742	3,494	1,460	5,638	»	»
Madagascar.	1,612	3,099	2,169	65,476	»	»	159,572	179,680	170,537	213,987	305	305
Mayotte....	»	832	»	940	»	»	40	154	416	526	»	»
Comores....	»	»	10	10	»	»	»	160	650	922	»	»
Somalis....	235	385	»	35,902	»	»	»	53,628	13,928	115,342	»	»
Inde....	»	»	»	50	»	»	»	182	4,164	10,001	»	»
Indo - Chine (comm. spé- cial).....	903	3,851	»	4,034,118	8,500	8,500	1,904	689,223	116,020	4,822,000	16,488	16,488
S. P. Miquel	»	905	»	37,378	»	50	»	40,686	11,345	171,570	180	180
Guadeloupe.	»	»	35	37	»	»	»	650	184,165	264,325	»	»
Martinique..	152	269	437	493	»	6,097	152,091	186,632	50,889	125,192	»	25
Guyane.....	70	1,808	684	7,188	»	2,347	»	150,985	20,455	267,761	203	203
N.-Calédon.	312	2,406	198	54,025	»	20	»	12,582	247,881	342,875	»	»
Océanie....	132	1,843	»	18,993	»	»	»	9,168	7,705	14,353	»	»
Tot. par ma- tières.....	4,835	19,175	28,770	4,394,970	8,820	17,784	345,067	1,481,026	1,328,964	9,396,374	17,176	18,728

Venant de :	Cacao		Thé		Vanille		Café		Tabac		Caoutchouc	
	en France	totales	en France	totales	en France	totales	en France	totales	en France	totales	en France	totales
Afr. Occ. Fr	40.051	43.911	»	3	»	»	101.070	402.238	1.192	31.571	8.550.187	18.736.733
Congo.....	134.305	157.865	»	»	»	»	2.186	2.186	»	»	5.431.480	8.922.548
Réunion ..	3.711	4.336	»	»	824.598	824.598	257.943	260.122	45	345.486	»	»
Madagascar.	38.517	38.547	»	»	840.149	1.043.712	147.850	147.904	»	323	608.661	1.260.756
Mayotte.....	1.425	1.425	»	»	482.415	482.415	2.300	2.500	»	»	»	»
Comores.....	10.650	10.650	»	»	348.177	1.155.687	60	60	»	180	»	»
Somalis.....	»	»	»	»	»	»	397.567	4.352.868	»	»	50.000	55.798
Inde.....	»	»	»	»	»	»	»	»	»	5.410	»	»
Indo - Chine	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
(comm.spé- cial).....	»	»	763.623	768.922	»	»	359.993	361.561	2.059	40.383	239.746	240.383
S.-P.-Miquel.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Guadeloupe.	1.758.671	1.760.644	»	»	99.752	274.071	2.154.778	2.492.509	»	»	»	»
Martinique..	1.137.749	1.137.749	10	10	38.586	38.586	11.277	11.282	»	»	»	»
Guyane.....	18.370	18.370	»	»	250	250	2.039	2.039	»	»	»	»
N.-Calédon..	»	»	»	»	190	190	596.114	597.360	»	794	13.619	90.111
Océanie.....	»	»	»	»	61.972	693.644	180	264	»	152	»	»
Totaux par matières...	3.113.479	3.123.497	763.633	768.932	2.699.089	4.513.153	4.033.297	8.032.793	3.296	436.561	14.893.693	29.306.299

Ces statistiques seront commentées à l'étude spéciale qui sera faite de chaque produit. L'impression générale qui s'en dégage est l'insuffisance de la production. Nos colonies ne suffisent même pas à leur propre consommation, surtout pour le thé, le café et le tabac. Quant à leurs exportations, on voit que la France en accapare en général la moitié, et comme il faut bien que les colonies commercent avec d'autres pays que la mère patrie, il ne reste pas, dans l'état actuel de la production, une bien large marge pour augmenter les envois en France.

Voyons maintenant l'exportation de nos colonies en 1909. Nous n'avons pas trouvé les chiffres relatifs au tabac, mais leur importance est certainement faible, car nos colonies n'ont presque rien fait pour cette culture avant 1909 ; or, en 1908, elles en ont importé en France pour 3.296 francs seulement.

**Exportation en 1909 des principales denrées coloniales ;
commerce spécial (en francs).**

Colonies	Café	Cacao	Vanille	Poivre	Thé	Caoutchouc
Sénégal.....	»	»	»	»	»	7.700.580
Haut-Sénégal et Niger.....	»	»	»	»	»	1.930.316
Guinée Française.....	954	»	»	495	»	15.381.745
Côte d'Ivoire.....	43.664	10.278	»	»	»	6.849.152
Dahomey.....	49	6.605	»	»	»	2.305
Gabon.....	35.067	155.036	5.100	»	»	1.308.189
Moyen-Congo.....	»	»	»	»	»	8.683.384
Réunion.....	447.808	6.455	»	»	210	»
Madagascar.....	164.408	46.233	1.258.896	»	»	4.613.920
Mayotte.....	4.477	1.190.979	1.190.979	13.071	»	70
Indo-Chine.....	469.286	37.985	1.611.197	5.735.382	579.399	159.219
Saint-Pierre et Miquelon.....	»	»	»	»	»	»
Guadeloupe.....	1.465.958	899.344	135.621	»	»	»
Martinique.....	10.623	1.007.596	38.916	973	»	»
Guyane.....	1.642	22.844	74	»	»	»
Nouvelle-Calédonie.....	775.975	»	330	14	»	»
Océanie.....	74	»	1.034.275	»	»	210.608
Totaux.....	3.419.635	2.182.106	5.275.388	5.749.935	579.609	46.812.388

De la comparaison des statistiques de 1908 et de 1909, il résulte que l'exportation des cultures riches est très variable. D'une année à l'autre, les exportations totales de café diminuent de 25 %, celles de cacao de 35 %, tandis que celles de vanille augmentent de 15 %, celles de caoutchouc de 40 %. Nous renvoyons à l'examen de chaque culture, pour éviter les redites, l'étude de la marche générale de la production pendant les vingt dernières années, ce qui confirmera la constatation faite ci-dessus, c'est-à-dire l'extrême variabilité des exportations. Nous y renvoyons aussi pour l'étude détaillée de l'évolution de la consommation en France. Elle est rapidement croissante. Voici à titre d'exemple les quantités mises en consommation pendant les deux premiers mois des années 1908 à 1911 (c'est-à-dire le commerce spécial):

En mille francs.

PRODUITS	1908	1909	1910	1911
Tabac.....	2.170	2.738	2.399	2.371
Thé.....	692	829	764	947
Café.....	17.524	18.691	18.191	19.999
Cacao.....	5.531	6.372	6.454	8.591
Caoutchouc.....	20.036	29.467	32.238	47.376

Ce n'est pas tout. Comparons, maintenant que les chiffres du commerce colonial et métropolitain ont été

indiqués, ce que la France consomme, et ce que ses colonies lui ont envoyé, pendant l'année 1909 par exemple, année moyenne :

**Tableau général
du Commerce de la France (1909)
Commerce spécial**

MATIÈRES	QUANTITÉS MISES EN CONSOMMATION			Quantités admises à la détaxe
	Importations totales en France	Importation des colonies en France		
		Francs	Kilos	
Tabac.....	38.063.608	2.819	(1.130)	»
Thé	3.859.480	995.238	(292.717)	291.730
Café	104.309.476	2.020.400	(1.990.432)	1.855.353
Cacao.....	37.387.539	2.247.539	(1.317.695)	1.311.028
Vanille.....	2.996.000	2.664.650	(53.293)	53.053
Caoutchouc	115.267.697	16.285.828	(1.416.159)	»
	301.883.800	24.316.474		
Différence : 277.567.326 fr.				

La valeur de ces denrées riches que nos colonies auraient pu nous fournir en 1909 s'élève donc à la somme de 277.567.326 francs. On voit l'importance de la marge qui reste à l'agriculture coloniale française, même en faisant abstraction des débouchés qu'elle pourrait encore trouver à l'étranger. En tenant compte des variations de la consommation et de celles des exportations, on peut estimer que la France paie tous les ans à l'étranger 250 à 300 millions, rançon de notre

injustifiable politique coloniale. Quoi qu'on puisse dire et penser, l'option se pose en ces termes : Ou le développement des cultures riches est jugé impossible dans nos colonies, soit que l'esprit d'entreprise fasse défaut à notre race, soit qu'on persiste à voir un obstacle dans nos préjugés fiscaux, et nous devons subir honnêtement cette extrémité pénible, refréner nos ambitions coloniales, nous démettre en tant que grand propriétaire africain ou asiatique ; ou, au contraire, ce développement est possible, et il faut alors le provoquer, l'encourager sans retard de toutes nos forces. La raison publique est en droit de réclamer la mise en valeur, sous la forme la plus efficace, du domaine d'outre-mer péniblement conquis par nos soldats. Pour fiers que nous soyons de posséder tant de kilomètres carrés, le sens pratique veut autre chose. A quoi bon avoir des colonies, qui nous ont coûté des milliards, si elles ne sont pas exploitées ? Quelle dérision ! Agrandir sans cesse des territoires, les couvrir de sang et d'or, les envisager comme un champ d'exercices pour les manœuvres de nos colonnes, comme une proie pour les fonctionnaires, et en négliger le développement économique, laisser infécondes leurs merveilleuses richesses agricoles, si c'est là notre politique coloniale, le mot pour une telle chose est vraiment trop ambitieux. Donnons de l'air, par un régime douanier libéral, à nos colonies condamnées aujourd'hui à l'impuissance, faisons-en des établissements de commerce ouvrant de

larges débouchés, attirant, dans le dessein de les utiliser sur place, d'importants capitaux qui ne soient pas seulement des allocations budgétaires, et développant, par contre-coup, le travail et la prospérité de la métropole. Créons des plantations qui ne peuvent être qu'une exceptionnelle source de richesses ; nos colonies ont à conquérir, grâce aux denrées riches, un marché de 300 millions de francs par an avec la métropole.

CHAPITRE III

Le tabac

La culture du tabac n'est pas plutôt une culture tropicale qu'une culture des régions tempérées, puisque les États-Unis, la France, la Hongrie, l'Allemagne comptent au nombre des pays produisant la plus grande partie du tabac consommé dans le monde. En France sa culture est assez rémunératrice pour qu'on demande, comme une faveur, la permission de s'y livrer, mais malgré la superficie considérable des terres qui y sont consacrées (16.000 hectares en moyenne pour les dix dernières années), nous consommons annuellement 25.000.000 de kilogrammes environ de tabacs étrangers. Et cette consommation formidable s'accroît tous les ans. De l'examen des statistiques il résulte en effet que le développement des quantités consommées et l'augmentation de produit sont respectivement et en moyenne de 500.000 kilogrammes et de 10.000.000 de francs. L'Algérie est la seule de nos possessions nous fournissant un contingent important (3.000.000 à 4.000.000 de kilos), nos colonies réunies

n'arrivant qu'au chiffre dérisoire de 2.000 kilogrammes en moyenne. En 1909 même, l'importation totale de nos colonies en France (non compris l'Algérie et la Tunisie qui n'en sont pas à proprement parler) n'a été que de 1.130 kilogrammes, valant 2.819 francs, en présence d'une exportation coloniale totale de 436.561 francs, et d'une consommation métropolitaine de 38.063.608 fr. Il est bien vrai que certaines provenances recherchées telles que le havane, le manille, ne peuvent être supprimées de nos importations, mais elles sont bien loin de représenter le chiffre énorme de notre commerce spécial annuel, car nos colonies pourraient, sans concurrencer ces tabacs de luxe, nous fournir les 2/3 du tabac étranger qui est consommé en France annuellement.

D'ailleurs la production du tabac a été pendant longtemps une des principales ressources de nos colonies : la réputation du macouba était proverbiale, mais la canne à sucre a fini par absorber toutes les bonnes terres, à tel point que nos établissements ne produisent même plus assez de tabac pour la consommation locale. Tous en importent ; en 1908 la valeur des importations de tabac dans les colonies françaises a été de 9.396.374 francs ; sur ce chiffre, 1.328.964 francs seulement représentent la part de la France. Cette situation est tout à fait anormale : voilà un produit qui peut abonder dans nos colonies et nos colonies en manquent. Elles le demandent à la métropole et la métro-

pole qui en manque aussi est obligée pour les satisfaire de recourir à l'étranger. Il est vrai que la France n'a pas encouragé comme elle le pouvait la culture du tabac dans ses colonies : il en a été toujours ainsi pour les denrées qui peuvent être produites à la fois dans les colonies et dans la métropole.

Cependant cette culture y a été florissante : Elle a été une des sources de la prospérité des Antilles, et après avoir disparu pendant de longues années des statistiques commerciales de ces îles, elle semble devoir redevenir en honneur et prendre une extension assez considérable à la Martinique, depuis les nombreuses plantations faites en 1909 et surtout en 1910. On plante, on récolte et on prépare un excellent tabac à fumer qui rivalise, non sans succès, avec les tabacs d'Algérie introduits dans la colonie. Il faut encourager ces débuts, toujours pénibles, d'une industrie naissante, dont la répercussion se fera heureusement sentir dans la population. On a compris qu'il était inadmissible de faire venir de l'extérieur des quantités considérables d'un produit qu'on pouvait obtenir sur place. Si l'on pense à la somme qui sort de la colonie en paiement des diverses marques de tabac qu'on y introduit chaque année, on reste étonné que cette idée dont la réalisation se poursuit en ce moment n'ait pas plus tôt retenu l'attention des agriculteurs martiniquais. La Guadeloupe se trouve dans les mêmes conditions, et ce qui devait contribuer encore à l'augmentation des plan-

tations dans ces îles, c'est que le tabac produit contient beaucoup de nicotine, très demandée industriellement en France.

A la Guyane, surtout dans les parties de forêts nouvellement défrichées, le sol est des plus propres à la culture du tabac, il est léger et contient de la potasse. Cependant en 1908, il a été importé 267.000 francs de tabac. Il n'y aurait qu'à mettre en culture quelques centaines d'hectares de plus pour suffire, en grande partie, à la consommation locale.

Au Gabon, les plantations faites ont parfaitement réussi et il résulte des expériences que les tabacs obtenus peuvent lutter avec les meilleures sortes connues. L'exemple du Congo Belge, où les exportations ont atteint un million de francs, devrait encourager notre Congo français. Il en est de même au Sénégal, qui a pu exporter en 1908 10.345 francs de tabac du cru, cette plante en effet y est cultivée sur les bords du fleuve et donne d'excellents résultats dans le lit des marigots au retrait des eaux.

A Madagascar et à la Réunion, le tabac vient très bien, mais les procédés de préparation sont tout à fait défectueux. On évalue à 800 hectares les terres plantées en tabac dans cette dernière île, qui est de beaucoup la plus forte exportatrice de cette denrée (345.486 francs en 1908, dont le chiffre vraiment ridicule de 45 francs à destination de la France). On voit quelles possibilités s'ouvrent au commerce du tabac

entre la France et la Réunion, ce ne sont pas des espérances, mais des réalités. Un peu plus d'élasticité dans notre commerce intérieur des tabacs serait très profitable à la Réunion, comme à toutes nos colonies. Pourquoi l'Administration s'oppose-t-elle à la vente des tabacs des colonies françaises dans les débits, avec indication de la provenance ? Si un consommateur désire fumer un cigare de la Réunion, il doit pouvoir le faire. La Chambre de Commerce de cette colonie a demandé du reste à mettre en vente dans les débits, sous sa responsabilité, et sous le contrôle de l'Administration, des cigares fabriqués chez elle. On ne peut que souhaiter de voir un vœu aussi légitime accueilli avec la faveur qu'il mérite.

Mais c'est surtout de l'Indo-Chine, et spécialement de la Cochinchine, que la France doit attendre son approvisionnement le plus considérable. Les tabacs de cette provenance sont, après ceux de Manille, les meilleurs de l'Extrême-Orient, et l'emportent comme qualité sur ceux des Indes Néerlandaises, où cependant la production de tabac est considérable et constante, étant confiée à de puissantes sociétés qui ont des débouchés dans le monde entier. En Cochinchine le tabac est cultivé sur 4.000 hectares environ, mais la manipulation défectueuse ne lui donne pas une valeur commerciale considérable, aussi n'a-t-il été exporté en 1908 que pour 30.000 francs environ, dont 1.500 seulement vers la métropole. Du reste le monopole des

tabacs qui existe en Indo-Chine empêche toute expansion sérieuse de la production, pourvu que celle-ci suffise à la consommation intérieure, on n'en veut pas davantage. Ce résultat lui-même n'est pas atteint : en 1908 notre colonie asiatique a importé pour 4.822.000 francs de tabac, et sur cette somme considérable, la part de la France figure pour 146.020 francs. La même année, la Cochinchine a produit environ 3.500.000 kilos de feuilles. Elle pourrait en donner 10 fois plus. Pourquoi ne pas envoyer en Indo-Chine des ingénieurs français expérimentés, qu'un long séjour à la Havane par exemple aurait familiarisés au préalable avec cette culture ? Sous leur direction, et avec les ressources des sociétés qu'on créerait pour faire une exploitation en grand, la préparation de ce tabac indo-chinois, de qualité intrinsèque supérieure, serait l'objet d'une attention soutenue et compétente, serait exécutée avec la plus grande régularité, ce qui donnerait un produit de qualité constante, alors qu'aujourd'hui les indigènes préparent suivant la méthode qui leur paraît la plus simple, c'est-à-dire la plus rapide. Or l'expérience prouve que les qualités des tabacs sont dues à la nature du sol, au mode de culture et à la préparation, bien plus qu'au choix des variétés, et telle sorte très estimée, introduite dans un autre pays, pourra n'y donner qu'un produit médiocre. On peut donc être assuré de la permanence de la qualité des tabacs indochinois.

Il résulte de ces considérations que la culture du

tabac est parfaitement possible dans plusieurs de nos colonies. C'est la culture riche la plus facile à faire réussir, la plus rapide comme rendement (le tabac est une plante herbacée annuelle pour laquelle la récolte a lieu vers le quatrième mois). Jusqu'à quel point est-elle rémunératrice ?

En pareille matière, rien de plus éloquent que les chiffres. On ne peut donc mieux faire que de citer les comptes de culture d'une société ancienne et expérimentée. Nous avons choisi les comptes publiés par la Deli Maatschappij, puissante société hollandaise qui cultive le tabac en grand au nord de l'île de Sumatra. L'évaluation est faite en florins des Pays-Bas, et l'unité d'exploitation est le champ-coolie, d'une superficie de 0 h. 700, qu'un homme suffit à mettre en valeur dans le cas spécial qui nous occupe.

1° *Frais de mise en exploitation.* — 600 florins par champ-coolie et par an (comme on ne compte pas avoir vendu la récolte que six mois après son expédition, cette somme doit être augmentée de 50 %, nécessaires aux travaux de 2° année) : ce qui donne par champ-coolie 900 florins (1.800 francs), et pour une plantation type de 400 unités champs-coolies 360.000 florins (720.000 francs).

Dans ce prix ne sont pas comptés les frais de constitution de la société, la valeur de la concession territoriale, que nous pouvons qualifier d'extraordinaires ; mais toutes les dépenses d'exploitation proprement

dites, plus les traitements des directeurs, les courtages et frets y sont compris.

2° *Bénéfices moyens d'une plantation.* — Il peut être admis (et c'est au-dessous de la vérité) qu'une exploitation de tabac à culture intensive donne 900 kilos à l'hectare, soit 630 par champ-coolie.

Les 400 champs donneront	kilos.	252.000
Perte de poids à la fermentation 10 %.	—	<u>25.200</u>
Total net.		227.000
Soit 454.400 demi-kilogs à 105,76 cents de florins des		
Pays-Bas ou.		480.573 fr. 44
Moins les frais de vente du tabac 13 %.		<u>62.474 fr. 54</u>
Total net		418.098 fr. 90

Le produit net par demi-kilogramme est donc de 95 cents.

Le coût de production aura été de 400 champs $\times$ 600 florins = 240.000 florins (les frais de travaux de 2^e année indiqués plus haut (50 % en sus) seront pris en charge pour les bénéfices nets) il convient d'ajouter 60.000 florins pour amortissement, commissions, ce qui porte le coût du demi-kilogramme à 66 cents. Le bénéfice net par demi-kilogramme sera donc de 29 cents, et pour la plantation entière 131.776 florins.

Si le capital a été fixé à 500.000 florins, dont 360.000 affectés aux frais de mise en exploitation, 140.000 aux frais de constitution de la société et d'apports de ter-

rains, le bénéfice net annuel s'élève à 26,2 %, dès la deuxième année.

Voilà les résultats atteints, dans des conditions normales, par une société solide disposant de la compétence et de la main-d'œuvre nécessaires. Les bénéfices ont été évalués avec le souci de la plus grande modération et ne sont que des minima, ils sont suffisants pour provoquer les énergies latentes et attirer les capitaux réfractaires vers une exploitation facile, amplement rémunératrice, d'une richesse avérée ; que la métropole demande à ses colonies le tabac que jusqu'à présent elle fait venir de l'étranger et nous n'assistons plus à ce spectacle pitoyable d'une puissance coloniale pouvant trouver chez elle un produit aussi bon que celui qu'elle achète à grands frais des colonies étrangères, sans profit aucun pour les colons français, et qui n'en tire aucun parti. La volonté de mettre en valeur que recèle une pareille indifférence n'est pas douteuse ; elle est absente.

CHAPITRE IV

Le thé

La consommation du thé en France augmente de jour en jour et l'usage de cette boisson tend de plus en plus à s'acclimater chez nous. Les quantités mises en consommation se sont en effet élevées à 453.000 kilos en 1886, 636.750 en 1896, 835.155 en 1898, et 1.135.140 en 1908, ce dernier stock d'une valeur de 3.859.480 francs, sur lequel 292.717 kilos, payés 995.238 francs, viennent de nos colonies. De leur côté, en dix années, des pays comme la Suisse, l'Angleterre, l'Autriche, ont développé leur consommation dans une proportion de 80 %, la Russie dépasse même ce chiffre avec une consommation de 150.000.000 kilos par an. Le public français se porterait plus largement vers le thé si ce produit ne lui était pas livré à un prix aussi élevé. La classe riche a été d'abord la seule à en faire usage, mais aujourd'hui l'engouement est devenu général : dans le nord de la France, par exemple, les ouvriers et les ménages pauvres font souvent du thé leur boisson de table, parce qu'elle leur revient moins

cher (0 fr. 05 le litre pour les qualités inférieures) que la bière (0 fr. 13 le litre) et que le vin, hors de prix pour eux. Les peuples des pays chauds font de leur côté un usage considérable du thé, ce qui prouve que les degrés de latitude n'influent en rien sur sa consommation. On nous taxera peut-être de partialité en disant que nous voulons faire l'apologie du thé : mais ne serait-il pas préférable de voir nos nationaux donner la préférence à ce breuvage que d'assister à ce spectacle quotidien de l'envahissement des bières allemandes aussi préjudiciables à la santé qu'au moral ?

Le commerce du thé peut devenir très florissant en France, ce qui créerait en même temps qu'une activité commerciale plus intense, un débouché pour nos produits coloniaux bien cultivés et préparés. Ce ne seraient certes pas les relations dans les pays de production qui nous feraient défaut, pas plus que les connaissances et l'aptitude à traiter cette denrée. Plusieurs de nos colonies peuvent nous fournir des qualités aussi bonnes sinon meilleures, que celles de l'Inde elle-même, réputées cependant supérieures aux produits chinois. Pourtant nous n'avons rien fait, pour nous réserver sur les marchés de thé une place honorable. Les Anglais n'ont pas attendu longtemps pour créer ce mouvement d'expansion, et c'est un des plus beaux titres de gloire de la Compagnie des Indes que la création de cultures de thé dans l'Hindoustan et à Ceylan. Les résultats sont les suivants :

	1908	1909	1910
	—	—	—
Expéditions des Indes et de			
Ceylan.....	413,500,000	439,900,000	439,400,000
	(livres anglaises)		

En 1910, la consommation de provenance anglaise a, été de 441.800.000 livres, sur lesquelles 439.000.000 viennent des colonies anglaises de l'Inde, en face d'une exportation mondiale de 490.000.000 livres (il est impossible d'évaluer avec certitude la consommation intérieure des pays producteurs).

La France aurait pu réaliser la même fortune en Indo-Chine. Au nord du Tonkin, dans les vastes défilés des montagnes qui séparent notre colonie de l'Empire chinois, se trouvent d'admirables terrains où l'arbuste croît comme dans l'Inde et la Chine. S'en est-on occupé ? A-t-on cherché à y amener des gens de la partie qui auraient pu améliorer la culture et créer ce mouvement considérable qui a fait la fortune de Ceylan ? Nullement, et la preuve, c'est que l'Indo-Chine a exporté en 1908 seulement pour 768.922 francs de thé (dont 763.623 à destination de la métropole) et qu'elle a dû en importer pour 4.034.118 francs. Des sociétés, à l'exemple des puissantes Compagnies anglaises Assam, Ceylon Proprietary, Jokai, Jhanzie dont les actions valent de 15 à 40 fois leur prix d'émission, auraient dû se monter, amenant des Hindous habitués à la culture du thé, et dûnt leur production n'être profitable qu'à la consommation intérieure et à celle de

la métropole, ce résultat eût été suffisant. Par là développant la demande en France, le Trésor aurait bénéficié d'une augmentation de recettes, et la colonie aurait vu diminuer ses dettes vis-à-vis de l'étranger. Mais le commerce français est indolent, il n'est pas assez hardi au moment où il le faudrait. Une entreprise de cette nature aurait pu prendre, non seulement la clientèle nationale, mais encore celle des pays voisins : de la Suisse par exemple dont les 4.000.000 d'habitants consomment dix fois plus de thé que la France et qui est mieux disposée à notre égard qu'à l'égard des Anglais ; de la Belgique, dont le désir est de se soustraire à la tyrannie britannique ; de l'Italie, et de la Tunisie.

Une maison, se présentant avec une envergure assez puissante pour répondre aux sollicitations des pays acheteurs ci-dessus, serait assurée de réaliser des bénéfices considérables. Dès l'instant qu'il y a chez nous consommation de thé, il faut y satisfaire, et il est certain que l'élan donné à la production dans nos colonies augmenterait la demande de la métropole.

Voici un aperçu succinct du peu qui a été tenté en ce sens. La plupart de nos colonies se prêtent à l'exploitation du thé et y trouveraient une source nouvelle de prospérité. Cette plante du reste s'accommode facilement de sols et de climats très différents.

L'Indo-Chine, dont la population consomme la liqueur de thé en grande quantité, est obligée de faire venir

ce produit de la Chine et de l'Inde alors que l'arbuste existe et prospère sur de nombreux points de son territoire. Cette culture peut prendre en peu de temps un rapide essor, et elle est appelée à jouer un rôle très important dans ce pays asiatique, qui le connaît d'ailleurs depuis plus de vingt siècles. M. de Lannessan, le prince H. d'Orléans, M. Brenier ont vivement insisté sur la nécessité de l'entreprendre en grand en Annam ; le premier même, ancien gouverneur général, affirme que les thés d'Annam, préparés suivant les méthodes modernes et présentés au public avec les soins et la belle apparence qui ont donné aux thés de Ceylan une réputation mondiale, peuvent concurrencer ces derniers, car ils ont sur eux l'avantage d'un terrain plus propice.

Les bénéfices que doit retirer, dans des conditions normales d'exploitation, un planteur ou une société ayant des capitaux et le temps d'attendre sont plus considérables encore pour le thé que pour le tabac, ainsi que le démontre le bilan ci-après d'une exploitation de 100 hectares à Ceylan, dont les chiffres ont été soigneusement contrôlés d'après la comptabilité réelle de plusieurs planteurs anglais : (Remarquons que le théier, qui dure cinquante ans avec des soins éclairés, ne donne la première récolte que vers la troisième année.)

Dépenses de la première année.

Main-d'œuvre (défrichement, piquetage, plantations, sarclage, arbres d'ombrage, administration).	32.437.75
Matériel (graines, outils pour la culture).	8.250
	40.687.75

Dépenses de la deuxième année.

Main-d'œuvre (sarclage, entretien, surveillance).	13.875
Matériel (bâtimens, tamis, caisses).	14.097.50
	27.972.50

Dépenses de la troisième année.

Main-d'œuvre (sarclage, cueillette, manipulation).	24.510
--	--------

Dépenses de l'année moyenne à partir de la quatrième.

Main-d'œuvre (sarclage, cueillette, administration).	61.875
Recettes (La livre moyenne vaut à Colombo 0 fr.734). Nulles la première et la seconde année : La troisième année, on récolte 25.000 livres de thé à 0 fr. 734.	18.350
La quatrième année et suivantes, en moyenne 150.000 livres.	110.100

Considérant maintenant les dépenses faites pendant les trois premières années, déduction faite de la faible recette de la troisième comme le capital engagé (sol non compris), et la différence entre les recettes et les dépenses de l'année moyenne à partir de la quatrième comme le revenu de ce capital, nous avons :

Dépenses (40.687.75 + 27.972.50 +	
24.500)	93.160.25
A déduire, recettes de troisième année.	18.350
Capital engagé.	74.810.25
Recettes de l'année moyenne.	110.100
Dépenses de l'année moyenne.	61.875
	48.225

Le capital engagé, inférieur à 80.000 francs sans tenir compte de la valeur du sol, donne un revenu net moyen de près de 50.000 francs. Si on veut faire entrer en ligne de compte la valeur du sol, on remarquera qu'elle est faible, car le terrain n'acquiert de prix que par le défrichement qui est compris dans le chiffre des dépenses. Évaluant le sol en friche à 100 francs l'hectare, on aura 10.000 francs à ajouter au capital à engager. En fin de compte, avec une mise de fonds de 90.000 francs, on aura un revenu de 50.000 francs, c'est-à-dire 55 %, dès la quatrième année.

Nos autres colonies peuvent, elles aussi, autoriser

de belles espérances. Le thé pousse très bien à la Guyane, à la Nouvelle-Calédonie, et à Madagascar, de nombreux points de ces pays ayant un climat sensiblement le même que celui de Ceylan. A Madagascar notamment, où le thé est indigène, on a souvent signalé l'Imerina comme très propre à cette culture. A la Réunion, il n'existe encore que quelques plantations du Crédit Foncier Colonial, qui y a importé les graines dites : Hybride d'Assam. D'autre part le sol de la Réunion semble avoir une influence excellente sur le thé d'Annam et donne des produits supérieurs à ceux du pays d'origine ; ils sont plus hauts cotés sur les marchés d'Europe, notamment parce que les feuilles récoltées à la Réunion contiennent plus de théine (3,75 %) que toutes les autres, ce qui est une qualité essentielle. L'exportation très faible d'abord (30 kgs. en 1903), est passée à 1.012 kilos (valant 9.790 fr.) en 1904.

Que rapporte, dans les conditions normales, une plantation de thé à la Réunion ? Reprenons le compte de culture cité plus haut : les dépenses résultant de la main-d'œuvre ayant été distinguées de celles du matériel, les résultats peuvent être appliqués à un pays producteur quelconque. A la Réunion, le prix de la main-d'œuvre est plus élevé qu'à Ceylan. Si donc on double dans le bilan ci-dessus toutes les dépenses afférentes à la main-d'œuvre, on aura, après calculs, un total de dépenses pour les trois premières années de. . . . 163.973 et par année moyenne de. . . . 123.750

Les recettes s'établissent comme il suit :

— Prix du gros par livre en France. . . . 2 fr.
(au détail, les prix s'élèvent à 4, 6, et même 8 francs)

Retranchant (taxe de 104 fr.),

par livre : p. frais de douane. . . . 0,52

— p. frais de transport . . . 0,15 il reste
pour la valeur de la livre de thé à la Réunion : 1 fr.33

— Bilan des recettes, 3^e année, 25.000 liv. à 1,33 : 33,250

année moyenne 150.000 — — 199,500

Récapitulant.

— Dépenses des trois premières années (163,973), moins
recettes de la 3^e (33,250) : 130.723 fr.
montant du capital engagé.

— Recettes de l'année moyenne. 199.500

Dépenses — — 123.750

Bénéfice net moyen annuel. 75.750

Le capital engagé, d'environ 130.000 fr., + 10.000
pour le sol, = 140,000, donne un revenu de 75.000 fr.,
soit 53,57 %, dès la quatrième année.

En présence de ces bénéfices, il y a avantage incontestable pour les colonies indiquées (Indo-Chine, Réunion, Madagascar) à entreprendre cette culture. Et pour développer la vente du produit, il suffirait, en dehors de la livraison de bonnes marchandises d'un type uniforme, d'un dégrèvement complet des droits de douane, et de la création par les planteurs d'un syndicat de vente directe au public dans le but de supprimer l'écart

des prix, si nuisible à une large consommation, entre le gros et le détail. En suivant la ligne de conduite actuelle, non seulement se trouvent perdus les bénéfices sur les ventes que nos nationaux pourraient réaliser, mais on tue, avant qu'il naisse, un commerce qui ne demande qu'à se développer.

CHAPITRE V

Le café

Dans presque tous les pays, la consommation du café a augmenté depuis cinquante ans. En Angleterre cependant elle est restée stationnaire, alors que celle du cacao et du thé s'est accrue dans d'énormes proportions. En France de 21.700 tonnes en 1855, l'importation des cafés (commerce spécial) a passé à 54.000 en 1880, à 77.474 en 1877, et à 97.432 tonnes en 1909 valant 104.309.476 francs:

La part de nos diverses colonies dans ces quantités est dérisoire, et on assiste ici encore à leur indifférence croissante à mesure que les besoins s'accroissent. Sous la Restauration, elles fournissaient à la métropole près du tiers de café que celle-ci consommait : 3.000 tonnes sur 10.000 en 1827, parce que cette consommation était faible. Mais dès qu'elle a pris son essor, la proportion a diminué constamment : à côté des dizaines de mille de tonnes que la France importait chaque année de l'étranger les colonies en ont fourni 651 en 1855, 701 en 1880, 992 en 1897 (1,3 % de la consomma-

tion de l'année), 1990 en 1909 valant 2.020.400 francs. En 1910, il y a eu un certain progrès, puisque les envois de cafés coloniaux destinés à la consommation métropolitaine ont atteint une valeur de 2.419.625 fr. Comme on le voit, les immenses colonies que nous possédons dans toutes les régions du globe ne nous fournissent que la cinquantième partie à peine du café nécessaire. C'est là une situation qu'on ignore trop en France, et contre laquelle il n'est que temps de réagir. Alors que cette culture donne au Brésil, où la main-d'œuvre est rare et chère, de très beaux bénéfices, on doit espérer en obtenir de bien plus importants dans les colonies françaises, où le sol est à bas prix, les indigènes nombreux, et dont les produits jouissent d'une détaxe, — d'ailleurs absolument insuffisante, — à l'entrée dans la métropole. Déjà, en 1888, l'invasion des cultures brésiliennes par l'*Hemileia*, et l'abolition effective de l'esclavage avaient fait naître dans quelques-unes de nos colonies de grandes espérances ; on avait encore présent à l'esprit le temps où le café donnait 150 à 200 % de bénéfices annuels ; on s'imagina, à tort que le nouveau régime de la main-d'œuvre au Brésil allait donner un coup mortel à sa production. Aussi, sous l'influence des prix élevés que le café avait atteints aux environs de 1890, des cultures hâtives furent entreprises dans la plupart de nos colonies tropicales. Ce fut une série de désastres. On s'était figuré qu'il suffisait pour faire fortune de venir planter des caféiers

sans posséder les connaissances pratiques spéciales, acquises, non pas en France, mais sur place. Alors que tout était à faire, qu'on n'avait aucun exemple à suivre, que les indigènes étaient indisciplinés, paresseux ou incapables, on se crut apte à diriger ces plantations de café. Ces enthousiasmes irréfléchis, conduisant à des échecs rapides, ont jeté prématurément le discrédit sur cette culture.

La situation n'est plus la même aujourd'hui, et ainsi que l'examen de nos colonies productives va le montrer, un superbe avenir attend cette denrée dans nos pays d'outre-mer. La Guadeloupe en produit sur 4.000 hectares environ. La valeur de ses exportations se maintient autour de 800.000 kilos (636.295 en 1909, valant 1.465.958 francs, et 955.382 en 1910, presque totalement dirigés vers la France). Elle pourrait en fournir facilement 20.000.000, aussi l'on constate depuis 1907 la formation de sociétés, avec des capitaux métropolitains, en vue d'exploiter des plantations de café et de cacao dans les communes de « Sainte-Rose » et des « Vieux-Habitants ». Actuellement, après bien entendu celle de la canne, c'est la culture la plus importante, donnant un produit dont la qualité est très appréciée. Au 17 juin 1911, on cotait les 50 kilos 128 à 137 francs, suivant les espèces, alors que les Santos oscillaient autour de 80. A la Martinique les exportations sont insignifiantes (6.968 kilos en 1909).

La Nouvelle-Calédonie se trouve située à la même

latitude que les meilleures régions de culture du Brésil, et les exportations, de 207.681 kilos en 1897 ont passé à 461.320 kilos en 1909. Le café y est la plante d'avenir par excellence, on la cultive avec soin, et ses fruits subissent une préparation au courant des derniers progrès. Le café calédonien se vend aujourd'hui en Europe sous son propre nom et n'a plus besoin d'emprunter l'étiquette de nos vieilles colonies. L'arome est exquis, la quantité obtenue pleine de promesses (de 500 gr. à 2 kilos par plant, suivant les espèces). Si l'on compte que l'île possède au moins 47.000 hectares déjà reconnus propres à cette culture, et qu'un dixième est exploité, cela promet de contribuer à nous affranchir du monopole brésilien. Un syndicat de planteurs s'est formé et fonctionne avec succès pour exporter directement ses récoltes dans la métropole. La difficulté à vaincre est celle de la main-d'œuvre, dont la rareté est le principal obstacle au développement économique de l'île. On a bien pris de nombreuses mesures pour l'approvisionner, et l'une des plus efficaces a été l'emploi d'Annamites, qui contractent des engagements de cinq à dix ans, et reviennent en moyenne à 500 francs par an (gages et nourriture). Leur utilisation offre cet avantage qu'une fois revenus en Indo-Chine, grâce à l'expérience acquise, ils formeront un noyau d'ouvriers, dans les plantations de café, particulièrement habiles et compétents. Le café calédonien a connu de plus de dures vicissitudes par suite

des fraudes, de la mauvaise préparation, et sa réputation sur le marché a été longtemps mauvaise. Aujourd'hui les prix se sont beaucoup relevés : le nouméa qui ne valait que 98 francs le sac en 1907, se paie (juin 1911) jusqu'à 124 francs.

La Réunion a été l'objet de grandes cultures, mais là encore, le succès n'a pas répondu aux efforts, et les exportations accusent une diminution constante (439 tonnes en 1880, 311 en 1891, 103 en 1892). Un certain relèvement apparaît cependant depuis 1908, avec 210 tonnes, et 1909, où il a été exporté 242 tonnes.

Un pays d'avenir pour la culture du café est certainement l'Indo-Chine. On y a établi de vastes plantations de Libéria ; il est arrivé souvent que les planteurs, n'ayant que des capitaux insuffisants et ne pouvant par suite attendre la période de plein rapport (8 à 10 ans), n'ont pas pris les précautions, en général coûteuses, qu'exige la conduite technique des plantations. Aussi il y a eu de nombreuses déceptions ; aujourd'hui, un millier d'hectares sont en plein rapport et assurés d'une puissante vitalité. C'est du reste insuffisant, car la colonie importe tous les ans plus de café qu'elle n'en exporte : en 1908 elle en a acheté à l'étranger pour 689.223 francs, et exporté pour 361.561 francs, presque entièrement à destination de la métropole. Le progrès constaté en 1909 (234.643 kilos, valant 469.286 fr., ont été exportés) est encore bien loin de donner des espé-

rances sérieuses pour l'approvisionnement de la consommation française.

De dures écoles ont été faites également à Madagascar, mais ici encore, la période des tâtonnements est close. Il résulte des travaux publiés par des chefs de mission, et par le service de l'agriculture, que la culture du café donnerait de remarquables récoltes dans tout le massif de la montagne d'Ambre. L'Administration ne saurait faire trop de sacrifices pour engager les indigènes à cultiver cette plante : conseils techniques, donnés gratuitement par les agents de la Direction de l'Agriculture, primes attribuées aux planteurs les plus soigneux, diminution de leurs impôts (on regagnerait largement plus tard cette perte par des taxes plus élevées, que les plantations de café, donnant de remarquables bénéfices, sont à même de payer aisément), distribution gratuite de plants par les stations d'essai, achat, à un prix fixé d'avance, de leur récolte. D'autre part, une société à gros capital devrait se fonder pour entreprendre la culture en grand sur le massif d'Ambre. Le climat y est salubre, et la sécheresse relative de l'atmosphère permet aux caféiers de résister victorieusement à l'*Hemileia vastatrix*. Ce massif deviendrait ainsi un centre de colonisation, et après les premiers profits, on pourrait penser à l'œuvre civilisatrice (routes, écoles, réseau télégraphique).

La même entreprise pourrait être tentée dans d'autres colonies africaines : Pourquoi ne pas établir des plan-

tations étendues au Congo français, où le caféier existe à l'état spontané, alors qu'au Congo belge où aucune plantation n'existait en 1884, il y a aujourd'hui plus de 5.000.000 d'arbustes en plein rapport ? De 1908 à 1909, il y a eu un progrès relativement remarquable des exportations, dont la valeur a passé de 2.186 francs à 35.067. Mais que sont ces chiffres en face des millions que demande la métropole, et que le Congo pourrait fournir ?

Il importe maintenant de montrer sur quels bénéfices peut compter le planteur de café, bien que le compte de culture soit difficile à établir. Les producteurs brésiliens ne veulent pas publier leur comptabilité. Dans nos Antilles, bien peu d'agriculteurs pourraient dire au juste ce que leur coûtent et leur rapportent les plantations. On sait toutefois qu'au Brésil, dans les grandes exploitations dirigées méthodiquement, où les frais généraux sont réduits au minimum, les bénéfices nets montent à 30 % du capital engagé dès la sixième année, et à 40 ou 50 % à partir de la huitième. Mais nous possédons des comptes de culture absolument dignes de foi pour les frais d'établissement et d'exploitation d'une plantation de café à Madagascar. De leur rapprochement, on peut extraire le bilan suivant :

En moyenne, chaque plant revient à 0 fr. 43, au début de la quatrième année, où il commence à produire. Au Brésil, dans l'État de Sao Paulo, le même plant, au bout de quatre ans, peut coûter jusqu'à

600 reis = 0 fr. 75 (à raison de 0 milreis 800 pour 1 fr.); mais la main-d'œuvre, si elle est plus exercée, est beaucoup plus chère qu'à Madagascar. (Au surplus, les prix du travail, de la récolte, sont faussés au Brésil par suite de la variabilité du change et des manœuvres de la valorisation, sur laquelle nous reviendrons plus loin, toutes causes inconnues dans nos colonies.)

Calculant ensuite le prix de revient total d'une plantation de 400 hectares (minimum indiqué par l'expérience pour vaincre les aléas de la culture et ne pas être débordé par les frais généraux), on obtient, au moment de la quatrième année (dépenses faites) :

Achats du terrain à 10 francs l'hectare. . . .	4.000
Frais de culture : 200.000 pieds à 0 fr. 43 l'un. . . .	86.000
	90.000
Bâtiments et machines.	45.000
Direction pendant trois ans	18.000
Intérêt et amortissement (en 25 ans). . . .	39.060
Total des dépenses faites :	192.060

4^e année.

Recettes : 0 kgr. 150 de café par plant, soit 30.000 kilogrammes à 1 fr. 75 =	52.500
Dépenses : Entretien, cueillette, direction, con- ditionnement, livrage en sacs sur place. . . .	49.340
Bénéfice	3.160

5° année.

Recettes : 0 kgr. 250 de café par plant, soit	
50.000 kilogrammes à 1 fr. 75 =	87.500
Dépenses : (<i>idem</i>).	56.100
Bénéfice	31.400

6° année et suivantes :

Recettes : 500 grammes de café par plant,	
soit 100.000 kil. à 1 fr. 75	175.000
Dépenses : 500 grammes de café par plant,	
soit 100.000 kil., à 1 fr. 75	86.800
Bénéfice.	88.200

En tenant compte du fonds de roulement, on peut évaluer à 200.000 francs la somme engagée. A partir de la sixième année pour les espèces précoces, et de la huitième pour les autres, les bénéfices représentent donc 44, 1 % ce qui est un beau rendement industriel. Mais il faut ajouter que ce rendement du caféier est très variable, et que l'on compte une bonne récolte sur trois, aussi le chiffre de 500 est une moyenne, prise volontairement très basse : de nombreuses plantations donnent 600 kilos à l'hectare, ce qui dans l'exemple ci-dessus ferait un total de 240.000 kilos de café, et non plus de 175.000. Enfin, à la vingt-cinquième année, en général, il faut renouveler les plants ; mais dans le laps

de temps, le capital initial peut avoir été largement décuplé.

Il ne faut donc pas hésiter à engager vigoureusement les colonies déjà productrices dans cette culture, et à leur assurer le marché métropolitain.

CHAPITRE VI

Le cacao

L'importance commerciale de ce produit est plus grande qu'on ne le croit généralement, surtout en ce qui concerne la France et ses colonies. Sans vouloir conseiller de faire du cacao partout, connaissant la faible extension relative de cette culture en raison de ses exigences toutes particulières au point de vue du climat et du sol, en raison aussi de l'absence d'un débouché considérable, nous constatons que la production de cette denrée par celles de nos colonies qui remplissent les conditions climatologiques favorables, peut augmenter encore dans de notables proportions, sans que l'on soit obligé de revenir sur l'idée première à cause de surproduction, la France étant le pays où on consomme le plus de cacao alors que ses colonies lui envoient une part dérisoire de sa consommation. On y assiste à un accroissement régulier de la demande : de 15.820 tonnes en 1896 (quantités mises en consommation) elle passe à 20.741 en 1903 et atteint 21.500 tonnes en 1909, ce dernier stock d'une valeur de 37.387.539 francs. Quelle est la part de nos colonies ?

En établissant les moyennes des quantités absorbées ces dernières années, cet apport colonial apparaît égal à 1/20 de la demande. Ainsi en 1909 les colonies ont envoyé en France 1.317.695 kilos de cacao, valant 2.247.539 francs, sur une exportation coloniale totale de 1.371.000 kilos. Elles ont donc devant elles une marge considérable, la question de l'augmentation des plantations présente un grand intérêt pour nos producteurs et pour notre commerce national. Il est attristant de comparer leur indifférence avec la production des colonies d'autres pays : A la Trinidad, petite colonie anglaise, les exportations dépassent 15.000.000 de kilos, fournissant à elle seule aux besoins de la métropole et exportant en outre dans le monde entier. A San Thomé, île portugaise, la production expédiée à l'étranger s'est élevée à 8.300.000 kilos en 1908, et l'on a pu dire, à un point de vue purement théorique d'ailleurs, que si chacun des 49.000.000 de sujets français en Afrique livrait au commerce d'exportation seulement la dixième partie de ce que produit l'un des 20.000 travailleurs de San Thomé, le commerce annuel extérieur de nos possessions africaines passerait à 7 milliards.

La qualité des cacaos de nos colonies est au moins égale aux meilleurs produits du Venezuela et du Mexique, et leurs prix sont constants. Si on considère en outre que les études botaniques sont achevées pour cette denrée, que l'on peut agir à coup sûr et réaliser des bénéfices considérables, il apparaîtra certainement

qu'il y a intérêt à pousser cette culture dans nos colonies productrices.

Parmi celles qui cultivent le cacaoyer, la Guadeloupe et la Martinique représentent à elles seules près des 9/10 des exportations totales des colonies françaises. A la Guadeloupe, il existait jadis de fort belles plantations à la Grande-Terre et c'est sans contredit dans cet arrondissement qu'il est le plus facile de trouver les terres basses et fertiles qui conviennent au cacaoyer ; mais ces plantations ont peu à peu disparu devant la concurrence triomphante de la canne à sucre ; elles n'occupent plus que quelques centaines d'hectares. Au reste, l'opinion des techniciens est qu'il y a à la Guadeloupe 3.000 hectares au plus propres aux cacaoyères : ces arbres sont exigeants, délicats, meurent souvent pendant les premières années. L'exportation totale a été en 1890 de 201.995 kilos, en 1898 de 533.207, en 1909, de 594.282, dont la presque totalité a été envoyée en France.

A la Martinique les cacaoyères ont connu une ère de prospérité, à telles enseignes qu'en 1775 elles fournissaient tout le cacao consommé en France, ce qui s'explique par la faiblesse de la demande et l'absence de relations avec d'autres pays producteurs.

Les planteurs actuels, un moment emportés par la fièvre sucrière, reviennent peu à peu au cacao. Mais encore ici, la surface utilisable est peu importante : depuis la destruction des plantations du Mont Pelée et du

quartier du Pêcheur, elle s'élève à 3.500 hectares à peine. L'exportation, qui avait atteint 635.254 kilos en 1908, est tombée à 333.637 en 1903, pour se relever après 1906, et arriver en 1909 à 592.797 kilogrammes. Elle est entièrement envoyée en France.

Les efforts plus récents tentés dans nos autres possessions ont déjà donné des résultats appréciables ; les chiffres des tableaux d'exportation montrent qu'il y a lieu de poursuivre l'œuvre entreprise. En première ligne, au Gabon. Là, le cacao est le produit cultivé le plus important. La production annuelle, de 50 tonnes en 1905, a doublé en 1909, où 103.358 kilos ont été exportés, presque entièrement en France. En 1910 et 1911, les planteurs ont fait de nouveaux efforts : actuellement il existe environ soixante plantations dans la colonie ; plus d'un million de jeunes arbres, en pleine croissance, ont atteint la période où ils sont hors de danger. Leur production doit apparaître sur le marché à partir de 1913, et s'élever graduellement jusqu'à une moyenne de 2 kgr. 500 par arbre et par an. Vers 1916 on peut espérer que le Gabon fournira à la métropole vingt fois plus qu'aujourd'hui, et ce ne sera quand même que le douzième des besoins métropolitains.

A Madagascar, la côte orientale seule convient pour les cacaoyers, mais cette culture est d'une façon générale trop nouvelle encore dans l'île, pour qu'il puisse être fourni des indications précises sur les frais et le rendement moyen. Les exportations ont été assez irrég-

gulières (7.209 kilos en 1901, 22.864 en 1902, 6.255 en 1903, 22.967 en 1909). Pour le moment, le cacao de Madagascar, vendu à Mahanoro 1 fr. 20 le kilogramme, est peu apprécié sur notre marché : ses faibles prix sont dus au peu de soins apportés à la récolte et la préparation. Mieux conditionné, il vaudrait, selon les spécialistes, environ 180 francs les 100 kilos.

La Guyane (22.844 kilos exportés en 1909) possède des cacaoyères naturelles, mais qui n'ont jamais eu une grande extension, car on sait quelles difficultés la colonisation y a toujours rencontrées; elle y est à la merci de la main-d'œuvre, rare et mauvaise. Un essai y a été fait près de Cayenne, par M. Potin, frère du créateur de la maison de Paris, et en dépit de fluctuations dues précisément au recrutement défectueux des travailleurs, la production de cacao a atteint des chiffres assez élevés, en progression sensible d'une année à l'autre (13.961 kgr. en 1901, 15.958 en 1903).

On ne saurait trop engager les colons guyanais à persévérer dans cette voie. La récolte de cacao est en effet d'un rendement si avantageux que dans la colonie voisine, à Surinam, on la considère comme plus rémunératrice que l'exploitation aurifère. Il arrive souvent qu'on « mange de l'argent dans une mine d'or », mais bien rarement, si l'on a les connaissances techniques, la plantation de cacao est décevante. A Surinam les exportations de cacao s'élèvent en moyenne à 3 000.000 de kilos par an : il est vrai que la population est plus

dense qu'à la Guyane Française et que, les mines d'or ne se trouvant pas à proximité, les travailleurs sont moins tentés par la fièvre des placers.

Dans nos autres colonies la culture du cacao donne des promesses d'avenir, mais jusqu'ici son importance y est minime. A Mayotte cependant, très bien placée près de l'Équateur, où les plantations sont récentes, l'exportation s'affirme à partir de 1901 (400 kilos en 1901, 16.950 en 1906, 21.826 en 1909). Le Dahomey, la Réunion, la Côte d'Ivoire exportent ensemble pour 14.000 kilos annuellement. Dans cette dernière colonie, l'Administration a fait de louables efforts pour répandre cette culture, et des centaines de mille graines ont été distribuées gratuitement aux indigènes. Les plantations ont été surveillées par des spécialistes. Aussi le cacaoyer s'est-il implanté à la Côte d'Ivoire, qui a exporté 135 kilos en 1901, 960 en 1904, 1.993 en 1906, et 3.343 en 1909. Dans plusieurs cas, l'Administration accepte les cabosses au titre de l'impôt.

S'il est indispensable d'examiner et de connaître le rendement exact d'une culture quelconque, l'intérêt de cet examen est encore augmenté, quand les chiffres montrent les efforts faits couronnés par des résultats exceptionnellement brillants. Tel est le cas de celle qui nous occupe, car elle donne des bénéfices qu'il est bien difficile d'obtenir ailleurs.

Le meilleur compte de culture sera celui qu'on établira pour des pays où le cacao, connu depuis des siè-

cles, est l'objet d'une exploitation intensive, et où les résultats sont prévus d'avance avec certitude. On peut conclure des renseignements publiés au Mexique par le *Boletín de Agricultura de Mexico*, au Venezuela par les revues spéciales (en espagnol), que le devis peut s'établir ainsi (Les chiffres ont été établis d'après l'unité française, l'hectare):

Frais d'établissement, semis, outillage, va-
leur foncière du terrain préparé . . . 1.050 fr. »

Frais annuels

Intérêts de 1.050 fr. à 9 %.		94 fr. 50
(moyen dans l'Amérique centrale).		
Frais d'arrosage		30 »
Sarcelage, enlevage des lianes		39 »
Récolte		37 »
		200 fr. 50

Au début de la septième année, un capital de 2.253 francs aura donc été engagé, par hectare. D'autre part, il résulte des mêmes documents qu'un hectare produit en cacao marchand 264 kilos, c'est-à-dire 6 à 7 hectolitres. Le prix moyen de vente du cacao supérieur (criollo) étant de 316 fr. 20 les 100 kilos, le prix de vente des 264 kilos sera 836 fr. 35. En fin de compte, un hectare qui coûte par an 200 fr. 50 en rapportera 836 fr. 35 brut, et net 635 fr. 85. Si la qualité

du cacao est inférieure (forastero), il n'est vendu que 138 fr. 33 les 100 kilos, mais un hectare rapporte 529 kilos. Le prix de vente est dès lors 731 fr. 75 et le bénéfice net 531 fr. 25. Ces profits sont ceux que peuvent espérer les propriétaires de cacaoyers sur les côtes ; à l'intérieur ils sont un peu moindres, par suite des frais de transport. On peut les relever du reste par les cultures intermédiaires, qui sont de pratique courante. Quant aux frais de livraison (assurance, débarquement, connaissements, magasinages), ils sont couramment évalués par les planteurs des Antilles à 0 fr. 19 par kilo (de Pointe-à-Pitre à Bordeaux).

On peut donc estimer à 250 ou 300 % les bénéfices d'une plantation de cacaoyers. Ces gains considérables ne sont pas immédiats : ils ne commencent en réalité qu'à la sixième année, atteignent leur maximum à partir de la dixième, et se maintiennent jusqu'à la trentième. A trente ans en effet les arbres sont épuisés, et c'est exceptionnellement qu'on en conserve jusqu'à quarante et cinquante. Unique au monde est la propriété de certains commerçants à la Trinidad, où se trouvent des cacaoyers de cent ans donnant encore d'excellentes récoltes.

Le compte de culture indiqué ci-dessus se trouve confirmé pour le Congo et le Gabon, d'après les études faites par M. Rousselot et rapportées dans la *Revue des cultures coloniales* du mois de février 1898. Tous frais compris, après six ans d'attente, un hectare planté en

cacaoyers et commençant à rapporter a coûté 2.300 francs (c'est la même somme que les planteurs mexicains engagent dans les mêmes conditions). A la dixième année, le planteur aura non seulement récupéré cette somme, mais encore gagné 4.885 francs pour un seul hectare, si l'exploitation se poursuit normalement.

On ne peut faire aucune objection contre la culture du cacao dans celles de nos colonies qui y sont aptes : bénéfiques pour les planteurs, d'où création de richesse grâce aux salaires réguliers et à la faculté d'établir des impôts facilement payés, débouché assuré dans la métropole pendant de longues années encore. Au risque de paraître fastidieux en répétant ici ce qui a été dit pour les autres cultures, il faut engager nos colonies à produire du cacao : le premier élan sera donné par la franchise des droits de douane.

CHAPITRE VII

La vanille

Si l'on excepte le Mexique qui est la terre classique de la vanille, on peut dire que celle-ci est devenue une production essentiellement française, qui intéresse, en tant que culture principale ou secondaire, un certain nombre de nos colonies. D'autre part la France est un des pays qui importent le plus de vanille et qui en consomment des quantités croissantes. Il est par conséquent du devoir et de l'intérêt de notre pays de soutenir cette production : c'est ainsi que la représentation coloniale ne doit perdre aucune occasion d'éclairer les pouvoirs publics, afin de ne laisser subsister aucune exemption de droits, de ne tolérer aucune taxation insuffisante sur les succédanés, qui puisse favoriser ces derniers en concurrençant la vanille.

Cela ne veut pas dire, tant s'en faut, qu'il y ait lieu de pousser au développement des plantations de vanille, et si l'étude de cette culture riche a trouvé ici sa place, c'est dans le but d'indiquer les moyens de la protéger et parce qu'elle donne lieu dans nos colonies

à un important mouvement commercial qui l'emporte sur celui provoqué par leurs exportations de thé, de cacao ou de tabac. Mais il n'y a pas avantage à augmenter les superficies de terrains producteurs de vanille : les colonies françaises suffisent presque à la consommation métropolitaine et de plus exportent à l'étranger ; en outre, depuis que les prix de vente ont commencé à baisser, en 1902, cette culture est loin d'être suffisamment rémunératrice pour les cultivateurs, qui pourraient être comparés, par leur situation précaire, à ceux du Midi de la France si durement éprouvés par la crise viticole. Tous les cultivateurs — ils sont bien dignes d'intérêt, car ce sont de petits propriétaires en général — ont malheureusement à lutter contre la concurrence déloyale, on peut le dire, que leur a faite pendant longtemps et leur fera encore la vanilline chimique ; concurrence victorieuse, car vingt grammes de vanilline remplacent un kilogramme de vanille. Aussi faut-il se hâter de placer les deux produits sur un pied d'égalité commerciale. Frapper, par exemple, la vanilline d'un droit de 100 francs par kilo est une satisfaction, mais seulement morale, donnée aux planteurs. De l'avis des fabricants de vanilline eux-mêmes, ce droit de 100 francs les gênerait sans aucun profit pour les cultivateurs, car il les obligerait à des déclarations, à un contrôle, mais ne grèverait en aucune manière leur fabrication. C'est d'un droit de 416 francs qu'il faut frapper la vanilline, produit synthétique, pour l'empêcher

de supprimer le commerce du produit naturel, auquel tant de colonies sont intéressées. En plus de ce droit il faut obtenir une loi semblable à la « American Pure Food Law » (Loi destinée à garantir la pureté des produits alimentaires et de droguerie), loi qui obligerait les fabricants de denrées de consommation à indiquer d'une manière apparente si leurs produits sont parfumés avec de la vanille ou de la vanilline chimique.

Quand ces mesures auront été prises, les cultivateurs de nos colonies pourront gagner de l'argent et rechercher les améliorations à apporter à la culture proprement dite ainsi qu'à la préparation de la vanille, ce à quoi on ne peut songer dans l'état actuel des choses.

Il est utile maintenant de faire connaître la marche de la production qui nous occupe dans les colonies françaises, les quantités de vanille consommées et le rôle important que joue la France dans ce commerce. Les exportations de vanille des colonies françaises suivent une marche rapidement croissante. De 1901 à 1909, elles sont passées de 206.216 kilos à 408.424. La Réunion a exporté en 1901, 101.618 kilos, en 1909, 82.666, et (aux mêmes dates) Tahiti a exporté 93.398 kilos et 206.855 ; Madagascar 7.019 et 43.268 kilos ; la Guadeloupe 2.591 et 15.616 kilos ; Mayotte, 1.364 et 57.933 kilos ; la Martinique 226 et 2.086 kilogrammes. Il y a lieu aussi de citer le Gabon pour 204 kilos en 1909 (89 en 1908) et la Guyane avec la Nouvelle-Calédonie ensemble pour 26 kilos.

De l'examen des chiffres ci-dessus il ressort nettement qu'un certain nombre de nos colonies commettent une grave imprudence en accroissant leur production de vanille. C'est la culture riche dont la France a le moins besoin, c'est de beaucoup la plus secondaire, et nos colonies la développent plus que les autres ! S'il nous était permis de donner un conseil aux planteurs de Mayotte, de Tahiti et de la Guadeloupe notamment, et même à tous les autres, nous leur dirions d'imiter ceux de la Réunion qui n'ont pas hésité à restreindre leur production de vanille pour s'adonner à d'autres cultures. En agissant autrement, ils contribueraient à amener eux-mêmes leur propre ruine, tandis qu'en se contentant dès maintenant de renouveler leurs plantations, sans les étendre comme ils l'ont fait jusqu'ici, ils peuvent espérer obtenir par la suite, de leur production réduite, des prix de vente plus avantageux.

Au surplus, la consommation mondiale de la vanille n'est pas considérable. En première ligne arrivent les États-Unis avec 400 tonnes par an environ, puis l'Angleterre avec 100 tonnes. Les statistiques anglaises n'indiquent pas ce chiffre, mais on peut le reconstituer d'après les exportations françaises en Angleterre et celles des Seychelles et de Maurice qui y envoient presque toute leur production, sachant que seuls ces 3 pays exportent en Grande-Bretagne. En France, le commerce et la consommation ont suivi une marche assez rapidement ascendante depuis 1860. Le commerce gé-

néral était de 205.000 kilos en 1901, de 269.000 en 1903, de 312.700 en 1906, et de 252.024 en 1908. Le commerce spécial (quantités mises en consommation) s'est élevé, pendant les mêmes années respectivement à 36.864 kilos, 57.700, 71.800, et 59.020 en 1908, valant 2.996.000 francs. Cette même année les exportations des colonies en France ont été de 53.293 kilos, d'une valeur de 2.664.650 francs. Les exportations totales ont passé de 4.513.153 francs en 1908 à 5.275.388 francs en 1909. Quant à la production mondiale totale, elle varie assez fortement d'une année à l'autre : 490 tonnes en 1908, 390 en 1909, ce qui représente, en douane, où le quintal est coté 5.000 francs, une somme moyenne annuelle de 20.000.000 de francs. Ce prix ne correspond pas à la réalité, puisque au Havre les cotes sont, par quintal : 3.800 francs pour la vanille de la Réunion, 3.200 francs pour celle de Madagascar, 2.000 francs pour la Guadeloupe, 1.500 francs pour Tahiti.

Les quantités produites ont, il est vrai, toujours trouvé acheteur et il n'y a pas de stocks. Mais on peut affirmer qu'il y a une tendance fâcheuse à une production trop abondante, parce que le commerce de la vanille est relativement restreint et que les prix s'abaissent rapidement. La denrée est d'autre part l'objet de fraudes multiples, dont les plus fréquentes consistent à faire givrer les vanilles de qualité inférieure par l'acide benzoïque, ou à épuiser par l'alcool celles de qualité supérieure et à les remettre dans le com-

merce après les avoir enduites de baume du Pérou.

Il est sans intérêt de donner un compte de culture à cause de la variabilité des prix. On a vu au Mexique, au moment où la vanille valait 150 francs le kilo, un hectare rapporter 30.000 francs dès la quatrième année. Par contre, aux Antilles, en 1904, des planteurs ont été ruinés : les frais de culture ont dépassé du double les bénéfices, et comme à la sixième année il faut renouveler les plants, attendre ensuite trois ans la récolte suivante, l'échec était irréparable.

Comme conclusion, voici les trois desiderata à réaliser :

Taxe de 416 francs par kilogramme de vanilline ;

Application à la vanilline de la loi sur les fraudes du 5 août 1906 ;

Réduction des superficies cultivées dans les colonies françaises.

Que ces trois vœux soient pris en considération par les pouvoirs publics d'une part et les cultivateurs de l'autre, une ère nouvelle, qu'on pourrait appeler la renaissance de la vanille, ne tardera pas à s'ouvrir.

CHAPITRE VIII

Le caoutchouc

Le rôle commercial et industriel joué par le caoutchouc depuis quelques années l'a classé parmi les cultures qu'on désigne sous le nom de riches, et il a pris dans ce groupe la première place. Si de nos jours il venait subitement à manquer, cette disparition causerait un trouble profond, car il fait désormais partie des indispensables rouages de la vie moderne, à tel point que l'on se demande non pas à quoi on emploie le caoutchouc, mais bien à quoi cette substance n'a pas encore servi. Nous pourrions à la rigueur nous passer de vêtements et de chaussures imperméables ; mais sans caoutchouc nous serions obligés de renoncer aux freins à air comprimé, aux bicyclettes et aux automobiles qui, privées de leurs pneus, seraient condamnées à mourir sur place. Les communications électriques par fil aérien ou par câble se trouveraient interrompues ; plus de lumière électrique, de transmission de force à grande distance. Les exemples pourraient être multipliés et certainement n'épuiserait pas les applications indus-

trielles de cette précieuse substance : c'est ainsi qu'on s'occupe actuellement en Angleterre de l'utiliser pour pavage des rues, et les essais font espérer qu'on arrivera à un prix de revient permettant de concurrencer victorieusement le pavé de bois : un débouché énorme s'ouvrirait pour les producteurs de caoutchouc si cette prévision se réalise.

Il serait téméraire d'essayer — et ce n'est pas d'ailleurs notre sujet — d'élucider le problème entier de la production et de l'avenir de cette plante. Nous indiquerons seulement, dans ses traits les plus caractéristiques, la position de la question dans les colonies françaises, en comparant leur œuvre avec celle d'autres colonies étrangères, anglaises notamment, au point de vue commercial et financier.

Quelques renseignements d'abord sur le produit lui-même. A l'encontre des autres cultures riches que nous venons d'étudier, le tabac, le thé, le café, le cacao, la vanille, ce n'est pas une denrée coloniale de consommation, les statistiques douanières le rangent au chapitre des « Huiles et sucres végétaux ». On appelle en effet caoutchouc une substance fournie par le lait ou latex de certaines plantes dont on connaît aujourd'hui un très grand nombre d'espèces, telles que les Euphorbiacées (hevea, ceara), les Artocarpées (ficus, castilloa) les Apocynacées (landolphia, funtumia). Celles-ci sont répandues dans le monde entier, mais plus particulièrement dans ses parties chaudes ; c'est ainsi que pres-

que toutes nos colonies produisent du caoutchouc. Mais le latex se présente avec des apparences et des qualités extrêmement variées. Sa nature même influe sur celle du caoutchouc produit. Toutefois un même latex peut fournir une matière plus ou moins bonne suivant la manière dont il est traité. Puis le traitement du caoutchouc obtenu donne à celui-ci des qualités et par suite une valeur qui peuvent varier du simple au double. On voit donc qu'envisagée sous le rapport technique la question se présente déjà comme étant très complexe.

Le nombre des plantes productrices étant très grand et leur dissémination à peu près sans limite, il semble, à première vue, qu'il y ait là une double garantie pour que l'avenir de cette production soit naturellement assuré. Et cependant il n'en est rien. Il n'en est rien parce que le caoutchouc est produit par le latex, que ce latex est comme la sève d'un arbre, comme le sang d'un animal : on ne peut l'extraire sans causer un réel préjudice à la plante qui le fournit. Ces saignées l'épuisent rapidement. Bien plus, les indigènes coupent par le pied ces plantes productrices, les étalent sur le sol et en extraient tout ce qu'ils peuvent ; d'autres fois, le caoutchouc étant contenu dans la partie souterraine, ils arrachent le tout pour recueillir la précieuse matière. Et ainsi l'homme blanc, faisant du primitif des régions sauvages son complice, dérobe à la nature ce qu'elle a mis des siècles à accumuler, sans se préoccuper de remplacer les espèces anéanties.

Certes on peut réglementer la récolte. Ainsi dans notre vaste Afrique Occidentale on a organisé des écoles indigènes, où les noirs viennent s'instruire des meilleurs procédés de saignée, de récolte, et de préparation du caoutchouc, et apprendre aussi à semer, à bouturer, à soigner les plantes productrices.

Mais, quoi qu'on fasse, elles disparaîtront. Il s'en faut encore que le Brésil, l'Afrique, l'Indo-Chine, soient vidés de leurs produits, mais cela arrivera, et dans un temps assez prochain. C'est ainsi qu'à dix années d'intervalle, au Congo et en Guinée, les limites des peuplements d'essences à caoutchouc étaient repoussées à des centaines de kilomètres plus loin dans l'intérieur. Faut-il citer l'exemple de cette usine créée à Brazzaville, qui traitait les lianes (*landolphia*), et qui, après quelques années de très grande prospérité, a dû liquider, car elle avait épuisé de matière première toute la région environnante ?

Mais le plus bel exemple de cet épuisement normal, inéluctable, est fourni par les Indes. C'est là qu'en 1536 les missionnaires virent pour la première fois les indigènes jouer avec des balles à propriétés singulières, car elles rebondissaient sur le sol ! C'est là qu'en 1832 on se mit à exploiter le *Ficus elastica*. Rien n'est curieux comme de suivre la courbe de la marche de l'exploitation de ce caoutchouc de *Ficus*. Pendant trente ans, elle s'élève régulièrement et atteint son apogée en 1860. Mais en trente nouvelles années, elle

s'abaisse progressivement et disparaît. Soixante années avaient suffi pour dépeupler les forêts de toutes les essences de ficus exploitables.

Et alors, demandera-t-on, où, dans l'avenir, l'industrie, dont les besoins sont croissants, trouvera-t-elle son approvisionnement ?

Dans la culture des arbres à caoutchouc. Les plantations sont destinées à un très brillant avenir.

Nous croyons, en affirmant que le caoutchouc de culture devra dans un avenir prochain remplacer les produits naturels, donner la note juste et indiquer la véritable solution de cet important problème. Les uns se figurent que : qui dit richesses tropicales dit inépuisables richesses naturelles, d'autres, par antithèse, n'y voient que labeur vain et peines perdues.

Les uns et les autres sont dans l'erreur. Le sol de nos colonies rend beaucoup, mais il faut le fertiliser par le travail et soutenir celui-ci par des connaissances techniques précises : la définitive richesse d'un pays tropical ne peut venir de la dépouille de sa riche nature, mais des récoltes provenant de cultures méthodiques. Au surplus, chose que le grand public ignore trop et qui est vraie pour toutes les cultures riches, si le succès n'est pas douteux pour quiconque est au courant des méthodes scientifiques et a pris la peine d'étudier le climat, le sol, les plantations, la saignée, la préparation, il y a par contre ruine inévitable pour

ceux qui se lancent, insuffisamment préparés, dans de semblables entreprises.

Malgré une production sans cesse grandissante, l'offre a été souvent inférieure à la demande sur le marché du caoutchouc, d'où, comme corollaire, on a assisté à une marche ascendante des prix. C'est un avenir très favorable qui s'ouvre à tous les pays producteurs, notamment aux colonies françaises qui sont, et surtout peuvent devenir, d'importantes génératrices de caoutchouc. Elles ont exporté en 1908 pour 29.306.299 francs de cette matière, et en 1909 pour 46.812.388 francs (6.818.994 kilos). L'Afrique française, Madagascar, l'Indo-Chine, la Nouvelle-Calédonie, donnent d'excellents latex qui sur les marchés européens atteignent des taux très voisins de ceux des meilleurs échantillons brésiliens.

L'Afrique Occidentale française occupe le premier rang. En 1908, les exportations de caoutchouc se sont chiffrées par 18.736.733 francs, dont 8.550.187 pour la France. Elles ont bondi à 31.837.098 francs en 1909. C'est la Guinée qui prend la plus grande part de ce total avec 1.809.970 kilos, valant 15.384.745 francs en 1909, mais les trois quarts sont drainés sur Liverpool et l'Allemagne. Il semble qu'on veuille aujourd'hui aller trop vite : les indigènes, qui avaient éprouvé les fâcheux effets de la crise de 1906-1908, due à la baisse des prix de la matière première et à leurs fraudes, n'avaient jamais soupçonné l'intérêt capital qu'allait avoir pour

le commerce colonial l'extraction du latex. Voyant à partir de 1909 les hauts prix donnés par les factoreries européennes pour une substance abondante et dont la récolte n'exige aucune dépense de force, ils dévastèrent les forêts, coupant les lianes, arrachant les plants, et sophistiquèrent les boules de caoutchouc à l'aide de fraudes nombreuses. Des arrêtés des Gouverneurs généraux (22 mai 1901, 20 février 1903, 9 décembre 1907, 25 juin 1908) essayèrent de mettre un terme à ces déprédations. Il y a lieu de remarquer l'arrêté du 1^{er} février 1905, dont les règles sont excellentes. Il dit que « les peuplements d'arbres à caoutchouc seront constitués par décision du lieutenant gouverneur autour des villages ; ils seront la propriété collective des habitants, à charge par eux de les entretenir ». Cet appel à l'indigène n'a pas eu cependant grand succès : il n'a pas encore compris l'utilité des cultures, alors qu'il y a des lianes dans les forêts voisines.

Il faut songer actuellement à réparer le mal et à reconstituer les réserves détruites. C'est à l'Européen qu'incombe cette tâche, avec la main-d'œuvre locale. Au lieu de se contenter d'acheter le caoutchouc apporté par les indigènes à des intermédiaires qui le volent, il doit entreprendre la création de vastes plantations, car il ne peut songer à aller lui-même dans la forêt traiter les lianes sauvages. La culture apparaît donc comme la seule solution possible ; le colon français dirigera l'exploitation qui, faite d'une façon scientifi-

que, permettra d'obtenir des produits de premier ordre, atteignant les plus hauts cours ; il plantera, soit des espèces indigènes, soit des espèces importées. Il y a là de nombreux problèmes techniques, mais il est démontré aujourd'hui que la valeur intrinsèque du caoutchouc de plantation (hévéas) est exactement la même que celle du para sylvestre fin. Notre Afrique occidentale a du reste devant elle l'exemple des colonies anglaises : Gold Coast, Lagos et Bénin, où des plantations d'hévéas et de funtumias ont été faites par les indigènes : la plupart des compagnies ont obtenu à la sixième année un bénéfice net de 20 %, qui est ordinaire.

Au Congo français, le trafic du caoutchouc représente près de la moitié du commerce (1). Les exportations, d'une valeur de 1.490.025 francs en 1901, ont monté à 8.922.548 francs en 1908 (dont 5.431.480 pour la France), et à 9.991.473 francs en 1909 (1.736.293 kilos). Mais le manque absolu de moyens de communication a jusqu'ici empêché l'exploitation des richesses situées dans l'arrière-pays. On peut donc espérer un accroissement dans la production, bien qu'elle ait sextuplé depuis vingt ans. Il y a certes loin entre ces résultats et ceux obtenus au Congo belge, qui a exporté en 1909 3.592.332 kilos de caoutchouc ; aussi l'Administration française a-t-elle pris des mesures pour aug-

1. Nous faisons des réserves au sujet de l'avenir de cette colonie, mutilée par le récent traité franco-allemand.

menter la production en autorisant, par exemple, le paiement de l'impôt indigène en boules de latex.

Le Congo français se trouve ici dans une situation spéciale, unique dans nos colonies. L'exploitation des essences à caoutchouc (herbes, arbres ou lianes) va être monopolisée par une Compagnie, mais la situation nouvelle créée par le traité franco-allemand est grosse de difficultés à son sujet. Elle provient de la fusion des onze sociétés concessionnaires créées en 1899, et s'engage à n'employer aucun procédé de nature à détruire les espèces et à procéder par voie de replantation au remplacement de celles qui viendraient à disparaître par son fait. C'est ainsi que l'ancienne obligation de replanter les espèces productives proportionnellement au caoutchouc extrait (150 pieds par tonne recueillie) est réduite au remplacement des pieds abattus. L'autorité concédante a intérêt à ce que la société ne laisse pas, à l'expiration de son contrat, des territoires épuisés, et il est à souhaiter que cette clause nouvelle soit observée un peu mieux que la précédente. Sans doute la pénalité édictée à l'article 32 de l'ancien cahier des charges, qui consistait dans le retranchement de 40 hectares de concession par mille pieds manquants était illusoire, eu égard à l'étendue des terrains concédés; mais il y avait là une obligation précise, qu'il était indispensable de maintenir en la sanctionnant efficacement. La société aura droit, à l'expiration de la période de dix ans pour laquelle

s'applique le nouveau régime institué par le décret du 20 juillet 1910, à la propriété pleine et entière des terres qu'elle aura plantées, cultivées, ou exploitées méthodiquement (art. 4). Grâce à cette disposition très heureuse, la Compagnie conserve la faculté qu'elle avait antérieurement de devenir propriétaire de toute la partie utile de son domaine. Elle semble appelée à réaliser des bénéfices considérables, comme ses devancières : quand le caoutchouc du Congo valait 16 francs le kilogramme, l'exportation de cette gomme, en 1910, représentait une valeur de 27 millions de francs. Pour l'acquérir, les compagnies concessionnaires ont importé 5 millions de marchandises de traite. On peut, en rapprochant ces deux chiffres, se rendre compte du bénéfice réalisé par les sociétés. Comme elles jouissaient d'un privilège domanial, qui est maintenu à la nouvelle, elles n'avaient point de concurrence à redouter et n'ont pas élevé leurs prix d'achat. La hausse des prix en Europe a augmenté leurs bénéfices, mais n'a pas profité aux indigènes, ce qui fait que la situation commerciale actuelle du Congo n'est pas en rapport avec la richesse réelle du pays.

En gardant le caoutchouc, la Compagnie s'est fait attribuer la seule vraie richesse du Congo. On peut affirmer que le nouveau régime qu'elle inaugure peut donner les plus brillants résultats, car la fusion, qui réduit dans une large mesure des frais généraux, permettra d'occuper les régions concédées, d'y attirer

des capitaux et des travailleurs, d'y susciter des industries, d'y stimuler le commerce. Il y a là un exemple frappant de la supériorité de Compagnies puissantes sur l'initiative individuelle, dont les efforts faibles et dispersés ne peuvent donner que des résultats insignifiants dans les pays neufs, à population primitive et clairsemée, en face du chaos sauvage d'une nature intacte et inhospitalière.

Quelles que soient les perspectives encourageantes de l'Afrique Occidentale et Équatoriale française pour l'approvisionnement en caoutchouc de la métropole, et bien qu'à eux seuls ces immenses pays aient exporté en 1909, 6.054.494 kilos de matière première sur 6.818.994, production de toutes nos colonies, il ne faut pas négliger nos autres pays producteurs, qui renferment eux aussi des promesses d'avenir fort intéressantes.

A Madagascar les essences laticifères ne sont pas encore complètement connues. La plupart des lianes, fournissant presque tout le caoutchouc exporté, n'ont pu être toutes définies scientifiquement, sauf quelques-unes comme les *Landolphia Madagascariensis*, et les *Marsdonia verrucosa*. Quant à l'*Euphorbia Intisy*, arbre qui donne un produit appelé intisy ou pirahazo, il est peu abondant et peu apprécié commercialement. Les indigènes ont exploité les lianes d'un façon barbare. Se laissant guider par l'intérêt, ils ont fourni le plus de caoutchouc possible, détruisant ou coupant les plan-

tes, ruinant ainsi des réserves qu'il faudra reconstituer. Les exportations reflètent cet état de choses. Après une régression marquée (2.213.149 francs en 1899, 545.630 francs en 1902) la marche en avant a été presque continue, encouragée par l'assujettissement à l'impôt de régions fertiles en essences caoutchoutifères : la nécessité, comme au Congo, de se libérer à l'égard du fisc a obligé les habitants à travailler un peu. L'Administration essaye de plus d'empêcher l'exploitation irraisonnée des lianes à latex, et elle se dispose à créer des écoles professionnelles, où l'indigène viendra apprendre les bonnes méthodes de culture et de saignée. Le résultat des mesures prises a été un accroissement des exportations après la crise de 1908 ; elles ont atteint en 1909 701.570 kilos, représentant une valeur de 4.613.920 francs.

La Nouvelle-Calédonie vient au quatrième rang parmi nos colonies exportatrices. Son caoutchouc est estimé sur le marché autant que la variété « caucho », dont le prix est inférieur du quart environ à celui du para fin. Longtemps les forêts intérieures avaient été délaissées. Mais la découverte du latex du banian, arbre énorme et prolifique, donna lieu aussitôt à une exploitation à outrance. Les exportations de la gomme passèrent de 60 kilos en 1898 à 23.110 en 1900, puis fléchirent à la suite d'une exploitation excessive : 11.268 kilos en 1903, 17.099 en 1904, 13.619 en 1908. Dans cette petite colonie, l'épuisement est à craindre, surtout à cause

de la pratique détestable des feux de brousse, si fréquents dans les pays tropicaux. Il serait urgent de faire appliquer les arrêtés qu'on n'a certes pas oublié de prendre (20 février 1901), mais qui sont restés lettre morte. La réglementation des saignées, de la vente et de l'exportation ne sera pas du reste suffisante : il faut créer des plantations nouvelles de banians, dont la réussite est aujourd'hui assurée, grâce aux expériences faites sur place depuis 1903. Ce caoutchouc de culture commence à apparaître dans les exportations, le banian produisant à la cinquième année, aussi celles de 1909 accusent un total de 27.537 kilos valant 210.608 francs.

En Indo-Chine, le caoutchouc occupe chaque année dans les exportations une place importante et il n'est pas douteux que son rôle futur n'y soit encore plus considérable. Dès 1899, l'exploitation des lianes a été entreprise d'une façon intensive. Cette année-là, le Tonkin exporta 51.000 kilos de matière première, la Cochinchine et le Cambodge réunis, 1513 ; dès 1904, les chiffres s'élèvent à 164.160 kilogrammes pour le Tonkin et à 13.017 pour les deux autres pays. L'exploitation de ce progrès est tout simplement l'exploitation abusive des lianes du Laos, dont le nom n'apparaît pas dans les statistiques, alors que les quantités exportées provenaient en grande partie de cette région. Aussi les campagnes suivantes ont accusé de brusques variations : en 1908 la valeur des envois s'est élevée

à 240.383 francs, pour retomber à 159.219 francs l'année suivante (54.454 kilos contre 35.382). Les perspectives d'avenir sont plus favorables : ayant sous les yeux les résultats extraordinaires, que nous analyserons tout à l'heure, des plantations anglaises dans la presqu'île de Malacca, comprenant, un peu tard, quelle source de richesses est la culture du caoutchouc, rationnellement conduite par de puissantes sociétés, nos colonies asiatiques se mettent à planter les hévéas dans les vallées du Sud-Annam, au Cambodge et en Cochinchine. Encouragée par l'Administration, par la publicité des journaux spéciaux, par les résultats favorables des expériences techniques que des hommes de valeur ont affirmées définitives, notre France asiatique, espérons-le, occupera dans quelques années une place importante parmi les pays producteurs du précieux caoutchouc. Il y a actuellement plus d'un million d'hévéas plantés en Cochinchine et commençant à rapporter, il y en aura, c'est un résultat minimum acquis dès à présent, 5.000.000 en 1920. Les concessionnaires sont nombreux et des sociétés se fondent ; 51 propriétés ont entrepris la culture de l'hévéa en Cochinchine, 4 sont exploitées par des sociétés anonymes créées à Paris, 5 par des sociétés fondées à Saïgon. Le total des capitaux engagés dans ces affaires n'arrive qu'à un faible chiffre de 11.500.000 francs. Qu'est-ce à côté du demi-milliard employé pour la mise en valeur des plantations de Malacca, des États Malais, de la Birmanie !

N'oublions pas du reste que l'épargne française y a contribué pour près de 100 millions.

Le but de ces sociétés est accessoirement l'exploitation des réserves, mais surtout la plantation de repeuplement par les hévéas, dont la supériorité s'est affirmée avec une telle évidence ces dernières années, qu'il deviendra de plus en plus difficile à une autre essence de lutter contre l'hévéa sur le marché mondial (car le caoutchouc, comme toutes les questions économiques, est une question mondiale); et on fera tellement d'hévéas de plus en plus, partout où on le pourra, avec, comme résultat, une telle abondance d'excellent latex à bon marché, que tous les autres caoutchoutifères seront, il y a lieu de le craindre, forclos.

Étant donnée l'ampleur des plantations, qui débutent dans nos colonies mais ont déjà pris un développement considérable dans les autres pays asiatiques près de l'Équateur, le caoutchouc qui en provient est appelé à prendre une part croissante dans la consommation. Aujourd'hui avec une consommation évaluée à 80.000 tonnes anglaises (1 tonne = 2.000 livres anglaises de 453 grammes = 906 kilos) les 8.500 provenant des plantations représentent un peu plus de 10 %; et ce qui montre l'avenir réservé à nos cultures coloniales, c'est que cette part s'accroîtra fatalement du fait que *les quantités de para sylvestre jetées sur le marché ne pourront pas être grandement accrues*. En 1910 le para provenant du Brésil a représenté plus de 50 % de la

quantité consommée, soit 41.000 tonnes ; or malgré l'élévation des prix, les producteurs de para, en dépit des rafles à outrance exécutées cette année-là dans les forêts, n'ont pas pu augmenter leur production, car l'éloignement de plus en plus grand des réserves de caoutchouc et les difficultés du transport rendent l'exploitation fort onéreuse. Si la production n'a pas augmenté avec les hauts prix, elle ne peut que diminuer. La baisse de ces prix provoquera une pénurie de main-d'œuvre, et plus ils baisseront, plus la main-d'œuvre fera défaut. Ce résultat ne doit pas étonner ceux qui connaissent les procédés d'exploitation au Brésil, aussi peut-on douter de la surproduction du para brésilien, dont la quantité dans l'avenir, à moins d'un remaniement total dans les conditions d'exploitation, suivra une marche d'autant plus décroissante que les prix s'aviliront. Le Brésil a exporté en 1910 41.500 tonnes, contre 42.000 en 1909, 40.000 en 1908, 41.500 en 1907 ; c'est une production, on le voit, à peu près stationnaire.

Jusqu'ici, production et consommation se sont à peu près équilibrées. En sera-t-il toujours ainsi ? Voilà la grave question qui se pose, non seulement pour nos colonies qui, une fois de plus, sont arrivées en retard, à la onzième heure, dans cette course vers le caoutchouc de plantation, mais pour le monde entier. Impossible d'y faire une réponse certaine. Il est de toute évidence que les progrès des nouvelles industries ont

pour conséquence une augmentation de la consommation du caoutchouc, dont les emplois sont d'ailleurs extrêmement variés. C'est ainsi que la France a importé (caoutchouc et gutta-percha bruts) pour 208.847.000 fr. (dont 24.167.088 francs de ses colonies) en 1909, et pour 266.914.000 francs en 1910. Cette progression remarquable existe également pour les exportations françaises de caoutchouc qui se sont élevées de 130.584.000 fr. en 1909 à 193.528.000 francs en 1910, et on la constate dans presque tous les pays du monde. Reste la question des stocks. D'après les statistiques Grisar et C^o, ils s'élevaient en septembre 1911 à 5.530 tonnes, non compris le stock de la valorisation, alors qu'en février 1909, ils étaient de 2.029 tonnes. La production semble donc avoir dépassé la consommation, mais on objecte que la différence des stocks entre 1909 et 1911 ne doit pas être aussi caractérisée qu'elle le paraît à première vue ; car les stocks invisibles qui se trouvaient en grande abondance entre les mains des industriels ont subi en 1910 et 1911 un resserrement considérable, et cela s'explique fort bien par les conditions du marché (soubresauts des cours de la matière première et prix, en 1910, inconnus jusqu'alors), qui poussaient ces industriels à n'acheter qu'au jour le jour et à ne pas faire de grandes provisions. La consommation absorbe donc actuellement, fait capital pour l'avenir de nos plantations coloniales, à peu de choses près toute la production. L'accroissement énorme de la demande

compensera celui du rendement des plantations, d'autant plus que la production de caoutchouc sylvestre, comme nous l'avons démontré, n'est pas appelée à se développer. Mais il faut bien se convaincre de ce fait que ce n'est pas l'Europe qui régit les cours du caoutchouc, pas plus qu'elle ne régit ceux du cuivre ou du pétrole : c'est la demande américaine qui domine ce marché. Quand l'activité économique des États-Unis se restreint, les prix fléchissent, quand elle reprend, ils se raffermissent. Nul pays n'a un pouvoir plus grand de récupération ; et il n'est jamais sage de faire beaucoup de fonds sur le maintien du *statu quo* ; aussi ne faut-il pas conclure que la consommation ne suffira plus à la production : on a même constaté que lors des plus hauts cours cotés il n'y a pas eu de déséquilibre profond.

Telle est, esquissée à grands traits, la physionomie générale de la question du caoutchouc et l'état actuel des colonies françaises. Il importe maintenant d'indiquer les mesures propres à encourager cette culture et à lui assurer le marché métropolitain. Voici celles qui intéressent nos pays de production :

1° Création de plantations modèles par les associations agricoles et commerciales.

2° Concession gratuite par le gouvernement de terres appropriées à cette culture, ou du moins établissement d'un prix uniforme aussi bas que possible.

3° Réduction des droits de sortie sur le caoutchouc de plantation.

4° Propagande par la presse, par des circulaires, faisant valoir les avantages réservés aux capitaux engagés dans l'industrie du latex, et indiquant les meilleures méthodes à suivre pour s'y livrer (Écoles de caoutchouc).

5° Protection des peuplements naturels et création de réserves forestières dans lesquelles il sera défendu de couper des arbres.

6° Envoyer des ingénieurs spécialistes dans les contrées où la culture de l'hévéa a réussi, en vue d'étudier et de vérifier les méthodes employées.

7° Établir une ou plusieurs expositions de caoutchouc d'un caractère instructif, dirigées par des personnalités compétentes, et auxquelles seraient annexés des laboratoires physiques.

8° Création de prix destinés à récompenser les meilleurs travaux, notamment en ce qui concerne la coagulation, les inventions de machines.

9° Répression sévère des fraudes, surtout de celles qui consistent à mélanger le latex de diverses espèces d'arbres et à donner de fausses indications de qualité et d'origine.

10° Établir une série bien définie des différentes variétés de caoutchouc en tenant compte des qualités physiques de l'échantillon et de son origine.

En ce qui concerne le marché français, qui, à qua-

lité égale, doit préférer les produits de ses colonies aux produits étrangers, la question de l'importation du caoutchouc provenant de ses possessions tropicales a rencontré jusqu'ici un grand obstacle : c'est l'absence d'un marché sérieusement organisé. Tandis que Hambourg et Anvers font de remarquables progrès, il n'existe pas chez nous de marché au Havre et il vient à peine d'en être constitué un à Bordeaux. Par suite, nos industriels, forcés de se fournir sur les marchés étrangers, y achètent le caoutchouc venant de nos propres colonies, caoutchouc qui, après avoir été importé chez nos voisins par des navires étrangers et acheté par des intermédiaires, rentre en France naturellement grevé par ces manipulations successives. Cette situation anormale doit prendre fin ; il est grand temps, aussi bien dans notre intérêt que dans celui de nos colonies, d'avoir en France un marché bien approvisionné, un entrepôt général. Ce marché est indispensable : le producteur ne peut se mettre directement en rapport avec l'industriel acheteur, sauf de très rares exceptions, comme celle-ci : le producteur est une société connue, d'une honorabilité éprouvée, possédant des relations d'affaires avec le pays de l'acheteur. Et encore ce contrat direct offre des inconvénients pour les deux parties : le vendeur qui livrerait sa marchandise à chaque réquisition ne pourrait constituer des stocks et bénéficier ainsi d'une hausse éventuelle des cours. L'acheteur préfère s'approvisionner sur un mar-

ché, au risque de payer plus cher, parce qu'il est certain de trouver la quantité nécessaire et la qualité qu'il désire. Il faut donc de toute nécessité constituer un marché de caoutchouc et concentrer pour cela les efforts sur un port bien choisi. Bordeaux semble désigné pour remplir ce rôle. C'est le débouché naturel pour la France de l'Afrique et de l'Amérique et il a déjà réalisé quelques progrès dans cette voie. On y a importé en 1910 2.326.400 kilos de caoutchouc brut, contre 1.987.565 en 1909, 1.103.000 en 1903, et seulement 175.589 kilos en 1899.

Supposons maintenant ces divers desiderata réalisés : encouragements à la culture, création d'un marché. Est-il vrai que les planteurs soient certains de gagner de l'argent en plantant du caoutchouc, est-ce en d'autres termes une culture riche au même titre que le thé ou le cacao, susceptible d'enrichir les hommes d'initiative qui l'entreprendront?

Incontestablement, oui.

Voici un compte de culture type, établi d'après les moyennes générales fournies par les sociétés productrices et pour une plantation d'hévéas à Malacca de mille hectares (un dollar = 2 fr. 70.)

	Dollars
	—
Achat du terrain 2, 43 dollars par hectare .	2.430
Redevance, arpentage, abatage, brûlage, nettoyage, drainage, chemins, alignements .	58.624

Sarclage, graines, outillage, transports . .	27.742
Habitations pour mille ouvriers, appointe- ments des surveillants	28.712
Divers et imprévu	7.574
Total des dépenses de la 1 ^{re} année . .	125.082
Entretien et sarclage pendant les 2 ^e , 3 ^e , 4 ^e et 5 ^e années	77.918
Total des dépenses à la fin de la 5 ^e année.	203.000
c'est-à-dire 203 dollars par hectare (548 fr. 10).	

Résumé des recettes et des dépenses en portant, à partir de la sixième année, une dépense annuelle de 10.000 dollars.

ANNÉES	Recettes totales et annuelles	Dépenses totales et annuelles	Bénéfices	Pro- gression en %
	<i>Dollars</i>	<i>Dollars</i>		
5.....	154.812	203.000	»	»
6.....	275.576	213.000	62.576	10
7.....	490.504	223.000	267.504	32
8.....	743.204	233.000	510.204	50
9.....	995.904	243.090	752.904	56
10.....	1.422.036	253.000	1.169.036	75

Nous avons supposé : 266 arbres à l'hectare, rendant à cinq ans 227 grammes de latex, à dix ans 801, et le prix de vente du kilo à 2 dollars. Ces chiffres sont bien inférieurs à la réalité : on compte 150 arbres à l'acre (40 ares 47) dans presque toutes les compagnies

anglaises, leur rendement suit une progression plus rapide, et quant au prix du kilo : 5 fr. 40, il est bien modéré, puisque le plus bas prix connu de ce para a été de 5 fr. 15, et le plus haut 34 fr. 50.

Il est bien vrai que les nombres indiqués n'ont qu'une valeur très relative, tout dépend de la vigueur des arbres, par suite de la nature du sol, et du bon entretien de la plantation, comme aussi des conditions climatiques et de la manière de saigner. Mais dans la pratique, les rendements indiqués ci-dessus ont été dépassés dans une proportion considérable. Le tableau suivant indiquera avec éloquence les bénéfices véritablement fantastiques qu'ont réalisés les sociétés anglaises de la Malaisie les plus connues, grâce au boom du caoutchouc en 1910, bénéfices qu'il n'aurait tenu qu'à nous de conquérir en Indo-Chine, si nous avions eu l'initiative d'y faire de vastes plantations vers 1900, ou simplement d'y suivre aussitôt le silencieux exemple des sociétés britanniques.

(L'acre vaut 40 ares 47. La livre anglaise (lb.) vaut 453 grammes.)

SOCIÉTÉS	(Chiffres en lbs.)	1907	1908	1909	1910
Batu Caves	Production....	4,312	16,585	43,527	171,739
	Prix de revient..	»	»	»	1 sh. 036
	Prix de vente..	3 sh. 4	4 sh. 8	7 sh. 11	7 sh. 3
	Divid. en %....	»	10 %	50 %	205 %
Cicely	Production....	19,069	42,695	53,341	85,280
	Prix de revient..	»	»	»	1 sh. 006
	Prix de vente..	4 sh. 10	3 sh. 6	4 sh. 7	7 sh. 4 1/2
	Divid. en %....	20 %	47 %	55 %	240 %
Selangor	Production....	70,577	120,154	184,979	326,654
	Prix de revient..	»	»	»	1 sh. 1
	Prix de vente..	5 sh. 1/2	3 sh. 10	4 sh. 4	6 sh. 11
	Divid. en %....	40 %	75 %	287 %	390 %
Vallombrosa	Production....	»	225,302	272,741	371,316
	Prix de revient..	»	»	»	0 sh. 11 1/2
	Prix de vente..	»	3 sh. 7	4 sh. 8	8 sh. 3
	Divid. en %....	»	55 %	80 %	250 %

On voit par ce tableau que l'année 1910 a été capitale dans l'histoire du caoutchouc. Elle est en effet marquée par deux faits de la plus haute importance. Les prix ont, durant cette année, atteint des niveaux qu'on n'avait pas encore vus, et les titres des sociétés productrices ont été poussés à des cours très élevés. De là des fortunes énormes, qui sont allées en grande partie aux colonies anglaises, aux planteurs et aux intermédiaires anglais, pendant que nos propres colonies assistaient immobiles à l'afflux de l'or chez leurs voisines étrangères, car il était trop tard pour rattraper le temps perdu. Elles se réveillent un peu aujourd'hui, mais il est attristant de penser que ce sont les Anglais, dans des conditions de climat, de sol, de main-d'œu-

vre, identiques aux nôtres, qui ont donné l'exemple, inauguré une industrie nouvelle, risqué leurs millions et consacré leur énergie à une culture pleine d'avenir, alors que pas un Français ne mettait en Indo-Chine la main à l'entreprise.

Des économistes ont répondu : Le boom du caoutchouc en 1910, mais c'est de la spéculation ! Ces bénéfices considérables ne pouvaient être logiquement escomptés par les sociétés ; et dire à nos colonies : « Voilà ce que vous avez perdu », c'est les accuser de n'avoir pas profité de manœuvres spéculatives impossibles à prévoir ! Qu'on se rappelle la débâcle finale des essais des hommes d'affaires américains en Amérique Centrale, où les plantations de castilloa avaient donné lieu, comme l'hévéa dans les colonies anglaises et au Brésil, à un boom déraisonnable. Les Anglais sont du reste coutumiers du fait : souvenez-vous de l'engouement de nos capitalistes pour les mines d'or et de l'agiotage effréné qui s'en est suivi, des prospectus fallacieux et des artifices de Bourse qui ont grisé l'esprit public et sont parvenus à nous soutirer, en peu d'années, plus d'un milliard. Que signifient ces soubresauts des cours de la matière première entre 5sh.7 et 12, 6 la livre, le para variant en mars de 8 à 11 sh. 5, en avril de 11 à 12, 6, en juillet de 10 à 8 sh., en septembre de 9 à 7 sh. clôturant en décembre à 5, 7 ? Ces cotes sont-elles le résultat du jeu de la loi de l'offre et de la demande ? Évidemment non. Peut-on dire qu'au cours

de 12 sh. 6 la livre (34 fr. 50 le kilo) le caoutchouc était payé sa valeur intrinsèque ? A ce compte pour le prix de 3 kilos de para, on aurait obtenu 1 kilo d'argent ou 65 kilos de cuivre ! Enfin les titres des sociétés productrices ont été portés à des cours fantastiques : d'une valeur nominale de 2 shillings pour la plupart, ils sont montés à 30, 40, 70 même, en quelques mois. On ne peut donc que souhaiter qu'on ne revienne pas à ces cotes extravagantes, qui ont été une source de ruines pour beaucoup, et une gêne énorme pour les consommateurs.

Cet impressionnant tableau est exagéré et incomplet. La Bourse est le baromètre de la prospérité et de la politique, et quand on y considère les commotions qui s'y produisent, les grands courants d'affaires qui s'y dessinent, on est forcé de reconnaître qu'à l'encontre des maisons de jeu, il y a toujours une base, une logique. Certes la spéculation joue un rôle, et un très grand ; mais elle est impuissante à soutenir longtemps un grand mouvement. Si nous avons perdu un milliard au petit jeu des mines d'or, c'est qu'il n'y avait aucune base sérieuse à l'envolée des actions. Mais pour le caoutchouc il en va autrement. La consommation mondiale de ce produit a fait des progrès bien supérieurs à toutes les prévisions. Elle représente actuellement une somme annuelle de 1.245.000.000 83.000 tonnes environ, à 15 francs le kilo), somme qui représentait, il y a dix ans, la production aurifère

mondiale ; aussi a-t-on pu dénommer le caoutchouc : l'or noir. Comme d'autre part, la quantité annuelle de caoutchouc sylvestre de première qualité demeurerait stationnaire, il a bien fallu que les plantations comblassent le déficit. Les dividendes distribués en 1910 par les sociétés sont, non seulement justifiés par l'augmentation du rendement en latex, mais probablement destinés à s'accroître dans l'avenir. Même en supposant que les prix de la matière première se stabilisent à un niveau inférieur aux prix actuels, l'accroissement de leur production serait pour ces sociétés une compensation suffisante à la réduction du profit : leur prix de revient moyen est de 1 sh. 3 par livre anglaise, prix susceptible de diminution, alors que le plus bas prix connu du para est de 2sh.9, laissant un bénéfice minimum de 100 %, dès le plein rendement des arbres, à la huitième année. Les violentes variations des cours du para en 1910 ont été causées surtout par l'irrégularité de l'approvisionnement des marchés et par les besoins immédiats d'une consommation croissante. La spéculation y a eu sa part, mais, sans pouvoir la chiffrer exactement, on peut affirmer qu'elle a exagéré de 3 ou 4 shillings au plus le prix de la livre. Quant au cours des actions, mettant à part les sociétés véreuses qu'on a réussi à faire flotter à la faveur de la hausse, on constate que pour les valeurs de caoutchouc sérieuses et payant des dividendes, il n'y a pas eu d'effondrement, comme celui de 1895 sur les mines d'or. En

dépît des campagnes de baisse pendant l'automne de 1910, pendant laquelle on faisait au Stock-Exchange des échanges de 10.000 titres, d'un seul coup de crayon, personne n'a réussi à casser les cours; ils n'ont fléchi en moyenne que de 30 % sur le plus haut prix et sont restés supérieurs aux plus bas, qui étaient de vingt et vingt-cinq fois leur prix d'émission. Les achats constants des capitalistes basés sur des dividendes représentant actuellement 7 à 10 % du cours coté, dividendes susceptibles de progression, ont empêché un krach du reste parfaitement injustifié.

Certes ce n'est pas uniquement par la hausse ou la baisse des valeurs qu'il faut juger de la prospérité d'un pays, mais elles indiquent fidèlement la tendance du commerce et de l'industrie. On aurait dû voir à Paris la même activité financière qu'à Londres, la même agitation féconde; on devrait voir sur les cotes des titres de sociétés de caoutchouc dans nos colonies, aussi bien que des valeurs de cultures riches en général: de café, de thé, comme à Londres, de tabac, comme à Amsterdam, de cacao, comme à Mexico; et non pas seulement, à part de vagues valeurs de caoutchouc congolaises ou australasiennes, des trusts de papier anglais, dont l'histoire un moment brillante, purement spéculative d'ailleurs, a causé aux capitalistes français plus d'une déception.

L'Administration coloniale, les colonies, les commerçants, les colons, tout le monde a sa part de respon-

sabilité dans cette situation. Notre politique de mise en valeur s'est montrée inférieure, imprévoyante. Nos colonies, surtout l'Indo-Chine, ont perdu une occasion d'augmenter leurs ressources grâce à la culture riche par excellence, au caoutchouc. S'il n'est pas trop tard pour en faire, car son avenir est illimité, la concurrence que vont rencontrer nos pays tropicaux dans la production ne leur permet plus d'arriver d'un bond à la fortune comme leurs rivaux britanniques, maintenant que le feu d'artifice a été tiré.

CHAPITRE IX

Le sucre et le coton

L'examen rapide de la production du sucre a pour but de montrer, à l'encontre des autres cultures riches, que nos colonies commettent une erreur économique non seulement en créant de nouvelles plantations, mais même en conservant les situations acquises. Pour le coton, qu'on devrait, d'après notre définition, considérer comme une culture riche, le problème est beaucoup plus complexe.

Examinons la question du sucre : sans vouloir faire revivre la réglementation étroite de l'ancien pacte colonial, il est légitime de souhaiter que les entreprises agricoles de nos compatriotes coloniaux soient dirigées de telle sorte qu'elles ne fassent pas concurrence aux produits français d'exportation, ni à l'agriculture nationale. Il faut que nos colonies, par prudence, reviennent aux denrées qui ne trouvent pas de concurrence sur le sol même de la France. Lorsque ce sol peut les fournir sans gêner les autres productions, en quantité et en qualité suffisantes pour satisfaire

les besoins intérieurs, on n'ira pas demander celles des colonies.

Or en France 27 départements sont intéressés à la culture de la betterave et cette exploitation occupe environ 55.000 ouvriers ; des capitaux considérables sont engagés dans la culture proprement dite ou dans la fabrication du sucre ; l'industrie du raffinage est l'une des plus considérables du pays. Aujourd'hui, la production du sucre indigène excède de beaucoup les besoins de la consommation. C'est pourquoi non seulement il n'y a pas lieu de chercher à développer dans nos colonies la culture de la canne, mais elles feraient mieux de faire d'autres cultures. L'appoint que fournit le sucre colonial français à la consommation métropolitaine est purement artificiel et ce sucre n'entre que grâce aux exportations de sucre de betterave. Chez nous nombreux sont ceux qui conseilleraient volontiers aux planteurs coloniaux d'aller chercher ailleurs un débouché pour leurs sucres. Seulement, ces débouchés, ils ne peuvent les trouver dans les pays étrangers qui sont eux-mêmes ou exportateurs, ou producteurs.

Nos colonies sucrières seraient donc avisées en renonçant à la canne, qui leur a causé tant de désastres. Dans une lutte avec la métropole, le plus qu'elles peuvent espérer est de se maintenir tant bien que mal, mais elles finiront toujours par être vaincues. La multiplicité d'intérêts en présence dans cette question du sucre, l'une des plus importantes dans le domaine éco-

nomique, a provoqué tant de changements successifs et souvent contradictoires dans une législation qui a dû se plier aux circonstances, que nos colonies, en s'obstinant à faire du sucre, ressemblent, suivant la métaphore classique, au pot de terre qui lutte contre le pot de fer. La production indigène, déjà menacée par les sucres de betterave européens à tel point que pour les écarter il a fallu prendre des mesures fiscales onéreuses pour le Trésor, serait garantie contre le péril colonial en cas de nécessité, dût-on taxer le sucre de nos colonies au delà de l'équivalent de l'impôt perçu en France sur le sucre indigène. La culture de la canne à sucre n'a donc aucun avenir dans les possessions françaises.

Faut-il produire du coton dans nos colonies ? Il y a peut-être quelque audace à faire des réserves au sujet de l'avenir de notre culture cotonnière.

Certes, c'est une culture riche : si elle exige, d'après les comptes des producteurs américains, une mise de fonds assez élevée : de 900 à 1.200 francs par hectare, le bénéfice net peut atteindre en quelques années de 150 à 200 francs. Ici, ce ne sont pas les débouchés qui manquent, mais sa culture a donné des résultats bien médiocres.

Voici les données du problème. Les consommateurs européens de coton sont depuis quelques années fortement préoccupés au sujet de l'approvisionnement en matière brute nécessaire à l'industrie cotonnière, parce que les pays manufacturiers ne cultivent pas le coton-

nier, alors que les pays producteurs veulent également le manufacturer. De plus le continent européen est l'esclave des États-Unis pour cet approvisionnement, et dans ce pays le développement de l'industrie, joint à une diminution de l'exportation, tend à réduire l'importance de cette exportation par rapport à la récolte; l'accroissement de la production cotonnière à l'intérieur est moins rapide que celui de la consommation. Il en résulte qu'il y a de moins en moins de matière première disponible pour l'industrie européenne.

C'est pourquoi, dès 1901, un mouvement cotonnier se fit jour, des associations se formèrent (La British Cotton Growing Association, l'Association cotonnière coloniale); dans un congrès de la Fédération internationale des Filateurs et Manufacturiers de coton, tenu à Bruxelles, il fut reconnu que l'extension de la culture du cotonnier dans différents pays devenait une question vitale pour l'industrie de ce produit, et on décida notamment qu'une délégation visiterait l'Inde, afin d'étudier la possibilité d'y améliorer et d'y étendre les cultures cotonnières.

De son côté la France a demandé du coton à l'Afrique occidentale. Il a donné peu de résultats jusqu'à présent ailleurs qu'au Dahomey, car, en dépit des efforts faits pour en développer la culture, sa part dans les exportations est tout à fait minime (0,2 % du total général des exportations, représentés par 87.780 fr. en 1908, sur lesquels le Dahomey a fourni 68.695 fr.).

L'Administration coloniale, d'accord avec l'Association cotonnière, est décidée cependant à protéger vigoureusement cette culture, à la développer en particulier dans la région voisine du Cameroun que sillonnent les voies fluviales tributaires de la Bénoué, affluent du Niger, et elle a envoyé des égreneuses dans différents postes. Les colonies africaines des autres pays encouragent aussi la culture du coton. C'est ainsi que l'Afrique Orientale allemande a organisé un système d'achat au producteur noir, fort ingénieux.

Le but de tous ces efforts est des plus louables. Quel splendide résultat, si notre terre africaine pouvait nous donner tous les ans le million de balles de coton que nous sommes forcés de prendre aux États-Unis ! C'est bien difficile.

Le coton africain ne peut faire concurrence au produit américain, ni à l'heure actuelle pour les raisons de quantité (60.000 balles ne sont rien dans la consommation) ni dans l'avenir pour des raisons de qualité. Jamais le coton longue-soie (variétés Upland, Sea Island) n'a réussi sur les terres africaines, seul le coton courte-soie y pousse, en Egypte par exemple. Or l'avenir est aux cotons à très longue soie, et nos industriels, qui veulent que le continent noir soit mis au coton, ne demandent sur les marchés et n'apprécient pour leurs usines que les cotons à longue soie, c'est-à-dire que le produit américain. Le coton que l'Afrique pourrait lancer sur le marché serait tout au plus capable de faire

concurrence aux cotons indiens ou égyptiens, et encore aurait-il à lutter contre des difficultés énormes : manque d'irrigations, de voies de communication, inexpérience des indigènes. De plus il serait très difficile de recruter la main-d'œuvre, parce que l'expérience a prouvé que la culture du coton à ses débuts dans un pays neuf était fort peu rémunératrice, et il serait par suite impossible de payer les travailleurs autant que dans les autres plantations (caoutchouc, maïs, sorgho, etc.).

On peut conclure de ces quelques observations que la culture du cotonnier en Afrique française est bien aléatoire. L'état actuel des plantations ne justifie pas de vastes espérances, on ne peut que former des souhaits de réussite dans l'avenir.

CHAPITRE X

La question de la détaxe

L'étude que nous venons de faire des cultures riches, qu'il y a intérêt à maintenir et à développer dans les colonies françaises, montre que leur production, malgré l'extension indéniable qu'elle a prise depuis quelques années, est encore très éloignée d'occuper sur le marché français la place qui logiquement devrait lui appartenir. Cette insuffisance de la production coloniale apparaît d'une façon encore plus frappante, quand on considère la place prépondérante qu'ont su conquérir les colonies britanniques sur le marché anglais, même sans privilège douanier ; elles ont presque entièrement libéré le Royaume-Uni de la lourde contribution qu'il payait aux États étrangers pour l'achat de ses denrées alimentaires, notamment de ses denrées riches : thé, cacao, vanille. Si on examinait les statistiques du commerce d'exportation des colonies néerlandaises avec les Pays-Bas, on aboutirait à une conclusion analogue.

A quoi donc tient l'infériorité du commerce colonial

d'exportation des denrées riches vers la France? En dehors des causes générales : timidité des capitaux métropolitains, habitudes routinières du consommateur et du commerçant français, infériorité de notre agriculture coloniale, il en est une qui mérite une attention toute spéciale, c'est le régime douanier colonial des cultures riches. Il soulève deux questions que nous allons étudier simultanément : d'abord une question de principes : est-il juste et rationnel? — puis une question d'intérêt pratique : est-il suffisant pour donner à la production coloniale l'impulsion nécessaire? Dans cette double étude, notre but sera de donner une idée générale de la législation douanière des denrées riches, sans faire pour aucune un exposé particulier; nous laisserons ainsi de côté ce qui se rapporte au sucre, dont la production est plus que suffisante et dont la législation est trop complexe pour être examinée en détail.

En ce qui concerne la question de principes, il serait tout à fait superflu de discuter ici le principe même du protectionnisme. Mais une distinction s'impose : Le protectionnisme métropolitain ne peut pas être le même que le protectionnisme colonial. Une différence de nature les sépare. La barrière douanière dont s'entoure la France lui profite en même temps qu'elle la gêne, c'est la même société qui défend sa production en réglementant sa consommation : producteur et consommateur tantôt se confondent, tantôt sont unis par tellement de liens que leurs sorts sont associés, et les excès

auront des répercussions si multiples qu'ils seront rapidement découverts et supprimés.

Toute autre est la barrière douanière, dont la volonté souveraine de la métropole entoure les colonies. Elle est une servitude économique imposée à des pays distincts, et il est difficile de s'apercevoir des erreurs commises. S'il est vrai que la préoccupation de l'intérêt métropolitain doit être prépondérante, il faut que cet intérêt soit bien compris : il n'est pas désirable que les colonies soient pauvres et en établissant leurs tarifs douaniers, il faut éviter tout ce qui peut gêner leur développement, et avoir, comme en matière politique, ce libéralisme qui est la suprême habileté. Comme c'est la métropole qui, en dernière analyse, bénéficiera de la prospérité de ses colonies dont la puissance d'achat sera accrue, elle doit leur accorder la protection intégrale de ses tarifs, c'est-à-dire la franchise pour leurs importations et calculer les droits avec la préoccupation non seulement d'aider, mais même de provoquer la production coloniale. Alors les colonies trouveront leur véritable destination, qui n'est pas d'être les clients pauvres d'un fournisseur riche, mais les fournisseurs aisés d'un acheteur plus riche. Toutes ces matières premières, ces denrées riches que notre climat et notre géologie ne nous permettent pas de tirer du sol français, — café, thé, cacao, caoutchouc — nos possessions doivent nous les fournir. Une puissance coloniale prospère par ses colonies ou périlite par elles, car elles ne

peuvent rester un élément neutre de la situation économique et politique. C'est le régime douanier qui décidera de leur prospérité ou de leur misère, de leur attachement à la métropole ou de leur indifférence, sinon de leur hostilité à son égard, et par suite il exerce une influence, qu'on ne saurait trop mettre en relief, sur toutes les questions économiques et politiques intéressant les régions colonisées.

Encourager les colonies à nous fournir les denrées riches — et d'une façon générale toutes les richesses de leur sol et de leur sous-sol (phosphates, métaux...) — tel est le but. Une protection très large deviendra une véritable prime, la plus efficace, à leur production et à leur exportation, ce sera une politique prévoyante et avisée. Cette vérité est d'ailleurs si évidente que le législateur de 1892 l'admettait lui-même, en édictant que les faveurs (ou soi-disant telles), du tarif colonial, pourraient même être accordées à des colonies n'appliquant pas chez elles les tarifs métropolitains. Allons jusqu'au bout de ce libéralisme, en n'inscrivant au tableau E (tarif colonial) qu'une *mention générale d'exemption* et en reportant, au besoin, certains droits sur des articles étrangers, dont nos colonies peuvent nous procurer les similaires.

Un rapide exposé historique de la législation douanière des cultures riches va montrer que leur admission en franchise dans la métropole est non seulement la conséquence nécessaire du régime en vigueur, mais

encore l'aboutissement logique de la politique coloniale des siècles passés.

Jusqu'à la Révolution, les idées de monopole avaient été pour les négociants de France la base des relations avec les colonies, dans le but d'écarter les étrangers du commerce de ces dernières, et on allait même jusqu'à établir le monopole de la vente en France des denrées coloniales comme le prouve l'édit suivant du roi, donné à Versailles en janvier 1692 et vérifié en Parlement le 26 février de la même année :

« Que tout caffè en fève et en poudre, le thé, le sorbec et le chocolat, ensemble le cacao et la vanille, ne soient vendus et débitez, tant en gros qu'en détail, dans toute l'étendue de notre royaume, pais, terres et seigneuries de notre obéissance, que par celui auquel Nous en aurons accordé la faculté, par ses procureurs, commis et préposez, et que les boissons qui seront faites desdits caffè, thé, sorbec et chocolat, ne puissent être débitées en détail que sur ses permissions par écrit, pour chacune desquelles il luy sera payé trente livres par an à Paris et dix dans les autres villes, pour forme de droit annuel. »

En dépit de cette réglementation étroite, les idées de liberté économique faisaient leur chemin et apparurent sous la Révolution, qui inaugura un régime douanier basé sur les idées de Turgot et d'Adam Smith, partisans de la liberté des échanges coloniaux. Mais ce régime ne fut pas établi sans discussions : un parti dé-

sirait la suppression des droits d'entrée en France sur tous les produits, à l'exception des cafés, sucres terrés et tafias; un autre estimait que les denrées coloniales importées dans la métropole ne devaient jouir d'aucune faveur spéciale. L'accord se fit néanmoins sur les bases suivantes : La Constituante posa le principe que « le commerce des colonies est un commerce entre frères, un commerce de la nation avec une partie de la nation » (séance du 15 juillet 1790). Aussi les produits coloniaux furent-ils soumis à des taxes d'importation atténuées et simplifiées, et ceux qui servaient à l'industrie nationale (sucre) entrèrent en franchise. La Convention alla plus loin encore dans la voie des libertés commerciales : elle exempta de tout droit les denrées venant des îles françaises d'Amérique; mais sous le Consulat, un décret du 19 avril 1801 fit revivre le régime politique et administratif existant sous l'ancienne monarchie, et les droits de douane furent rétablis.

Bonaparte fit plus : voulant nuire à l'Angleterre, il décida en 1802 que tous les produits coloniaux (sucre, café, cacao) seraient considérés comme produits étrangers et frappés de droits élevés. Il espérait ainsi l'écartier de notre commerce colonial. Mais la menace tomba dans le vide, car l'Angleterre garda nos colonies jusqu'en 1814.

Après le rétablissement du pacte colonial en 1814 et les dégrèvements accordés dès 1818 aux produits des colonies à la suite de crise de l'abolition de l'esclavage,

aucune mesure importante ne fut prise pour les denrées riches jusqu'en 1861.

En somme, de 1670 à 1861, les possessions coloniales ont été considérées comme des fermes, dont l'exploitation devait tourner au plus grand profit de la métropole.

La loi du 3 juillet 1861 et le sénatus-consulte du 4 juillet 1866 opérèrent un changement dans la politique économique suivie à l'égard des denrées riches : les colonies purent les exporter à l'étranger, et la métropole acquit le droit d'en recevoir de toute provenance. C'est le régime de l'autonomie douanière, qui sacrifiait le commerce métropolitain, la marine métropolitaine par la suppression de l'intercourse coloniale, laissant les colonies exporter de plus en plus à l'étranger et y acheter en plus grande abondance. Il est vrai que le mouvement commercial devenait plus actif, que les débouchés ouverts aux cultures riches étaient une prime efficace à leur production, mais cet élan ne profitait en rien à la métropole, dont la part contributive dans les échanges de ses colonies baissait à l'avantage de l'étranger. Or le but véritable du régime douanier des cultures riches d'une nation coloniale est de l'approvisionner de ces denrées exotiques, tout en enrichissant le pays producteur. Que lui importe un puissant mouvement commercial, une production abondante, dans ses possessions d'outre-mer, si elle n'en profite pas ? Il faut donc trouver un système qui puisse à la fois fournir à la France les denrées riches nécessaires,

et réserver d'autre part le marché métropolitain aux productions coloniales, en encourageant ces dernières.

C'est ce but qu'a cru atteindre le législateur de 1892, en consacrant le principe de l'assimilation du sol colonial au sol métropolitain, c'est-à-dire, au point de vue des cultures riches, leur admission en franchise. Telle est la théorie, en fait on distingue trois catégories de produits riches : le sucre paye, à l'entrée dans la métropole, les droits inscrits au tarif métropolitain. Remarquons toutefois que le droit de douane ainsi établi sur le sucre colonial est simplement l'équivalent de l'impôt perçu en France sur cette denrée, c'est donc une taxe de consommation et il n'y a pas lieu d'en demander, dans l'état actuel de la législation, la modification. La deuxième catégorie comprend le cacao, le café, le thé, la vanille, les épices. Ces produits, qui n'ont pas de similaires dans la métropole, sont soumis à la moitié des droits du tarif métropolitain. La troisième est formée par les deux dernières cultures riches que nous avons étudiées, le caoutchouc et le coton, qui sont exempts de tout droit à l'entrée en France ; par suite elle sera laissée de côté, comme la première. Le tabac est lui aussi exempt de droits, car sa situation est particulière. Le commerce n'en est pas libre, seule l'administration peut en acheter, et naturellement il n'y a pas de taxe à l'entrée. La question de la détaxe n'existe donc pas pour cette culture ; et le débouché de la production coloniale en France, quand elle sera

C'est en compensation de la loi douanière de 1892, soumettant nos colonies aux mêmes obligations douanières que la métropole, que fut accordée la modération de droits en faveur des denrées coloniales, sous la condition de l'importation directe et sur la production des justifications d'origine réglementaires. Ce régime, qui n'accordait pas la franchise complète à leur entrée en France à un certain nombre de produits de nos colonies, alors qu'il identifiait leur territoire au point de vue douanier à celui de la métropole, souleva de leur part de vives protestations, dont les rapporteurs successifs du budget se sont faits depuis l'écho, et dont nous démontrerons plus loin le bien-fondé. Aussi, tout en laissant en vigueur les principes de 1892, une loi du 29 mars 1910, dans son article 7, a prévu une réforme et le sort qui serait fait aux colonies pendant une période transitoire. Il avait été, en effet, très formellement convenu, pendant la discussion du tarif métropolitain, que le régime colonial serait examiné ultérieurement, et l'article 7 est ainsi conçu :

« Jusqu'au moment où seront promulgués les nouveaux actes fixant le régime douanier des zones franches..., des colonies et pays de protectorat, la présente loi ne sera applicable aux importations de ces territoires en France qu'en ce qui concerne les dégrèvements opérés sur les tarifs antérieurs, sous réserve des mesures de contrôle à prendre par les administrations intéressées.

« Les tarifs faisant l'objet de la présente loi ne seront exécutoires, en ce qui concerne les importations des produits étrangers dans nos colonies, les possessions françaises et les pays de protectorat, qu'après que des décrets en forme de règlements d'administration publique, rendus sur le rapport du ministre des Colonies, et de l'Industrie, et des Finances, et après avis des conseils généraux ou conseils d'administration des colonies, auront déterminé les produits qui, par exception au paragraphe 3 de l'article 3 de la loi du 11 janvier 1892, seront l'objet d'une tarification spéciale. L'effet de cette disposition ne pourra excéder le délai d'un an. »

Le législateur a eu en vue, en procédant ainsi, de laisser au gouvernement et aux Chambres un certain répit pour solutionner le problème des douanes coloniales. Mais le délai indiqué d'un an ayant été insuffisant, la Chambre l'a prorogé de trois mois et les huit décrets prévus n'ont paru que le 1^{er} juillet 1914. Ils ne concernent du reste qu'une partie seulement de la question douanière coloniale, l'entrée de la marchandise étrangère dans les colonies françaises, et il est à craindre que les autres questions relatives aux rapports respectifs de la métropole et de ses colonies ne soient pas solutionnées de sitôt. C'est une réforme incomplète, au point de vue colonial, qu'ont réalisée la loi de 1910 et les décrets de 1914, en dépit des promesses de l'article 7. Ainsi, pour le sujet qui nous occupe particulièrement, la détaxe complète des denrées riches, rien n'est

encore décidé, et cependant que de projets ont été élaborés depuis 1892 dans le but de réaliser cette réforme de justice et d'équité !

C'est la proposition du 25 novembre 1893, demandant d'exonérer certaines denrées coloniales (dont les denrées riches) à leur entrée en France, dans le but, dit-elle, d'encourager le développement de ces cultures.

C'est encore celle du 18 novembre 1898, tendant à créer un régime spécial pour les alcools, les fruits conservés, les cafés, les cacaos et les vanilles provenant des colonies françaises, et demandant l'entrée en franchise de ces trois dernières (les cultures riches) dans les limites des quantités fixées annuellement par décret.

« En 1900, un amendement au budget est déposé dans le but d'obtenir l'exemption des droits de douane sur toutes les denrées secondaires des colonies à partir de 1905.

« Un rapport du 16 janvier 1902 conclut à l'adoption d'une réduction de 20 % des droits pendant cinq ans, puis de 60 %, et suppression de tout droit après dix ans, sauf un droit de statistique de 0,50 par 100 kilos de denrées coloniales importées.

« Tous ces efforts sont restés sans résultat. M. Cailiaux déclara le 8 mai 1902 : « Le régime dont bénéficient actuellement les produits coloniaux est déjà un régime de faveur, et l'étendre serait exposer le Trésor et les consommateurs français aux plus graves inconvénients. »

Sans se décourager, les partisans du libéralisme colonial continuèrent leur campagne. D'autres propositions, tendant à dégrever les cacaos, cafés, etc., des colonies, furent déposées le 16 juin 1902, le 15 juin 1903, le 3 novembre 1904 ; toutes restèrent sans suite.

M. Guiyesse demanda, sans succès, par sa proposition du 14 décembre 1906, l'importation en franchise. Il disait : « Cette mesure sera la réparation d'une injustice et un remède à des misères imméritées. Pour la métropole, amélioration très notable du marché colonial. Pour le Trésor, un manque à gagner insignifiant et bien vite reconquis. »

Une proposition de loi du 18 janvier 1907 tendait aussi à la suppression des droits de douane sur les cafés, thés, cacaos, d'après les règles suivantes : 1° Tous droits sur les cafés, thés, cacaos des colonies seront entièrement supprimés ; 2° les droits sur ces denrées de production étrangère seront réduits jusqu'à n'être plus que le dixième des droits actuels du tarif minimum pour les pays qui concéderont des avantages, de valeur équivalente, pour l'admission chez eux de produits français. — L'exposé des motifs disait : Il est odieux que l'impôt réduise le pauvre à s'abstenir ou à consommer des produits de qualité inférieure. — Comme les précédentes, cette manifestation n'eut aucun succès.

Le 21 novembre 1907, les députés coloniaux présen-

tèrent une proposition de loi tendant à dégrever les cafés, cacao, thés, vanilles et épices de nos colonies, avec limitation de quantités. La disposition suivante, souvent introduite dans les propositions de détaxe, est à noter : « Les colonies bénéficiaires de la détaxe ne pourront importer chez elles des denrées pour lesquelles elles jouiront de l'exemption du droit à l'entrée en France ; en cas de violation, la colonie sera déclarée, par décret, déchue du bénéfice de cette exemption. » Le texte fut renvoyé à la commission des douanes, c'est-à-dire qu'on n'en a plus parlé.

Citons enfin la proposition du 1^{er} février 1909, dont le but, plus spécial, était d'établir un droit de consommation sur la vanilline chimique, pour protéger la culture de la vanille.

La question de la détaxe n'a donc pas été résolue, n'a même jamais fait l'objet d'un débat public à la tribune jusqu'en 1914, mais il semble que cette idée ait fait du chemin et que les droits de douane sur les denrées riches, qui n'ont pas de similaires dans la métropole, ne vivront plus guère. Dans les propositions ci-dessus, on constate des divergences sur l'application du principe, mais l'idée générale de l'exemption est fondamentale. Le libéralisme économique, voilà l'aboutissement de notre politique coloniale, et nous pouvons citer ici un exemple qui démontre quels merveilleux résultats sont obtenus par cette émancipation économique. L'Afrique Occidentale française, qui jouit d'un

régime douanier très souple, se trouve à elle seule avoir, sur ses budgets de 1910, un excédent de recettes de 10 millions, alors que les excédents de toutes les autres colonies réunies s'élèvent à 6 millions seulement. Cette démonstration éloquente des bienfaits de la liberté va se trouver confirmée par l'analyse détaillée du régime actuel du demi-droit, de ses inconvénients, des intérêts lésés par sa suppression éventuelle. Il est impossible de ne pas voir le mécontentement des colons, l'aggravation des dépenses qui leur est imposée, la gêne qui résulte des hauts prix, les protestations des colonies et des chambres de commerce. Soyons guidés par l'idée que les échanges économiques ne sont qu'un cas particulier du grand fait social qui est l'échange de services, et qu'entre la métropole et ses colonies, c'est un échange de services qui doit être le lien essentiel.

Le régime douanier imposé à nos colonies en 1892 y augmente le prix de la vie, parce qu'il met des entraves à l'entrée des produits étrangers, et même la prohibe. Il en résulte fatalement que les colonies sont forcées d'acheter en France ces produits, souvent plus cher, d'acheter par suite moins, alors que leurs besoins augmentent et que leurs ressources sont stationnaires. Du reste, défendre aux colonies de communiquer avec les pays riches et prospères, qui sont à leur porte, c'est la négation de la force des choses et des lois supérieures de la nature. Ce régime douanier a donc pour conséquence non seulement de nuire à leur enri-

chissement, mais d'entraîner un appauvrissement pour certaines d'entre elles. Ainsi à Madagascar, dans un rapport du 30 avril 1905, le général Galliéni a fait ressortir que l'obligation de s'adresser à l'industrie métropolitaine fait dépenser à la colonie une somme annuelle supérieure de plus de 2.700.000 francs à celle qu'elle eût versée pour les mêmes fournitures à l'étranger. Cet impôt perçu par la métropole représente plus de 1 franc par habitant, soit 3 fr. 60 par contribuable. De même pour les quatre colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion et de la Nouvelle-Calédonie : nous leur avons accordé une détaxe de 1 million, quand elles ont eu à supporter une majoration de prix de plus de 4 millions sur les achats s'élevant à 42.840.950. Au point de vue douanier, elles ont donné plus qu'elles n'ont reçu, et avec la détaxe entière, nous resterions encore de moitié au-dessous de la majoration résultant de leurs achats en France.

C'est en compensation de ces charges que le régime des demi-détaxes, pour certaines denrées coloniales à l'entrée en France, a été établi. Les exemples ci-dessus montrent que cette compensation est infime. Pour en donner une idée générale, voici l'évaluation faite en 1900 : Les charges imposées à nos possessions par la loi de 1892 s'élèvent à 20 millions, et l'avantage soi-disant corrélatif retiré par elles des demi-détaxes à 3 millions seulement. Si on pouvait se permettre une plaisanterie sur un sujet aussi triste, on

serait tenté de faire un rapprochement entre la gratification offerte aux colonies et le petit verre présenté au condamné à mort le matin de l'exécution.

C'est à l'occasion de la détaxe des denrées riches que notre régime douanier colonial apparaît dans toute son inconséquence : il a voulu réaliser l'assimilation ; mais dès qu'on étudie la loi de 1892, on s'aperçoit que de l'ancien pacte colonial l'article 1^{er} a bien été conservé, à savoir la réserve du marché colonial au marché métropolitain, mais qu'on s'est fait un strict devoir de rejeter l'article 2, à savoir la réserve du marché métropolitain au marché colonial. De sorte que cette union douanière n'en est nullement une.

Cette exigence non fondée de la métropole frappe particulièrement quatre de nos colonies : la Martinique, la Guadeloupe, la Réunion et la Nouvelle-Calédonie. Elles ne cultivent guère que des denrées riches : sucre, cacao, café, vanille, caoutchouc, et sont par suite obligées de se procurer au dehors presque toutes les choses nécessaires à la vie. Les conséquences de la demi-taxe ont été l'abandon des cultures secondaires insuffisamment protégées pour s'écouler dans la métropole inondée de similaires étrangers, et par suite la monoculture. En Nouvelle-Calédonie par exemple, un millier de colons sont venus. Avec un peu d'argent et beaucoup de vaillance, ils ont défriché, planté, attendu, récolté enfin leur café. Déjà la surproduction du Brésil faisait baisser les prix, cela ne suffisait pas : en 1900,

pour éviter avec ce pays une guerre de tarifs, la France abaisse de 156 à 136 francs les droits sur les cafés étrangers. Résultat : le café brésilien inonda notre pays, ce fut pour les exportateurs calédoniens une concurrence insurmontable, et les statistiques démontrent l'arrêt du progrès des exportations.

La stagnation de ces colonies eût été certainement moindre si, faisant droit aux justes doléances des colons, on eût, par une détaxe complète, encouragé l'extension de toutes les cultures riches, fournissant ainsi un aliment varié et abondant aux exportations vers la métropole. Qu'on se rappelle l'exemple de la Tunisie, dont les exportations en France ont augmenté de 25 millions après la loi du 19 juillet 1890, qui accordait l'admission en franchise aux principaux produits tunisiens, tandis que les importations françaises en Tunisie augmentaient elles-mêmes de 11 millions. Qu'on se rappelle l'effet de la demi-détaxe de 1892 en Nouvelle-Calédonie, jusqu'au jour où l'accord franco-brésilien rappelé plus haut vint paralyser l'activité naissante : les achats de cette colonie en France augmentèrent de 70 % en trois ans (3.611.000 en 1895 à 6.275.000 en 1899, alors que le Trésor y perdait la faible somme de 120.000 francs). On peut ainsi se faire une idée de l'effet salulaire que produirait la détaxe complète.

C'est pourquoi il ne s'agit point de dire que si cette demi-taxe dont jouissent les colonies n'a point suffi à

développer les cultures riches, il ne servirait de rien de leur accorder la détaxe complète : il s'agit de savoir si les produits de nos colonies peuvent être considérés comme des produits français.

Et pour montrer mieux encore le ridicule de ce système après en avoir ainsi prouvé la profonde injustice, remarquons qu'il s'agit là de produits n'ayant pas leurs similaires dans la métropole, que les taxes qui les frappent nuisent au développement de la consommation sans être une ressource indispensable pour le Trésor, sans protéger en aucune manière l'agriculture nationale, alors que, par l'assimilation douanière, nous acceptons en franchise les vins algériens, et que, par une mesure d'ailleurs excellente, nous avons affranchi dès 1890 de tous droits les céréales tunisiennes, les huiles tunisiennes, les bestiaux tunisiens qui viennent concurrencer les marchandises similaires sur le marché métropolitain !

Il est vrai, argument survenu après coup et inspiré par les besoins de la cause, que ces droits, dit-on, ne sont autres que des taxes de consommation. Des taxes de consommation de 58 francs sur les cafés, de 104 sur les cacaos, de 208 sur les poivres et sur la vanille ! Mais où trouve-t-on le courage de réclamer des impôts aussi exorbitants sur des matières de première nécessité, d'une consommation hygiénique ? Il est injuste que dans notre pays, où les ouvriers et les paysans ont l'habitude de boire du café, par exemple, ce pro-

dont soit taxé aussi lourdement que s'il s'agissait d'une boisson de luxe devant être consommée seulement par de rares privilégiés. Cette taxe de 58 francs les 100 kilos représente une moyenne de 80 % de la valeur, et ce taux s'est même élevé en 1900 à 125 %, et en 1903 à 100 %. Le café est imposé bien moins dans les pays étrangers : 34 francs en Angleterre et au Danemark, 16 fr. 50 en Suède, 3 fr. 50 en Suisse, il ne paie rien en Belgique ni en Hollande. D'autre part, si le cacao paie 25 francs en Allemagne, 5 francs en Angleterre, 1 franc en Suisse, il est exempt en Belgique, en Hollande, au Canada, aux États-Unis ; si la vanille est imposée 62 fr. 50 en Allemagne, elle est exempte de tout droit en Angleterre, au Canada, aux États-Unis.

Si, d'ailleurs, nos colonies demandaient l'établissement de droits élevés à l'importation sur les principaux produits français, les vins et les tissus, par exemple, pourrait-on valablement soutenir que ce sont là des taxes fiscales, contre lesquelles la métropole n'aurait pas à protester sous prétexte que ces colonies ne produisent ni vins, ni tissus ?

Dans le même ordre d'idées, on a prétendu que l'admission en franchise dans la métropole des denrées coloniales donnerait lieu à des réclamations de la part des pays étrangers, du Brésil par exemple. On invoque à l'appui de cette thèse la réduction simultanée de 20 francs sur le tarif minimum et sur le tarif appli-

qué aux colonies, par suite de l'accord intervenu avec le Brésil en 1900. Il est facile de répondre que l'étranger n'a pas à s'immiscer dans un règlement de tarifs de douane entre la France et ses colonies. Quant à la réduction de 20 francs signalée, elle a été demandée par le Brésil, et la France ne pouvait faire autrement que de maintenir au profit de nos colonies l'écart de droits préexistant, pour ne pas traiter les cafés coloniaux plus défavorablement qu'avant l'établissement du tarif minimum.

Mais la réciproque ne serait pas exacte : une diminution, ou une suppression, des droits payés par les colonies ne saurait en entraîner une autre au profit des pays ayant droit au tarif minimum, ceux-ci ne peuvent rien invoquer en ce sens, pas même la clause de la nation la plus favorisée.

Pour terminer cette étude du principe même de la taxation des cultures riches, en présence de son injustice démontrée, il faut indiquer maintenant pourquoi ce régime s'est toujours maintenu, et a toujours triomphé des attaques dirigées avec raison contre lui. C'est que le système de la franchise complète des denrées riches à leur entrée en France soulève deux objections. La première, secondaire, est relative à la répression de la fraude : comment distinguer à la douane les produits véritablement originaires des colonies ? C'est là une question d'organisation, doit-on répondre, et il n'est pas possible de la considérer comme insoluble.

La seconde objection est beaucoup plus sérieuse, c'est à vrai dire la seule, et nous y avons déjà fait allusion.

Les droits de douane qui frappent ces denrées riches, dit-on, sont parfaitement légitimes. Ils frappent des produits qui n'entrent dans la consommation que comme extra, ce ne sont pas des denrées de première nécessité, ce sont des denrées de luxe. La taxe se justifie donc par l'idée qu'il s'agit d'une consommation riche, qui prouve la possibilité d'une dépense superflue, par conséquent d'une certaine aisance ; par là même, c'est une matière essentiellement imposable. Pour faciliter la perception de cet impôt, on le prélève sous forme de taxe douanière. Du moment que ces denrées ne sont pas produites en France et doivent y être importées, il n'y a aucune raison pour exonérer les denrées de telle ou telle provenance.

Nous croyons avoir déjà fait justice de cette théorie de l'ancien régime. Outre qu'elle sacrifie brutalement l'intérêt colonial, pour ne comprendre, fort mal d'ailleurs, que celui de la métropole, elle soutient que les denrées susdites sont des produits de luxe, ce qui est, nous l'avons vu, une erreur économique, d'autant plus grande que c'est l'impôt de consommation qui contribue à en faire des denrées chères en majorant fortement les prix de vente, en restreignant par suite leur acquisition à un nombre plus limité de consommateurs, à ceux qui ont les facultés suffisantes d'achat. Supprimez l'impôt, vous augmenterez la consommation dans des

proportions considérables : on peut citer à l'appui l'accroissement de celle du sucre en 1903.

Les partisans du système de 1892 ne manquent pas d'invoquer ici leur dernier argument, qui est la raison d'être de leur tentative de justification des droits à l'entrée : La détaxe complète comporterait pour le Trésor un lourd sacrifice financier. Voici comment l'apprécie M. Caillaux : « La perte immédiate que subirait de ce chef le Trésor s'élèverait à 3.340.000 francs environ par an, ce qui n'est qu'un minimum ; en réalité la perte serait beaucoup plus considérable. En effet, la plupart des denrées coloniales bénéficient, à l'entrée des colonies soumises au tarif métropolitain, de détaxes assez importantes ; dans ces conditions, les produits étrangers auront tout avantage à pénétrer dans nos colonies, en se soumettant à leurs tarifs réduits, pour être ultérieurement réexpédiés en franchise dans la métropole. »

C'est l'objection de la fraude qui réapparaît. Comme nous l'avons vu, il est facile d'organiser les importations dans nos colonies de façon à l'éviter : l'article 4, cité plus haut, de la proposition de loi Archambeaud (21 novembre 1907) donne le remède : « Les colonies bénéficiaires ne pourront, sous peine de déchéance, importer des denrées pour lesquelles elles jouiront de l'exemption du droit à l'entrée en France. »

Quant à la répercussion de 3.340.000 francs sur le budget métropolitain, elle est théorique. Il est vrai que le budget français a besoin de ressources, ce n'est un

secret pour personne qu'à la commission du budget, comme aux ministères, on cherche des économies, parfois de bouts de chandelles, pour employer l'expression classique et familière. Celle qui résulte du maintien du demi-droit peut leur être comparée. D'abord ce chiffre de 3.340.000 francs est exagéré, comme l'a montré M. le Myre de Vilers : « Si l'on déduit de ce chiffre les importations des colonies qui profitent de l'article 3, § 2, de la loi de 1892, en vertu des décrets des 30 juin 1892 et 22 avril 1899 (côte occidentale d'Afrique, Congo), cette perte se réduit à 3.000.000 de francs environ. »

Mais dût la détaxe coûter quelques millions au budget, on ne peut la repousser pour ce seul motif. Ce ne serait qu'un simple manque à gagner. Considérons en effet ce qui se passe pour l'une de ces denrées, le café.

Étant donné que sa consommation en France augmente chaque année d'un million de kilogrammes en moyenne, et d'autre part que nos colonies n'alimentent cette consommation que dans une proportion infime de 2,5 % au plus, il est facile de comprendre que les recettes perçues sur les cafés augmentent chaque année indépendamment de la contribution des cafés coloniaux, et que la détaxe de ces cafés coloniaux n'aura d'autre résultat fiscal que de diminuer légèrement cette plus-value régulière. Ainsi, pour les seuls dix premiers mois de 1906, la perception des droits sur les cafés a dépassé de 7.545.000 francs la période correspondante

de 1905, et de 4.596.000 les prévisions budgétaires. La détaxe, en la supposant votée en 1906 aurait diminué ces bonis d'un million, mais elle n'aurait pas empêché le Trésor d'encaisser plus qu'il n'avait lui-même escompté.

Mais, dit-on, le jour où nos colonies nous fourniraient toutes nos denrées riches, notamment tout notre café (c'est celle qui rapporte le plus au budget), le Trésor français y perdrait cent cinquante millions par an. L'objection ne porte pas. Si nos colonies nous envoyaient toutes les denrées riches dont la France a besoin, elles acquerraient sur la métropole, nous l'avons vu, une créance annuelle de trois cents millions par an, susceptible d'accroissement avec l'augmentation énorme de la consommation résultant de la baisse des prix. Elles achèteraient alors davantage à la métropole, une solidarité économique serait créée entre elles, et en fin de compte nos colonies plus riches ne coûteraient que bien peu à la France, soit comme administration, soit comme travaux publics ou défense militaire. Notre pays pourrait envisager sans effroi la fermeture progressive des marchés étrangers et jouir de cet admirable équilibre de ressources, qui lui permettrait de vivre entièrement sur lui-même et sur ses colonies. La perte de cent cinquante millions faite par le Trésor, et elle est indiscutable, n'est donc rien à côté des avantages à naître du libéralisme. Il serait même possible d'atténuer cette perte : les primes indirectes accordées aux produits co-

loniaux par la détaxe pourraient décroître proportionnellement à l'accroissement de leur importation, jusqu'au moment où l'importance de celle-ci, attestant que les colons sont sortis des difficultés des débuts, déciderait le retour à des taxes légères. Mais c'est là une demi-mesure inutile. La France doit encourager franchement la production par la détaxe complète, et la maintenir. Il ne s'agit certes pas de donner la métropole aux colonies comme débouché unique et obligatoire ; mais en faire un débouché ouvert à tous leurs produits est le meilleur moyen de préparer nos colonies à la lutte sur le marché mondial.

Il est enfin un fait qui montre bien l'insuffisance de la demi-détaxe actuelle, et la nécessité d'établir la détaxe complète. C'est que le producteur colonial n'a pas pour lui seul, bien loin de là, le bénéfice de l'exemption partielle. Il semble au premier abord que, si nous prenons l'exemple du café, sachant qu'un kilo du Brésil revient à l'importateur français, tous frais payés, à 2 francs environ, un kilo de la Côte d'Ivoire introduit en droiture et n'acquittant que 0 fr. 58 de droits devrait lui revenir moins cher, quelle que soit la difficulté de production de cette denrée dans la colonie. Il n'en est rien, du moment que l'expérience journalière montre qu'il s'adresse de préférence au Brésil, même à qualité égale. Et pourquoi ? Parce que la détaxe ne protège pas suffisamment le planteur pour l'engager à produire et à approvisionner l'importateur. Pour que ce plan-

teur ait, suivant le vœu du législateur de 1892, le bénéfice de la détaxe, il faudrait qu'il vende en France son café au même prix qu'à l'étranger, plus le montant de cette détaxe qui est de moitié, et le sacrifice consenti par le Trésor (la moitié de la taxe sur le produit étranger) constituerait son bénéfice. En réalité, les choses ne se passent pas ainsi : les cours des cafés coloniaux ne répondent nullement à cette règle, parce que l'incidence de la détaxe n'intéresse pas seulement le planteur ; mais le consommateur métropolitain, les commerçants intermédiaires en prennent leur part. Il reste peu pour le producteur colonial. La détaxe complète, en maintenant bien entendu la taxation des produits similaires étrangers, est donc une condition indispensable du développement des cultures riches dans nos colonies.

Cette question de l'entrée en franchise des produits coloniaux est plus grave qu'on ne le pense. Il s'agit de savoir si, oui ou non, les colonies vont pouvoir prendre leur essor. Il est temps que le Parlement se rende compte que la marchandise coloniale, comme toutes les marchandises, se dirige vers les points où elle a chance de trouver une vente assurée et lucrative ; que maintenir le régime actuel des denrées riches, c'est contribuer à enrayer le développement des grands marchés : Le Havre, Bordeaux, Marseille, et que ce sont les ports de Hambourg, d'Anvers, etc., qui profitent de nos erreurs économiques ; c'est contribuer à précipiter

la décadence de notre marine marchande, dont les intérêts sont liés au régime douanier : la marchandise qui arrive sur un marché d'outre-mer possède avec le pavillon qui la couvre une sorte de solidarité, qui aux yeux du consommateur étranger se confond avec le pays d'origine et se substitue à la marque de fabrique.

Avec M. le Myre de Vilers dans son rapport sur le budget des colonies de 1900, avec M. Étienne, avec M. Bienvenu-Martin, dans son rapport sur le budget de 1902, avec MM. Saint-Germain, Guiyesse, Messimy, avec l'unanimité des colonies assimilées, on doit déclarer que la loyale conséquence du régime douanier actuel, le moyen primordial d'encourager les cultures riches et d'assurer la prospérité de nos colonies est la franchise totale des denrées coloniales à leur entrée en France.

CHAPITRE XI

La valorisation des cultures riches

Il ne convient pas seulement d'établir la nécessité du développement des cultures riches dans les colonies françaises avec les moyens de le réaliser : un facteur important entre ici en jeu, leur valorisation à l'étranger réalisée ou possible. Une fois que nos colonies seront à même de fournir ces denrées exotiques dont la France a besoin, elles seront assez fortes et le marché commercial de leurs produits assez solide pour résister aux conséquences désastreuses d'une crise causée par l'échec, temporaire ou définitif, d'une valorisation des denrées riches. Mais tant que leur production est dans l'enfance, que par suite la métropole dépend encore de l'étranger, le succès du développement de ces cultures coloniales peut être gravement compromis par l'instabilité des prix, et par leur effondrement inévitable, le jour où la valorisation disparaîtrait. Tout pays producteur qui peut prétendre à un monopole est immédiatement porté à relever les prix, et ce sont les consommateurs du monde entier qui en supportent les

conséquences. La question de la valorisation est donc d'un intérêt capital pour la France et pour ses colonies : une production coloniale suffisant à alimenter le marché métropolitain évitera aux consommateurs l'obligation de payer très cher les denrées riches valorisées à l'étranger, et aux colonies les ruines provenant d'une crise commerciale toujours possible. L'union entre la France et ses possessions maintiendra donc une stabilité suffisante des prix de vente.

La pratique de la valorisation tend à s'implanter sur le marché des cultures riches (caoutchouc, café, sucre, au Brésil) (thé, à Ceylan), et en présence de son importance pour nos colonies, il n'est pas inutile d'expliquer ce qu'on entend par valorisation et comment peut s'exercer son action. Cette opération a pour but d'assurer, par une intervention puissante et coordonnée sur le marché d'une denrée, non pas, comme on le dit à tort, la stabilité des prix de vente, mais le relèvement de ces prix, tant que la consommation ne diminuera pas trop à la suite de leur élévation constante. Elle aura donc pour objectif d'emmagasiner des stocks, afin de raréfier la marchandise sur le marché mondial.

La bonne conduite d'une pareille opération nécessite certaines conditions primordiales qu'il ne peut être toujours aisé de réunir, en dehors bien entendu de celle qui exige que le pays valorisateur domine le marché mondial pour la denrée sur laquelle il entend opérer.

Tout d'abord il faut pouvoir disposer de capitaux

très importants pour emmagasiner, pendant une durée indéterminée, des stocks suffisants, de manière à rétablir l'équilibre entre l'offre de la production et la demande de la consommation. Il faut ensuite que les lieux de production ne soient pas disséminés et permettent un contrôle efficace des futures productions, sans quoi ceux qui tentent la valorisation n'auraient aucune chance de réussite, un trop grand nombre de producteurs risquant d'échapper à leur contrôle.

Mais, alors même que ces conditions sont remplies, le succès de la valorisation n'est point assuré. Il est toujours très dangereux, en effet, d'intervenir artificiellement sur le marché d'un produit de grande consommation et de violenter la loi fondamentale de l'offre et de la demande. En enlevant du marché des stocks qui l'encombraient et en les emmagasinant, on immobilise des capitaux qui restent momentanément improductifs. Cette raréfaction de marchandises détermine sans doute, sans trop de difficultés, un relèvement des prix de vente. Mais n'y a-t-il pas à craindre, quand il faudra vendre les stocks emmagasinés, que leur retour sur le marché ne détermine de nouveau un fléchissement des prix ? Là est le danger de la valorisation. Quelque soin qu'on prenne de doser convenablement l'écoulement des stocks, il y a toujours à redouter une baisse des prix, et par conséquent un échec désastreux pour ceux qui ont tenté l'opération, pour peu que la production continue d'augmenter. Cela est tellement vrai que la

réussite de la valorisation du café, la culture riche qui a la première subi cette aventure, n'a été due qu'à la circonstance heureuse de mauvaises récoltes. Il peut paraître bizarre de voir qualifier d'heureux le fait d'une mauvaise récolte. C'est là précisément la plus forte condamnation que puisse encourir la valorisation : on escompte et on souhaite toujours une récolte déficitaire.

Nous allons trouver la preuve de ces allégations dans l'étude abrégée de la valorisation du café, qui montrera à quel point ce système est dangereux pour nos colonies productrices de cette denrée et coûteux pour le consommateur français.

La valorisation telle qu'elle a été pratiquée, suivant un plan bien établi, par l'État de São-Paulo, touche à tous les domaines. C'est si bien une question d'ordre politique internationale, intéressant par suite les consommateurs français et coloniaux, que récemment la Chambre des députés des États-Unis a protesté contre la valorisation qui entraînant une hausse d'une denrée de première nécessité (voilà encore une confirmation de la fausseté des préjugés de luxe à l'égard d'une culture riche) cause un grand préjudice aux classes peu fortunées. Question d'ordre économique, la valorisation soulève d'un coup tous les problèmes qui se rapportent à l'intervention du pouvoir politique en ce qui concerne la fixation artificielle du prix des denrées. Ici la denrée en jeu est d'une consommation si cou-

rante que le monde entier se trouve intéressé à l'opération, et que notamment de cette fixation par un État étranger dépendra l'avenir de la production du café dans nos colonies, où les plantations pourront se trouver ruinées par l'effondrement éventuel du système. Comment lutter en effet si la chute des prix artificiellement maintenus jusque-là à des cours élevés sur le marché régulateur, entraîne brusquement une dépréciation générale ? Enfin, question d'ordre financier, la valorisation roule sur un maniement d'espèces s'élevant au total à 1.100.000.000 de francs, elle met en jeu les finances du Brésil tout entier, et, détail suggestif, elle n'a été possible qu'avec le concours des capitaux des pays consommateurs, comme nous le verrons pour la France, ce qui n'est pas sans suggérer d'assez piquantes réflexions.

Le gouvernement brésilien a proclamé avec enthousiasme le succès de l'opération. « Nous avons pris le café à 30 francs, disait le ministre des Finances de São Paulo dans une interview bien connue, et nous l'avons porté à 74 francs, simplement en réglant l'offre et la demande. Nous sommes les maîtres du marché et des cours. »

Ce « réglage » semble évidemment un peu artificiel. On en voit les conséquences au point de vue français : le consommateur est sacrifié. Quant aux futures plantations coloniales, leur avenir est entre les mains du Brésil, « maître du marché et des cours » Que le krach

surviene à la suite de plusieurs récoltes abondantes, les prix au Brésil baisseront fortement et le consommateur français s'empressera d'aller s'y approvisionner. Nos colonies en effet auront beau baisser elles-mêmes leurs prix, leurs cafés vaudront plus cher que les brésiliens, parce que la demi-détaxe est une compensation absolument insuffisante en présence des charges de la production actuelle. Résultat final : chute des prix, diminution des débouchés.

Il y a cependant un facteur qu'on peut considérer comme rassurant. Le Brésil jouit en ce moment d'un monopole incontesté pour l'approvisionnement mondial du café. Ainsi en 1909-1910 (la campagne caféière va du 1^{er} juillet au 30 juin) il a fourni 15.320.000 sacs de 50 kilos, et le reste du monde 3.500.000. Mais la prospérité de ses planteurs ne tient qu'à des causes artificielles : en particulier à la baisse des cours du change qui leur est favorable, et à la valorisation qui a permis jusqu'ici d'éviter les crises de surproduction. Certes, au point de vue des principes de doctrine pure, elle est blâmable, tous les excès se paient et les planteurs brésiliens montrent quelque outrecuidance à vouloir se mettre au-dessus des lois économiques dont aucune puissance au monde ne saurait enchaîner longtemps le jeu fatal. Mais n'est-il point dans la nature des hommes de faire tout le possible pour échapper à l'action des lois naturelles ? Les planteurs s'y sont essayés, et on ne peut vraiment les accuser d'avoir

voulu triompher de la ruine, quand à la suite de la récolte monstre de 1906-1907, les prix tombèrent jusqu'à 25 francs le sac. Seulement, nous ne devons pas l'oublier, le crédit du Brésil et ses intérêts ne sont pas seuls en cause. C'est le consommateur français qui est atteint, c'est l'avenir de nos plantations de café qui peut être mis en péril.

La valorisation a été réglée par toute une série de lois fort bien combinées, il faut le reconnaître. On crée tout d'abord par une loi du 29 décembre 1905 une taxe, en or, de 3 francs par sac, portée à 5 francs le 25 août 1908, loi qui limita aussi l'exportation. Mais il allait être nécessaire de contracter d'énormes emprunts pour ravalier sur les grands marchés le café qui y tombait avec tant d'abondance depuis 1906. Après plusieurs emprunts modestes (quelques dizaines de millions), le Brésil en contracta un, le 11 décembre 1908, avec la maison Schröder et surtout avec la Société générale et la Banque de Paris, s'élevant à 375 millions, au taux de 5 %, et qui fut réalisé à 85 %. Voilà donc les Français prêtant leur or au Brésil au lieu d'en féconder leurs colonies, souscrivant à des milliers de titres, qui sont montés au-dessus du pair, c'est entendu, mais où le risque était grand et l'est encore. Par quoi en effet est garanti et est payé l'intérêt de 5 %? Par la taxe d'exportation dont nous avons parlé tout à l'heure. Qu'est-ce qui est la raison d'être de cette taxe et en permet le paiement? C'est la hausse des cours du café. Qui fait les frais de

cette hausse? Les consommateurs, ceux de France comme les autres. En fin de compte, la France a livré ses capitaux au Brésil, avec l'incertitude inhérente aux placements dans un pays, dont le crédit n'est soutenu que par des mesures artificielles et par l'effort colossal des établissements de crédit, et cela pourquoi? pour payer son café plus cher, et pour continuer à le payer de plus en plus cher, tant qu'il plaira au comité de valorisation de hausser les prix, et tant que le système ne s'effondrera pas dans la débâcle finale.

Si cette monumentale opération n'a point encore craqué, c'est grâce surtout à la production réduite des plants de caféiers. Il était dans l'ordre des choses qu'ils fussent comme épuisés au lendemain de la campagne de 1906-1907, mais à mesure que celle-ci s'éloigne dans le passé, le danger d'une nouvelle récolte monstre se présente avec plus de force à l'esprit. D'autre part, il y a eu des frais considérables (emprunts, magasinage et conservation du café) et pour pouvoir solder l'opération sans trop de déchet, le gouvernement de São-Paulo cherche naturellement à vendre son stock au prix le plus élevé qu'il soit possible. L'opération de la valorisation est donc, tôt ou tard, destinée à un échec, car son but véritable, comme nous le disions au début, est de hausser les prix sans arrêt. Il s'en faut d'ailleurs que la consommation ait pris son parti de la hausse considérable qui a été enregistrée depuis 1910-1911, et qui pourrait avoir pour résultat de substituer, en par-

tie tout au moins, le thé au café. Cette hypothèse se trouve confirmée par les statistiques montrant l'accroissement de la consommation du thé, notamment en France, en 1910 et 1911, pendant que celle du café a une tendance à se ralentir. Si le thé pouvait arriver à prendre une place égale à celle du café dans les pays importateurs, alors qu'actuellement ceux-ci ne consomment par an que 220.000.000 de kilogrammes de thé contre 1.000.000.000 de kilos de café, il est certain que les prix du thé hausseraient. Peut-être alors les Anglais songeraient-ils, mais ce n'est là qu'une hypothèse, à réaliser la valorisation du thé, car ils possèdent en fait le monopole de l'approvisionnement mondial et n'ont pas à craindre de faire le jeu d'un concurrent qui les supplanterait sur les marchés. On voit par là l'intérêt qu'il y a pour la France, en présence de ces éventualités si tentantes et parfaitement réalisables, à engager ses colonies dans la voie de la production de ces cultures riches pour échapper au bon plaisir des pays valorisateurs.

La valorisation a encore été tentée au début de 1911 sur deux autres cultures riches : le caoutchouc et le sucre, mais surtout sur la première. C'est le Brésil, l'enfant terrible de la finance contemporaine, qui a ébauché ces projets.

Pour le caoutchouc, il a procédé savamment et la combinaison a été moins loin de réussir qu'on ne le pense généralement. En décembre 1911, le gouvernement

brésilien est même revenu à la charge. Il cherche à emprunter 150.000.000 de francs, dont les intérêts seront garantis par une taxe d'exportation de 3 d. par livre de caoutchouc. Le syndicat qui s'est formé, avec l'aide des banques locales et de la Banque du Brésil, a prétendu d'abord qu'il se proposait simplement de régulariser les arrivages et le prix du caoutchouc. Les arrivages de para sauvage récolté dans les forêts du Brésil se font en masse durant une période relativement courte, de novembre à février, et c'est avec eux que la consommation de toute l'année doit se fournir. On conçoit donc l'intérêt qu'il y a pour les producteurs à se réunir pour retenir momentanément certaines quantités de para et éviter ainsi l'arrivée de stocks importants sur le marché, que la consommation n'utiliserait que peu à peu, stocks déterminant à certains moments un recul des cours. La presse brésilienne, exposant les projets du syndicat, ajoutait que la spéculation américaine exagérerait encore cette baisse et qu'il était urgent de lutter contre elle.

Mais le syndicat, dès le mois d'avril 1911, augmenta rapidement ses stocks, qui dépassaient, d'après les journaux financiers les plus compétents, 6.000 tonnes à la fin de ce mois, sur un stock mondial total de 12.089 tonnes de para (30 avril 1911). La Banque du Brésil prit alors à son compte tout ce para et résolut de ne le livrer qu'au cours de 8 shillings la livre. Le 5 mai, une importante conférence eut lieu à Rio de Janeiro au Pa-

lais du Président de la République, Hermès de Fonseca. La réunion qui comprenait, outre le président et plusieurs ministres, divers congressistes désignés par les États grands producteurs de caoutchouc, émit un vœu visant à l'établissement du régime suivant: le gouvernement participerait au bénéfice à retirer de l'organisation de la production et de la vente du para, et il serait émis un emprunt de 6.000.000 £ (150 millions de francs), productif d'un intérêt de 5 % et amortissable à raison de 1/2 % par an. Le prix d'émission serait fixé à 87 %. Afin d'assurer le service de l'emprunt, il serait décrété une taxe de 400 reis par kilogramme de caoutchouc exporté. Sur la base d'une production annuelle de 35.000 tonnes, les recettes encaissées dépasseraient largement les besoins du service de cet emprunt, car elles seraient de 466.667 livres sterling, soit 11.760.008 francs.

Il s'agit là, on le voit, d'une opération de valorisation, indiscutablement, qui semble calquée sur celle du café. Nous sommes loin du projet du début; la simple régularisation des arrivages.

En outre, deux banques au capital de 6 millions de livres sterling devaient être créées, l'une à Manaos, l'autre à Para de Belem en vue de consentir des avances aux producteurs. Les États de l'Amazone et du Para garantiraient à chacune d'entre elles un intérêt de 6 % sur le montant de leur capital. De son côté l'Association commerciale des négociants en caoutchouc de-

manda le 27 mai, dit le *Messenger de São-Paulo*, la fermeture de toutes les maisons de commerce de caoutchouc jusqu'à ce que le gouvernement fédéral eût résolu le problème de la défense de ce commerce, c'est-à-dire jusqu'à ce que la valorisation eût réussi.

Pour le succès, il suffisait dès lors de la sanction des législatures locales, simple formalité, et d'emprunter les quelques 300 millions indispensables. Mais les négociations qui se sont poursuivies en vue de trouver les capitaux nécessaires n'ont pas abouti, à cause de l'audace excessive de l'opération.

En effet, le Brésil est loin de détenir, dans la production mondiale du caoutchouc, le même pourcentage que dans celle du café. Sur les 80.000 tonnes consommées annuellement, il en fournit un peu plus de la moitié. C'est évidemment encore une situation très forte, d'autant plus que le caoutchouc brésilien est, pour la majeure partie, du Para, le produit le meilleur de tous incontestablement. Mais il est d'autres facteurs qui interviennent ici et qui diminuent la force apparente de la position statistique du Brésil. L'industrie utilise de plus en plus les caoutchoucs inférieurs, factices, ou pseudo-régénérés, souvent au détriment du consommateur, mais à coup sûr au détriment du Para. D'autre part, nous l'avons déjà indiqué, la production du Brésil est stationnaire, et sera concurrencée de plus en plus dans l'avenir par le Para asiatique ou de plantation. Si l'on considère que le prix de revient du caout-

chouc d'Asie (1 sh. 6 la livre en moyenne) est de beaucoup inférieur à celui du produit brésilien (de 2 sh. 1,2 à 4), l'issue de la lutte ne paraît guère douteuse. Dans quelques années, on pourrait parler de nouveau d'un projet de valorisation, mais ce serait pour le caoutchouc de plantation en Asie, au cas où il aurait conservé la prépondérance à l'égard des nouvelles plantations que l'on fait partout. En somme, le Brésil trouverait-il des appuis financiers, ce qui paraît douteux, et réussirait-il à maintenir le Para au niveau désiré dans l'Amazone (8 sh. la livre), la valorisation ne servirait qu'à favoriser, grâce au supplément de bénéfices qu'elles en retireraient, le développement des plantations et à hâter par suite l'époque de la déchéance du Brésil comme producteur. Cette perspective condamne d'avance l'opération. Il faut conclure seulement de cette étude rapide que la France a un intérêt évident à soustraire ses consommateurs aux menaces des hauts prix, en faisant venir de ses colonies les denrées riches nécessaires aux besoins métropolitains.

En ce qui concerne le sucre, il ne semble pas qu'on puisse parler de valorisation, surtout au Brésil. Il produit annuellement 300.000 tonnes, bien que nulle part la culture de la canne ne trouve de conditions plus propices que chez lui, et qu'il ait été longtemps le premier producteur de sucre du monde. En regard de ce qu'il fournit aujourd'hui, dont les $\frac{4}{5}$ sont consommés dans le pays même, la production du sucre de canne

dans le monde entier atteint plus de 6.000.000 de tonnes, et celle de la betterave plus de 8.000.000. S'il plaît aux Brésiliens dans le but de protéger l'industrie locale, de payer plus cher le sucre qu'ils consomment, libre à eux de le faire, mais ils n'imposeront pas au monde leur volonté, et ce ne seront pas, comme pour le café et éventuellement pour le caoutchouc, les pays consommateurs qui feront les frais et seront les victimes de cette politique. La valorisation du sucre au Brésil ne peut donc s'entendre que d'une mesure de protection douanière, inspirée par quelques grands propriétaires indigènes, mais qui reste d'ordre intérieur.

La leçon qu'il faut dégager de l'examen de ces divers projets de valorisation, au point de vue de l'intérêt de la France et de celui de ses colonies, c'est le danger qu'il y a à rester tributaire de l'étranger pour des denrées de consommation intense et croissante. Nous pouvons développer les cultures riches dans nos possessions, car la France ne manque ni d'hommes compétents, ni de capitaux. Ces derniers, tous les efforts du gouvernement devraient tendre à en faciliter l'orientation vers les grandes entreprises coloniales, chaque Français pouvant ainsi prendre une part honorable aux efforts d'expansion de la mère patrie, non seulement le banquier qui dispose de réserves opimes, mais toute personne, même de vie modeste, qui fait des économies : une vieille fille, peu experte en géographie, peut travailler, sans s'en douter, à la prospérité de la France,

si, au lieu de serrer ses épargnes dans le légendaire bas de laine, elle les place dans une de ces entreprises coloniales françaises qui défrichent des terres, creusent des canaux, dessèchent des marais, exploitent des plantations de thé, de café, de caoutchouc — et ne les consacrent pas, sur le conseil des grandes banques intéressées, à l'achat d'un titre exotique étranger, représentant un emprunt destiné à une valorisation audacieuse, que la faillite guette.

CHAPITRE XII

Conclusion. L'avenir des cultures riches

M. Leroy-Beaulieu, dans son ouvrage *De la colonisation chez les peuples modernes*, tome II (éd. 1902, p. 305 et suiv.), porte le jugement suivant sur les cultures riches :

« Il faut que nous résistions absolument aux tentatives qui sont faites de tous côtés, sous le prétexte d'union douanière entre la France et ses colonies, pour nous induire à payer des primes extravagantes au café, au thé, au cacao, à la vanille et aux autres denrées coloniales riches produites dans nos colonies. Nous ne connaissons pas de mesure qui serait plus déraisonnable à tous les points de vue. Les droits qui frappent ces denrées à l'entrée en France sont des droits de consommation, équivalant à ceux que nous avons à l'intérieur sur le sucre, sur le tabac et sur l'alcool. Toutes les nations, notamment la libre échangiste Angleterre, ont des taxes très élevées sur ces denrées coloniales riches, la Grande-Bretagne en particulier sur le thé et le café. »

Les idées exposées par cet économiste apparaissent donc, dès le début de son appréciation sur les cultures riches, complètement en désaccord avec celles du parti colonial, que nous avons soutenues ici, parce qu'elles nous semblent les seules justes et utiles. Que M. Leroy-Beaulieu dise que les droits qui frappent ces denrées à l'entrée sont des droits de consommation, personne ne le conteste, mais qu'il les compare, dans le but de les justifier, à ceux que nous avons à l'intérieur sur le sucre, le tabac ou l'alcool, voilà l'abus. La taxe sur le sucre est légitime, car il s'agit d'une question de vie ou de mort pour la culture et l'industrie françaises de la betterave, dont nous avons montré l'importance ; mais il n'y a aucun rapport entre cette taxe éminemment protectrice et celles, purement fiscales, qui grèvent les denrées exotiques, n'ayant pas de similaires dans le pays. Quant à l'impôt de consommation qui frappe le tabac et l'alcool, il faudrait que les finances d'un pays fussent singulièrement prospères pour renoncer à une taxe aussi productive et aussi morale. Peut-on comparer ces deux denrées nuisibles à l'homme, avec le thé, le café, le cacao, la vanille, qui sont, sinon hygiéniques, du moins inoffensifs ? Que leur perception soit faite par l'administration des contributions indirectes intérieures au lieu de l'être par celle des douanes, peu importe ; mais ces taxes ne devraient pas grever aussi lourdement le budget des millions de consommateurs français de ces denrées exotiques. M. Leroy-Beaulieu

affirme enfin que toutes les nations ont des droits très élevés sur les denrées riches. Certes, toutes retirent un bénéfice de leur entrée sur leur territoire, mais, nous l'avons vu, il est bien mince comparé aux droits énormes que perçoit le fisc français, et la citation de M. Leroy-Beaulieu, loin de justifier sur ce point la politique douanière de son pays, en démontre l'excessive avidité.

L'éminent économiste continue :

« Si l'on accordait aux denrées coloniales riches l'immunité de ces taxes, ce serait un cadeau colossal qu'on ferait à nos colonies, tout à fait corrupteur pour elles et épuisant pour la métropole. On leur a accordé la détaxe de la moitié des droits dans la métropole, et on a maintenu même pour le café cette détaxe au taux de 78 francs les 100 kilos, malgré que le droit de 136 francs ait été réduit à 136 francs en 1900. Ce sont là déjà des primes énormes, beaucoup trop fortes et qu'on n'eût dû établir que dans une mesure moitié moindre. Il ne faut, sous aucun prétexte, les accroître. »

M. Leroy-Beaulieu fait bon marché de l'essor économique de nos possessions. Nous avons établi à plusieurs reprises quelle source de richesses seraient pour elles de vastes plantations de cultures riches, dont la France se fournit encore à l'étranger pour une valeur moyenne de trois cents millions par an. La franchise des denrées riches à l'entrée en France, loin d'être corruptrice, est simplement l'application intégrale, en équité, du régime de l'assimilation, application d'autant plus néces-

saire que le planteur colonial est loin de bénéficier entièrement de la détaxe.

Il ajoute :

« Ce seraient des faveurs corruptrices pour la colonie, et à la longue très nuisibles pour elle. Ces primes colossales y développeraient des cultures artificielles, précaires et fragiles, et après un premier essor, elles entraîneraient des déceptions et des ruines. Les denrées coloniales riches ne doivent être qu'un accessoire pour nos colonies, surtout au stage de développement où celles-ci se trouvent ; c'est sur les cultures vivrières, élevage compris, qu'elles doivent porter surtout leurs efforts, elles développeront la population indigène. Autant il importe d'abaisser les droits protecteurs à l'entrée de nos colonies, autant il faut repousser ces primes extravagantes qui gâteraient les colons et ruineraient la métropole. »

Quel tableau ! D'après M. Leroy-Beaulieu, les cultures riches seraient artificielles, précaires, fragiles. On retrouve ici la conception, que nous n'avons pas admise, de ce que serait une denrée riche, conception qui la confond avec ces produits de luxe comme les parfums ou les essences. Pourquoi, systématiquement, écarter les colonies de leur culture ? Précaire et fragile, la culture du tabac, du café, du thé ? Autrefois, peut-être, quand on les entreprenait sans étude préalable, mais aujourd'hui il suffit de rappeler les bénéfices considérables qui attendent les planteurs, et que nous avons

établis par des comptes spéciaux. Il n'y a pas de raison pour que nos colonies n'y réussissent pas aussi bien que le Brésil, que Ceylan, que Java ou Sumatra. Rien n'est plus contraire aux faits, à l'évolution économique, que de qualifier d'artificielles des cultures dont l'importance commerciale annuelle se chiffre par milliards, dont dépend la vie commerciale de plusieurs pays, dont le monde entier ne peut se passer. Certes il ne s'agit point de détourner les colonies des cultures vivrières, mais, par ce temps de droits protecteurs, quel avenir ont-elles sur le marché métropolitain? Ni le manioc, ni la soie, le riz, l'arachide, etc., n'arriveront à concurrencer les produits similaires français. Nous avons démontré que pour ce qui concerne l'agriculture, le seul moyen d'enrichir les colonies avec les capitaux de la métropole, et de créer un mouvement commercial entre elles, c'est de donner la préférence aux cultures qui n'ont pas de similaires en France, et y sont assurées d'un débouché constant. Un pays colonisateur doit s'attacher avant tout à la mise en valeur, sans écarter de parti pris telle ou telle culture qui a devant elle un avenir certain et illimité.

M. Leroy-Beaulieu rappelle ensuite l'objection classique contre la détaxe complète : la perte pour le Trésor, et affirme que le jour où les colonies françaises pourvoiraient entièrement la métropole de denrées riches, cette dernière perdrait presque tout son commerce avec les pays étrangers, qui sont ses fournisseurs actuels.

Nous ne reviendrons pas sur la perte prétendue que subit le Trésor, ayant démontré son caractère passager. Quant au deuxième résultat, nous le considérons comme très heureux. Les millions que la France est obligée de payer tous les ans aux pays étrangers pour les denrées riches sont perdus pour ses colonies. La grandeur d'un peuple ne consiste pas à commercer largement avec le monde entier, s'il possède en outre des colonies qui lui coûtent très cher et ne rapportent presque rien. Loin d'être « recroquevillé sur lui-même » en restreignant ses relations commerciales, notre pays deviendra plus puissant et plus riche, et ne fera plus ce métier de dupe qui consiste à prêter de l'or à l'étranger pour payer plus cher des denrées indispensables (valorisation du café), que ses colonies pourraient lui fournir, et à laisser improductives les merveilleuses richesses naturelles de ses possessions. La substitution de denrées produites par les colonies aux denrées produites par les contrées étrangères, tel est le but à atteindre, la condition primordiale du développement économique des pays d'outre-mer. Quand ils seront arrivés, dans vingt ou trente ans, à la période de plein épanouissement, alors seulement la métropole pourra restreindre sa protection, viser à un élargissement général de la production par une extension des marchés. Mais actuellement, la politique suivie en matière d'agriculture coloniale aboutit à un non-sens. On n'a pas le droit, pour des raisons fiscales mal comprises, d'enle-

ver à nos colonies la possibilité de s'enrichir par la culture de denrées qu'on va acheter à l'étranger. Dans nos colonies d'exploitation, il y a possibilité de créer de vastes entreprises agricoles qui nécessiteront de gros capitaux et peu d'individus, pour mettre en valeur les richesses naturelles ou faire des plantations de cultures riches. C'est sur des sociétés financières qu'on doit compter pour leur exploitation rationnelle et ces sociétés à qui nous devons la plus belle part de nos succès coloniaux, économiques et politiques, surgiront, dès le jour où grâce à la franchise, les denrées riches coloniales pourront pénétrer sur le marché de la métropole et y concurrencer victorieusement les produits étrangers.

Vu : le Président de la thèse

FAURE

Vu : le Doyen,
P. CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer,
Le Vice Recteur de l'Académie de Paris

LIARD

